



Régions : il faut faire cette réforme

Si la réforme des collectivités locales était chose facile à réaliser, cela ferait longtemps qu'elle l'aurait été. Depuis vingt ans, de président en président, de rapport en rapport, chacun assure qu'il est indispensable de simplifier la carte administrative et politique de la France. Nul ne l'a fait.

François Hollande a décidé d'engager cette réforme. Il a raison. La multiplication des échelons (communes, intercommunalités, métropoles, départements, régions) a fini par provoquer un imbroglio inextricable : enchevêtrement des compétences, financements croisés, doublons coûteux et émiettement des responsabilités. Bien malin le citoyen, ou le chef d'entreprise, capable de comprendre qui fait quoi.

Le projet est contesté. C'est inévitable. Il n'y a pas de redécoupage idéal, tant l'exercice remet en cause baronnies, clientèles et équilibres

ÉDITORIAL

politiques. Associer, à ce stade, les acteurs eût été la garantie de la paralysie.

La visée de François Hollande est claire. Il veut promouvoir les deux structures modernes – régions et intercommunalités –, pour effacer les départements napoléoniens et inciter les communes ancestrales à se fédérer sur l'essentiel. La réduction de 14 à 22 du nombre des régions dessine des ensembles de puissance à peu près homogène et de taille européenne. La redéfinition de leurs compétences renforcera leur vocation stratégique en matière d'aménagement du territoire et de développement économique. Quant aux intercommunalités, elles sont appelées à devenir la structure-clé de l'action locale.

C'est cohérent. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, tant les incertitudes sont nombreuses. La simplification ? Elle n'est assurée qu'au terme d'un processus de plusieurs années, puisque, dans l'immédiat, aucune structure existante n'est supprimée.

La clarification ? Elle n'est garantie que si les compensations et aménagements déjà réclamés de tous côtés ne viennent pas, au bout du compte, brouiller davantage encore la situation. Et si l'Etat réforme et adapte à cette nouvelle carte ses structures d'action déconcentrées (préfectures, rectorats...). La démocratie locale ? Elle ne sera renforcée que si les intercommunalités sont dotées d'une véritable légitimité démocratique. Les économies budgétaires souhaitées ? Elles sont incertaines.

La faisabilité, enfin. Nul doute que cette réforme va déclencher mille frondes locales et autant de petits calculs politiques, comme l'ont montré les tractations de dernière minute. Chacun va vouloir défendre son pré carré, son histoire, son identité, et s'emploiera à faire reculer un président très affaibli.

Il faut donc souhaiter que le chef de l'Etat ait la détermination de conduire cette réforme sans fléchir. Et que l'ensemble des élus concernés ne fassent pas passer leurs intérêts particuliers avant l'intérêt général. Aujourd'hui, rien ne le garantit. ■

LIRE NOS INFORMATIONS PAGES 6-7

Syrie : Assad lance des attaques au chlore, l'Occident se tait

- Paris a des preuves de l'usage de cette arme interdite, alors que Damas doit démanteler son arsenal chimique
- Les Occidentaux ne veulent pas s'impliquer, après leur riposte avortée aux attaques au sarin de l'été 2013

Moins d'un an après l'attaque au sarin lancée par l'armée de Bachar Al-Assad, qui avait fait près de 1400 morts le 21 août 2013, des preuves existent sur le recours répété des forces gouvernementales syriennes à d'autres armes

chimiques à l'encontre de la population et des rebelles, depuis octobre 2013 et jusqu'à récemment.

A quelques jours du 30 juin, date butoir à laquelle la Syrie est censée avoir remis la totalité de son arsenal chimique, Damas a agi en

violation des traités sur les armes chimiques.

Mais ni Paris, ni Washington, ni Londres n'ont rendu publics leurs éléments de preuve. Une telle démarche placerait de nouveau la France, les Etats-Unis et la Grande-Breta-

gne en position de devoir agir. Or, le souvenir cuisant d'août-septembre 2013, quand Paris était sur le point de frapper militairement la Syrie avant de se replier, faute du soutien de Washington, est encore dans toutes les mémoires. ■ LIRE PAGES 2-3



PLATINI DANS LE PIÈGE DU « QATARGATE »

■ Le président de l'UEFA conteste les accusations de corruption liées à l'attribution du Mondial 2022 au Qatar

■ Cette affaire est au centre de la guerre qui l'oppose à Sepp Blatter pour la présidence de la FIFA

LIRE PAGE 15

Michel Platini, au siège de l'UEFA, en Suisse, en janvier 2012

FRED MERZ / REZO.CH POUR « LE MONDE »

AUJOURD'HUI

Espagne : le pari de Juan Carlos

L'abdication du roi d'Espagne est la dernière chance de sauver les trois piliers d'un système à bout de souffle : la monarchie est contestée, l'organisation territoriale ébranlée et le bipartisme affaibli.

ANALYSE — PAGE 22

D-Day : des plages sous haute surveillance

Dix-neuf chefs d'Etat et de gouvernement participeront, le 6 juin, aux cérémonies du 70^e anniversaire du Débarquement en Normandie. Leur présence a entraîné des mesures de sécurité exceptionnelles.

FRANCE — PAGE 9

G7 : comment relancer l'économie mondiale ?

Les dirigeants du G7 devaient se retrouver à Bruxelles le 4 juin. Au menu : la croissance mondiale en fort ralentissement, particulièrement dans les pays émergents, et la situation en Ukraine.

CAHIER ÉCO — PAGE 3

LE REGARD DE PLANTU

Attaque au CHLORE en Syrie



Daniel FEAU

BEAUX APPARTEMENTS PARISIENS

www.feau-immobilier.fr

Christie's International Real Estate

New-York
Beverly Hills
Boston
Palm Beach

Moscou
Genève
Milan
Saint-Barthélemy

Damas persiste à mener des attaques chimiques

L'armée syrienne a procédé, ces dernières semaines, à plusieurs bombardements au chlore à l'état gazeux contre des

Moins d'un an après l'attaque au sarin (un liquide hautement toxique) lancée par l'armée de Bachar Al-Assad dans la périphérie de Damas, qui avait fait quelque 1 500 morts le 21 août 2013, des preuves formelles existent sur le recours répété des forces gouvernementales syriennes à d'autres armes chimiques à l'encontre de la population, depuis octobre 2013 et jusqu'à récemment. A quelques jours du 30 juin, date butoir à laquelle la Syrie est censée avoir remis la totalité de son arsenal chimique, Damas a donc agi en violation du traité sur les armes chimiques et de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques qu'il avait accepté de signer – sous menace de frappes militaires internationales imminentes le 14 septembre 2013. Selon l'enquête menée par le Monde, d'après plusieurs sources, les autorités françaises disposent depuis au moins une quinzaine de jours d'éléments démontrant l'utilisation de chlore, sous forme de gaz chimique, par l'armée syrien-

**Très réactif
au contact de l'eau,
le chlore
produit un acide
qui brûle
les muqueuses**

ne, dans des bombardements de zones contrôlées par les rebelles. Ces conclusions sont le fruit des analyses du Centre d'étude du Bouchet, qui dépend de la Direction générale de l'armement et qui possède le seul laboratoire en France équipé pour produire des résultats certifiés dans le domaine des armes chimiques.

La démonstration a pu être menée intégralement et conformément aux règles internationales, avec, selon nos informations, l'aide des expertises américaine et britannique. Les interceptions électroniques de communications sur le territoire syrien, réalisées par les agences de renseignement occidentales, révéleraient le degré de préparation de ces opérations, ainsi que la chaîne de décision, à tous niveaux de responsabilité, politique et militaire, ayant mené



à ces attaques chimiques. Des échanges existeraient entre le plus haut niveau hiérarchique des autorités syriennes, jusqu'aux unités militaires chargées d'en faire usage sur le terrain.

Dans un deuxième temps, des agents du renseignement américain auraient récupéré, sur le sol syrien, des « morceaux de vecteurs » ayant servi à diffuser ce gaz chimique. Il s'agirait de morceaux de métal exfiltrés de Syrie selon des modalités permettant de garantir l'origine et l'intégrité des éléments de preuves. Les Britanniques ont également transmis aux Français une partie de leurs échantillons prélevés sur des sites présumés de bombardements au chlore. Le Monde n'a pas eu connaissance des conclusions des experts d'outre-Manche.

Le silence gardé sur le résultat de ces expertises s'expliquerait en partie par des pressions qu'exercent les services de renseignement français, américains et britanniques sur leurs gouvernements respectifs pour que ces informations ne soient pas rendues publiques. D'après un haut responsable de la communauté du renseignement en France, Paris ne peut dévoiler ses preuves sans l'aval de Washington, puisque ce dernier lui a fourni une partie des éléments de sa démonstration. « Briser cette règle du tiers, qui veut que l'on protège les informations données par un partenaire étranger, mettrait à mal la relation de confiance avec les Etats-Unis », assure-t-il.

Damas a lancé ces attaques sur « des populations civiles et des combattants », précise-t-on à Paris, avec un mode opératoire identique : le largage, depuis des hélicoptères, de barils contenant des bonnes de chlore. Au total, elles auraient fait « une centaine de morts ». Le gaz chimique chlore (Cl) est moins nocif que le sarin ou



le VX (gaz innervant) même s'il vise, comme eux, à tuer lorsqu'il est utilisé en grande quantité. En Syrie, il a été moins meurtrier que les barils d'explosifs qui ont causé 2 000 victimes sur la seule ville d'Alep, depuis janvier. Ce gaz n'est pas moins très toxique. Il est aussi un outil de terreur, les populations civiles n'ayant aucun moyen de s'en protéger.

Très réactif au contact de l'eau, le chlore produit un acide qui brûle les muqueuses. « Les symptômes principaux sont des brûlures au niveau des yeux (qui empêchent de regarder et donc de s'échapper de l'atmosphère toxique), du nez, de la

gorge, une atteinte des bronches et des alvéoles pulmonaires et, parfois, une irritation cutanée », explique le professeur Frédéric Baud, chef de service de la réanimation médicale et toxicologique de l'hôpital Lariboisière, à Paris. « La victime commence par suffoquer, incapable d'échapper au gaz, d'où le nom de "suffocant" de cette terrible classe d'armes chimiques. Les lésions peuvent être graves, voire mortelles : œdème pulmonaire, insuffisance respiratoire, crise d'asthme sévère. Les plus vulnérables sont les enfants. »

Molécule très répandue à l'état naturel, le chlore entre dans la com-

position de produits de consommation courante, tels que l'eau de Javel ou le plastique PVC (chlorure de polyvinyle). Si sa fabrication n'est pas prohibée, son usage à des fins militaires contrevient à tous les traités internationaux et constitue une violation flagrante de la charte de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), l'agence de l'ONU chargée de surveiller le démantèlement de l'arsenal syrien.

Les témoignages de médecins, les photos et vidéos provenant de la province d'Hama (centre de la Syrie), notamment du village de Kafr-Zita, ont été les premiers à sus-

citer les soupçons d'attaques au chlore. « Les symptômes toxiques relevés sur les victimes récemment soignées par les médecins en Syrie forment un ensemble de signes très évocateurs d'un "gaz suffocant" », affirme M. Baud. « Les éléments décrits par les témoins, tels que la couleur jaune verdâtre du gaz et son odeur évoquant l'eau de Javel, permettent de penser qu'il s'agit de chlore gazeux », note l'expert. « Le fait que cette substance ait été stockée puis larguée dans des gros barils, d'environ un mètre de haut sur 80 cm de diamètre, retrouvés à terre, en dit davantage sur l'intention malveillante de son utilisateur que les analyses scientifiques à partir d'échantillons biologiques collectés chez les blessés ou dans les sols ou l'air », conclut M. Baud.

A l'état gazeux, le chlore a également la propriété d'être plus lourd que l'air et, donc, de stagner près du sol. En Syrie, les zones ciblées sont presque toutes situées en milieu urbain. Les victimes ont le plus souvent été les habitants de la maison sur laquelle s'est écrasé le baril, ainsi que ceux accourus pour les aider. Le 13 mai, Human Rights Watch (HRW) publiait un rapport accablant, documentant trois attaques au chlore (à Kafr-Zita dans la province d'Hama, et à Al-Temanaa et Telmans, au sud-est d'Idlib).

Quel est l'objectif stratégique du régime ? Kafr-Zita est la base de l'une des dernières brigades rebelles se revendiquant de l'Armée syrienne libre (ASL). Cette région constitue un foyer intarissable de recrutement pour le Front islamique, désormais la principale coalition armée rebelle. A quelques kilomètres de là se joue en outre une bataille déterminante autour de la grande base militaire de Ouadi Deif, sous contrôle du régime. Selon un rapport détaillé fourni par le Centre de documentation des violations en Syrie, la province d'Hama a été la plus touchée par les attaques chimiques récentes.

Le chlore aurait aussi été utilisé dans la province d'Idlib, au nord-ouest du pays, région contrôlée à

Embarrassés, les pays occidentaux veulent éviter de passer à l'action

LAURENT FABIUS a été le premier à accuser publiquement le régime syrien d'avoir utilisé des armes chimiques à base de chlore, sans évoquer cependant de « preuves ». Le 14 avril, à Washington, le ministre des affaires étrangères affirmait que Damas avait eu « recours à quatorze » reprises à ces armes « depuis le 25 octobre 2013 ».

Le lendemain, ces allégations étaient reprises par le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, en marge d'une réunion du groupe des « Amis de la Syrie » qui se tenait à Londres. « J'ai vu des données brutes qui suggèrent, comme la France l'a elle-même suggéré, que du chlore a été utilisé à plusieurs reprises dans le cadre de la guerre », a-t-il souligné. « Si cela a été le cas, et si cela peut être prouvé, a-t-il ajouté, ce serait une violation du traité sur les armes chimiques (de 1925) et de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques que la Syrie a signée. »

Damas avait ratifié cette convention en septembre 2013, sous la menace de frappes militaires occidentales après l'attaque au sarin de la banlieue de Damas, qui avait causé quelque 1 500 morts le 21 août. La Syrie s'était aussi engagée à démanteler son arsenal

chimique – plus d'un millier de tonnes – sous supervision de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Le chlore ne fait pas partie de l'arsenal déclaré par Damas (Sarin, gaz moutarde, VX) et n'est pas considéré comme une arme chimique, même s'il est mortel lorsqu'il est utilisé à de hautes concentrations.

Pourtant, ni Paris, ni Washington, ni Londres, qui disposent d'éléments tangibles sur les récentes attaques au chlore de l'armée syrienne, n'ont rendu publics leurs éléments de preuve. Une telle démarche placerait de nouveau la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en position de devoir agir, ayant eux-mêmes tracé une « ligne rouge » quant à l'usage des armes chimiques. Or, le souvenir cuisant d'août-septembre 2013, quand Paris était sur le point de frapper militairement la Syrie avant de se replier faute du soutien de Washington, est encore dans toutes les mémoires.

« Depuis le mois de mars, les données recueillies par la France ont été transmises à l'OIAC », assure-t-on à Paris, en précisant que Washington et Londres disposaient de « témoignages concordants ». Cette agitation diplomati-

que a déclenché, fin avril, la décision de renvoyer en Syrie des inspecteurs de l'OIAC chargés d'« établir les faits en lien avec les allégations persistantes d'attaques au chlore ». Alireza Jahangiri, le représentant de l'Iran, allié du régime de Damas, a mis en garde contre « toute pression politique sur les activités et les conclusions de l'équipe [de l'OIAC présente à Damas] ».

Date limite du 30 juin

Mais la mission a tourné court. En route, le 27 mai, pour Kafr-Zita, lieu présumé d'attaques au chlore, le convoi des inspecteurs de l'OIAC a été attaqué. Les inspecteurs ont été enlevés par un « groupe armé » dont l'identité n'a pas été précisée par l'OIAC, avant d'être relâchés quelques heures plus tard. Demi-tour, direction Damas. L'équipe n'a donc pu mener son enquête.

Si l'OIAC parvenait à confirmer les accusations d'attaques au chlore, l'organisation devrait alors saisir le Conseil de sécurité des Nations unies. Au terme de la résolution adoptée le 26 septembre 2013 sur le désarmement chimique de la Syrie, l'ONU pourrait alors, théoriquement, envisager des sanctions contre Damas. Un scénario improbable en raison

du droit de veto de la Russie, allié indéfectible de Damas, et que les Occidentaux préfèrent éviter de toute façon, afin de ne pas exposer au grand jour leurs hésitations et divisions, mais aussi de ne pas aggraver les tensions avec la Russie de Vladimir Poutine.

Les pays occidentaux ont une autre préoccupation : éviter le blocage total du processus de démantèlement de l'arsenal chimique syrien officiellement recensé en octobre 2013. Plus personne ne croit, en effet, que la date limite du 30 juin pour démanteler l'arsenal syrien sera respectée par le régime de Bachar Al-Assad. La Syrie aurait déjà dû détruire l'intégralité de ses installations de production d'armes au 15 mars, mais douze sites, des hangars et tunnels, sont encore sur pied. Damas souhaite conserver les hangars et couler du béton dans les tunnels, mais plusieurs pays, Etats-Unis en tête, s'y opposent et prônent une destruction pure et simple de ces installations.

Par ailleurs, 92 % des 1 200 tonnes d'agents chimiques déclarés par la Syrie ont été détruits ou embarqués sur des navires militaires danois et norvégiens stationnés dans le port de Lattaquié. Ces agents chimiques sont ensuite

détruits sur le Cape-Ray, un navire américain spécialement affrété pour cette opération, qui croise depuis décembre en Méditerranée. Les résidus seront ensuite éliminés dans des usines britanniques, américaines et finlandaises.

Le 22 mai, devant le conseil exécutif de l'OIAC, la France estimait que « le régime [syrien] conserve une capacité d'emploi offensif chimique et la volonté d'en faire usage » et ajoutait que « la menace chimique subsistera tant que l'objectif d'un démantèlement complet n'aura pas été atteint ».

A Paris, personne n'ignore cette impasse diplomatique, mais l'enjeu est ailleurs. En attirant l'attention sur de nouveaux recours à des armes chimiques par Damas, l'objectif est de saper la légitimité que Bachar Al-Assad tentera de retirer de l'élection présidentielle du 3 juin. « Un régime qui ne respecte pas ses engagements internationaux et qui utilise des armes chimiques contre sa propre population ne peut jamais faire partie d'une solution d'avenir », insiste-t-on à Paris. ■

ALEXANDRA GENESTE (NEW YORK, NATIONS UNIES), STÉPHANIE MAUPAS (À LA HAYE) ET YVES-MICHEL RIOIS

au chlore

civils et des positions de la rébellion



Plus de trois ans de conflit

15-16 mars 2011 Rassemblements à Damas pour une « Syrie sans tyrannie ». Plusieurs manifestations contre le pouvoir sont ensuite violemment réprimées à Damas et Deraa (sud). C'est le début de la révolution syrienne.

21 août 2013 L'opposition et plusieurs pays occidentaux dénoncent le régime pour avoir tué quelque 1 500 personnes dans un bombardement chimique dans la banlieue de Damas.

14 septembre Un accord russo-américain sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien d'ici mi-2014 écarte en extremis la menace d'une frappe occidentale brandie après l'attaque chimique.

3 juin 2014 Election présidentielle dans les zones tenues par le régime. Bachar Al-Assad est assuré de remporter ce scrutin, dénoncé comme une « farce » par l'opposition.

Une attaque au chlore dans le village de Kafr-Zita (province de Hama) ; un obus non explosé à Al-Telmana, rempli de gaz, selon les habitants ; récolte d'échantillons dans un cratère causé par l'explosion d'un obus, à Al-Telmana ; dans un hôpital de fortune après l'attaque du 12 avril à Kfar-Zita.

CAPTURE D'UNE VIDÉO AMATEUR RÉCUPÉRÉE PAR REUTERS ; SABIËL NETWORK ; REUTERS

90 % par les rebelles. Enfin, des quartiers et localités proches de la capitale, Damas (Jobar, Daraya, Harasta), auraient également été pris pour cible par ces attaques.

C'est de Jobar que provenaient les échantillons, rapportés par les journalistes du Monde, qui avaient permis de démontrer l'usage de sarin au printemps 2013. A Damas et dans ses alentours, les attaques au chlore ont eu des effets compara-

Le plus souvent, les victimes sont les habitants de la maison sur laquelle s'écrase le baril, et ceux accourus pour les aider

bles à ceux de la politique de siège et de famine pratiquée couramment : saper le moral des populations civiles pour couper les rebelles de leur base populaire et les forcer à signer un accord de « trêve » ou de « réconciliation ». « Il suffit de regarder la carte des zones visées », dit Abdel Ahad Steifo, membre du bureau politique de la Coalition nationale syrienne (CNS), l'organe politique de la rébellion. « Harasta, Jobar, Daraya... Ce sont tous des fronts chauds. Kadam, [un quartier] en lisière sud de Damas, a aussi été touché. Peu après, un

accord de réconciliation a été conclu. » Dans la petite dizaine de faubourgs où ces accords ont été scellés, un cessez-le-feu fragile s'est mis en place. Un répit dont le régime s'est servi pour présenter M. Assad, candidat à sa réélection pour un troisième mandat, en pacificateur et pour clamer que ses forces progressent sur le terrain. Lorsque le chef de la CNS, Ahmed Jarba, a rencontré François Hollande, le 20 mai à Paris, la question des bombardements au chlore a été abordée. « Nous n'avons pas senti de volonté d'étouffer cette affaire », dit M. Steifo. Laurent Fabius nous a dit qu'une équipe travaillait sur la question et que des résultats seraient bientôt rendus publics. »

En revanche, silence à Washington. Selon Rima Allaf, conseillère du chef de la CNS, l'entretien de M. Jarba avec le président américain, Barack Obama, une semaine plus tôt, s'est limité à un échange d'ordre général sur la situation en Syrie et sur la nécessité de renforcer la cohésion de l'opposition. La divergence d'approche sur ce dossier, entre Paris et Washington, n'étonne pas les cadres de la CNS. « A chaque fois qu'un pays a lancé une initiative en faveur de l'opposition, estime M^{me} Allaf, les Etats-Unis ont mis les freins. » ■

BENJAMIN BARTHE, JACQUES FOLLOROU, CÉCILE HENNION ET YVES-MICHEL RIOIS

Une arme utilisée lors de la première guerre mondiale

L'Allemand Fritz Haber, Prix Nobel de chimie en 1919 pour ses travaux sur les engrais, également considéré comme le « père de l'arme chimique moderne » pour ses travaux sur le chlore, avait émis l'idée de se servir de ce gaz lourd et stagnant pour « dératiser » les tranchées françaises durant la première guerre mondiale. Le 22 avril 1915 à Langemarck, l'armée allemande ouvrait les soupapes de plus de 5 000 bouteilles de chlore sur un front de 6 kilomètres, faisant 350 morts

et 7 000 blessés dans les rangs français. Les conséquences psychologiques furent dévastatrices, provoquant des défections en masse. La France réagit en important d'énormes quantités de chlore pour contre-attaquer. Ces utilisations de gaz au chlore (ensuite perfectionné avec le phosgène, dérivé du chlore qui présente la même toxicité) et d'ypérite, autre produit chloré mais de toxicité différente, entraînèrent la création d'un Comité interallié de logistique de la guerre chimique.

Polémique aux Etats-Unis sur l'échange du sergent Bergdahl contre des talibans

Le soldat américain a été libéré après cinq années en captivité aux mains des insurgés islamistes. Barack Obama est accusé d'avoir relâché des terroristes pour obtenir le retour d'un « déserteur »

Varsovie
Envoyée spéciale

La joie aura été de courte durée. La libération, samedi 31 mai, du sergent Bowe Bergdahl, après cinq ans de captivité en Afghanistan, en échange de l'élargissement de cinq hauts cadres talibans détenus sur la base américaine de Guantanamo, à Cuba, a viré à la polémique aux Etats-Unis. Pendant sa conférence de presse à Varsovie, mardi, Barack Obama a dû défendre sa décision. Dans un pays où les prises d'otages sont passées sous silence, le président américain est critiqué pour avoir dérogé à la doctrine selon laquelle les Etats-Unis « ne négocient pas avec les terroristes ».

Samedi, M. Obama était apparu dans le Rose Garden de la Maison Blanche en compagnie des parents du soldat, venus de Hailey, une localité de l'Idaho décorée depuis des années de rubans jaunes dans l'attente de son retour. Le père, Bob Bergdahl, qui ne s'est pas coupé la barbe et qui a appris le pachtoun, s'était adressé, par caméras interposées, à son fils qui, a-t-il dit, « a du mal à parler anglais » : « Je suis ton père, Bowe. » Mais l'euphorie est vite retombée. Depuis, Barack Obama est vilipendé pour avoir cédé à une demande des talibans. Sa décision « ne pourra que conduire à d'autres prises d'otages dans le monde », a critiqué le sénateur républicain Lindsey Graham.

Il a fait « augmenter le prix » de tous les autres otages, a dénoncé son collègue du Texas Ted Cruz. A Varsovie, M. Obama a répondu sèchement, invoquant le « devoir sacré » de ne pas laisser de soldat « derrière ». Un devoir « inconditionnel », a-t-il dit, « indépendamment des circonstances ».

Les républicains sont d'autant plus furieux qu'ils n'avaient pas été prévenus de l'échange, alors que la loi interdit à M. Obama de vider Guantanamo sans l'avis du Congrès. En vertu de la loi de programmation militaire, chaque projet de transfert doit être notifié aux parlementaires au moins



La seule image disponible du sergent Bergdahl, fournie par l'armée américaine. AP

trente jours à l'avance. En promulguant la loi, M. Obama a cependant pris soin de notifier qu'il ne se sentait pas engagé par des dispositions limitant ses prérogatives de chef des armées. Pour ce qui est du sergent Bergdahl, le président a indiqué que l'armée avait obtenu des informations sur la détérioration de son état de santé. « Nous avons vu une possibilité et nous n'avons pas voulu la laisser passer », a-t-il dit. L'idée d'un échange par l'intermédiaire du Qatar avait été évoquée à l'automne 2011 puis au printemps 2012, en prélude à un début de dialogue politique entre Washington et les talibans.

Les cinq détenus afghans – d'anciens hauts responsables du gouvernement taliban de l'avant-11-Septembre – ont été remis au Qatar. L'émirat a garanti qu'ils seraient sous surveillance et ne pourraient pas quitter le pays pendant au moins un an. Plusieurs sénateurs, persuadés qu'ils vont repartir dès que possible au combat, ont exigé de consulter le dossier confidentiel de ceux qu'ils n'appellent plus que « les Fab

Five du terrorisme » ou la « Dream Team des talibans ». La Maison Blanche, elle, a refuté le fait d'avoir négocié avec des « terroristes » : « Nous sommes dans un conflit armé avec les talibans en Afghanistan. On ne choisit pas ses ennemis quand on part en guerre », a exposé Jay Carney, le porte-parole de M. Obama. Quant au retour au

Les républicains sont d'autant plus furieux qu'ils n'avaient pas été prévenus de l'échange

combat, le président a lui-même reconnu mardi que le risque existait. « Il y a un certain taux de récurrence », a-t-il constaté, soulignant qu'il n'aurait pas autorisé l'échange s'il avait « pensé que c'était contraire à l'intérêt national ».

La polémique est encore renforcée par les circonstances dans lesquelles Bowe Bergdahl est tombé

aux mains des extrémistes afghans, le 30 juin 2009. Il n'était en Afghanistan que depuis quelques semaines et les courriels à sa famille témoignaient de son désarroi. Il avait exprimé sa « honte d'être américain » et dénoncé « l'arrogance moralisatrice » de l'armée. Plusieurs de ses camarades ont affirmé qu'il avait quitté son poste. Selon CNN, six soldats auraient été tués alors qu'ils étaient partis à sa recherche.

Le Pentagone a appelé à la prudence avant de tirer des conclusions. « Nous ne savons pas exactement ce qu'il avait en tête quand il a quitté son poste mais n'oublions pas qu'il a été captif pendant cinq ans », a dit le porte-parole du ministère de la défense, le contre-amiral John Kirby. L'armée n'a pas exclu d'engager des poursuites, une fois que le soldat sera sorti de la période de récupération de plusieurs semaines, prévue sur la base militaire allemande où il est hospitalisé. Sauvé de la captivité, le sergent Bergdahl pourrait être poursuivi pour « désertion ». ■

CORINE LESNES

MALI

L'otage français Serge Lazarevic apparaît dans une vidéo

DUBAÏ. L'otage français Serge Lazarevic, enlevé en novembre 2011 au Mali, est apparu dans une vidéo diffusée, mardi 3 juin, par la chaîne de télévision Alaan, basée à Dubaï, dans laquelle il appelle François Hollande à agir pour sa libération. Encadré par deux hommes encagoulés et armés, l'otage a indiqué s'exprimer le 13 mai. Le ministre français des affaires étrangères, Laurent Fabius, a déclaré sur la télévision Public Sénat que la France poursuivait ses efforts pour retrouver M. Lazarevic, dernier Français dans le monde à être détenu en otage. Serge Lazarevic, 50 ans, a été enlevé au Mali le 24 novembre 2011 en compagnie de Philippe Verdon, qui, lui, a été retrouvé mort, tué d'une balle dans la tête, en juillet 2013. Leur enlèvement avait été revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique. – (AFP.) ■

Egypte M. Sissi proclamé officiellement président

LE CAIRE. L'ancien chef de l'armée égyptienne, Abdel Fattah Al-Sissi, a été proclamé officiellement président, mardi 3 juin, avec 96,9 % des suffrages, onze mois après la destitution du président islamiste Mohamed Morsi. M. Sissi a recueilli 23,7 millions de suffrages (sur quelque 54 millions d'électeurs inscrits), à l'occasion du scrutin organisé les 26, 27 et 28 mai. Depuis un an, plus de 1400 manifestants pro-Morsi ont été tués, plus de 15 000 Frères musulmans ont été emprisonnés, dont la quasi-totalité de leurs dirigeants, qui encourent la peine de mort, à l'instar de Mohamed Morsi. – (AFP.)

Royaume-Uni Manifestations à Karachi après l'arrestation à Londres d'un politicien pakistanais

LONDRES. La police britannique a arrêté à Londres, mardi 3 juin, le chef pakistanais du Muttahida Qaumi Movement (MQM), parti qui contrôle une grande partie de Karachi, la capitale économique du pays. Exilé à Londres depuis 1992, Altaf Hussain est soupçonné de détournements de fonds. Après son arrestation, plus de 3 000 personnes se sont rassemblées à Karachi. Des manifestants ont incendié des véhicules. Le Royaume-Uni a fermé son consulat à Karachi. Le MQM a appelé ses partisans au calme. Malgré sa réputation sulfureuse, ce parti s'affiche comme le seul rempart contre la montée en puissance des talibans dans la ville. – (AFP.)

mobeco

Les grandes marques aux meilleurs prix !

DÉTAILLANT GROSSISTE
Vend aux particuliers

MATELAS - SOMMIERS

fixes ou relevables - toutes dimensions
TRECA - TEMPUR - DUNLOPILLO - EPEDA - SIMMONS - STEINER - BULTEX...

CANAPES - SALONS - RELAX CONVERTIBLES - CLIC-CLAC

ouverture manuelle ou électrique pour couchage quotidien
DIVA - STYLE HOUSE - NICOLETTI - BUROV - HOME SPIRIT - SITBEST...

50 av. d'Italie
75013 PARIS

247 rue de Belleville
75019 PARIS

148 av. Malakoff
75016 PARIS

262 bd du Havre
95 PIERRELAYE

01 42 08 71 00

7j/7

Livraison gratuite en France - Détails sur **mobeco.com**

Des civils afghans victimes de la négligence de l'OTAN avant son départ du pays

Les troupes de l'Alliance ont abandonné des bases sur lesquelles restent nombre d'explosifs

Reportage

Jelawar (Afghanistan)
Envoyé spécial

Au-delà du chapelet de cailloux blancs, il vaut mieux ne pas s'aventurer. La limite sépare la zone sûre, où l'on peut fouler sans risque la caillasse piquée d'épineux, d'un no man's land incertain où le pied peut écraser à tout instant un explosif enterré.

A Jelawar, la base militaire américaine évacuée a laissé sur place quelques déchets mortels. Trois enfants en ont été victimes en 2013. Située à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Kandahar, principale cité du Sud afghan pachtoune, la lande de pierres et de poussière s'étale entre les flots bouillonnants de la rivière Arghandab et, au loin, des éperons rocheux se découpant sur un ciel opalin.

L'homme est un démineur. Il a planté sur les cailloux un tableau griffonné de croquis où sont figurées les « zones contaminées » et les « zones suspectes ». De la base militaire américaine, il ne reste qu'un carré de hauts murs en béton armé hérissé d'une antenne de transmission. Tout autour, il n'y a que le vide, du sable noir et des roches coupantes cinglées par la bourrasque.

Les trois enfants de Jelawar ont eu l'infortune d'arpenter la « zone contaminée », là où avait été installé le champ de tirs de la base, à l'époque où les Américains livraient de sanglantes batailles aux insurgés talibans en cette périphérie de Kandahar.

A l'heure du désengagement des troupes de l'OTAN d'Afghanistan, la base a été fermée, le champ de tir démantelé, mais des munitions non explosées y ont été négligemment laissées, vite enterrées par les vents de sable.

Gulana était une adolescente de 13 ans. Elle a succombé à ses blessures infligées par l'engin enfoui. Son frère Najay (8 ans) et un autre gamin, Zainullah (10 ans) ont eu plus de chance : ils n'ont été que blessés. On ne sait où ils se trouvent aujourd'hui. Enfants de la communauté nomade des Kuchis, ils ont disparu. Depuis, la peur règne autour de Jelawar. « L'endroit est dangereux, on interdit à nos enfants de s'éloigner du hameau », grimace Jan Ustad, un villageois au nez aquilin et à la barbe drue.

Les trois enfants fauchés à Jelawar sont la tragique illustration d'un aspect peu connu du départ des troupes de l'OTAN du théâtre afghan : la montée des victimes civiles due au nettoyage bâclé des bases désertées. Selon les chiffres de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (Unama), 114 civils ont été tués et 229

Renfort pour M. Abdullah à l'élection présidentielle

L'ex-premier ministre Abdullah Abdullah, candidat favori pour le second tour de l'élection présidentielle afghane, le 14 juin, a reçu, mardi 3 juin, un soutien de poids, Abdul Rassoul Sayyaf. Ce dernier, l'un des plus célèbres et controversés chefs de guerre afghans, était arrivé en quatrième place au premier tour. Mis en cause par l'ONU en 1993, lorsque ses milices ont massacré des centaines de Hazaras chiites à Kaboul, il est aussi présenté par les Etats-Unis comme le « mentor » d'Oussama Ben Laden. Au second tour, M. Abdullah sera opposé à Ashraf Ghani, un ex-économiste de la Banque mondiale, qui accuse 13 points de retard sur lui.

FREDERIC BOBIN

blessés par les « restes explosifs de guerre » sur l'année 2013, soit une augmentation de victimes (tués et blessés) de 63 % par rapport à 2012.

Il est toutefois difficile d'attribuer l'ensemble de ces incidents aux bases mal nettoyées de l'OTAN, car certains de ces explosifs datent des conflits antérieurs. L'organisme afghan Mine Action Coordination Centre of Afghanistan (Macca) a des chiffres plus fins. Selon lui, 14 personnes ont été tuées et 23 blessées en 2013, lors d'incidents clairement imputables aux bases de l'OTAN évacuées.

Quoi qu'il en soit, la courbe est clairement ascendante. Et elle est liée à la fermeture ou au transfert aux forces afghanes de 750 bases ou postes de l'OTAN (principalement américains) ces deux dernières années. « Après la fermeture des bases, à l'exception de huit endroits, les champs de tirs hautement explosifs n'ont pas été nettoyés », dénonce l'Unama dans son rapport de février sur les victimes civiles en Afghanistan.

Selon le Macca, il y aurait eu à un moment jusqu'à 256 champs de tirs occupant près de 940 km². A ces zones contaminées, il faut ajouter les aires d'affrontements et de bombardements. Ces théâtres seraient au nombre de 256. Autant d'endroits supplémentaires à passer désormais au peigne de fin du déminage.

« A chaque fois qu'une base est évacuée, elle est vite investie par les villageois alentour, qui tentent de

En 2013, trois enfants de Jelawar ont eu l'infortune d'arpenter la « zone contaminée », là où avait été installé le champ de tir de la base

recupérer ce qu'ils peuvent », explique Abdul Samy, le représentant du Macca à Kandahar. Et les enfants qui en font leurs terrains de jeux en sont les premières victimes. Il aura fallu attendre l'été 2013 pour que l'OTAN prenne pleinement conscience de la gravité du problème.

A partir de la fin de l'année, des consignes strictes ont été adoptées pour améliorer la sécurité des bases fermées ou des anciennes zones de combat. Le ministère américain de la défense finance des programmes de déminage.

Mais le passif est lourd, et le réveil des autorités politico-militaires bien tardif. La tâche demeure immense. « Il y a des progrès mais nous ne pouvons pas être totalement satisfaits, déclare Mohammad Sediq, le directeur du Macca à Kaboul. Je reste inquiet de la permanence du danger. »

A Jelawar, le chapelet de cailloux blancs sinue sur la plaine sèche, témoignage de ce danger persistant. Jan Ustad, le villageois, pointe son index vers la montagne qui se dresse au loin. « Les talibans sont cachés là-bas », dit-il. Dans le pourtour immédiat de Jelawar, un ordre précaire a été restauré après les combats extrêmement meurtriers des années 2010-2012.

L'armée et la police afghanes ont pris le relais des Américains partis. Les gens sortent à nouveau, vont faire leurs commissions à Kandahar ou pique-niquent au bord de la rivière Arghandab. Mais les pointillés de grains blancs serpentant sur l'étendue terreuse trahissent un nouveau péril, que nul n'avait vraiment imaginé. ■

Barack Obama en visite en Europe pour rassurer les pays voisins de l'Ukraine

A Varsovie, le président américain a déploré les coupes dans les dépenses militaires en Europe

Varsovie

Envoyé spécial

Le décor en disait plus long que les discours. Dès sa descente d'avion, mardi 3 juin à Varsovie, le président Barack Obama a donné le ton de la première étape de sa visite en Europe, en allant directement saluer des pilotes militaires polonais et américains avec son homologue, Bronislaw Komorowski. Les deux hommes ont ensuite fait une brève allocution devant quatre chasseurs bombardiers F16. Une mise en scène destinée à renforcer le message principal du président Obama : rassurer les pays européens voisins de l'Ukraine, qui se sentent à nouveau menacés par la Russie.

D'entrée de jeu, M. Obama leur a dit ce qu'ils avaient envie d'entendre. « Notre engagement dans la sécurité de la Pologne et dans celle de nos alliés en Europe centrale et orientale est une pierre angulaire de notre propre sécurité et il est sacro-saint », a-t-il insisté. M. Obama avait aussi une annonce à faire : il a proposé un plan de sécurité d'un milliard de dollars, qui doit encore être approuvé par le Congrès, pour favoriser le déploiement de nouvelles forces américaines dans la région.

Par courtoisie, les Polonais se sont félicités de ce geste, mais le montant est en réalité symbolique. Barack Obama n'a certes pas manqué de rendre hommage au rôle pionnier de la Pologne dans la chute du communisme, alors que le pays célèbre, mercredi, le vingt-cinquième anniversaire des premières élections pluralistes remportées par le syndicat Solidarité. Mais le président américain n'a pas promis aux Polonais ce qu'ils réclament avant tout : le stationnement de bases permanentes de l'OTAN dans leur pays.

En revanche, MM. Obama et Komorowski se sont retrouvés sur la même ligne pour adresser un message de fermeté à Moscou. Le président polonais a incité la Russie à « renoncer à l'usage de la violence dans ses relations avec ses voisins ». Barack Obama a déploré que « les principes fondamentaux de l'intégrité territoriale et du droit



Le président polonais Bronislaw Komorowski et Barack Obama, lundi 3 juin, à Varsovie. JANEK SKARZYNSKI/AFP

des peuples à décider de leur avenir (...) soient aujourd'hui menacés par la Russie ».

Leurs propos ressemblaient à une sorte de mise en garde au moment où vont s'esquisser, jeudi à Paris, les premières consultations sur l'Ukraine entre le président russe, Vladimir Poutine, et plusieurs dirigeants européens, dont François Hollande.

Les présidents polonais et américain avaient aussi une autre priorité : tirer la sonnette d'alarme sur les coupes dans les dépenses militaires en Europe, alors que la menace russe se fait de plus en plus pressante. « On voit une baisse continue, cela doit changer », a souligné M. Obama.

Le calendrier de la diplomatie américaine était manifestement bien au point : tandis que le président Obama affirmait, en Pologne, la nécessité de muscler les moyens de l'OTAN, les ministres de la défense de l'Alliance commençaient une réunion, à Bruxelles. Ils devaient évoquer deux sujets intimement liés : l'attitude à adopter à l'égard de Moscou et la question des capacités militaires de l'Organisation pour l'avenir.

Moscou travaille à affaiblir durablement l'Ukraine

Moscou

Correspondante

Eprouvée en Crimée, la tactique employée actuellement dans les régions russophones de l'est de l'Ukraine va permettre à Vladimir Poutine de reprendre sa place dans la cour des grands, comme si de rien n'était, à l'occasion de son séjour en Normandie pour les cérémonies du 70^e anniversaire du Débarquement.

Fort de son nouveau vecteur « eurasiatique » de politique étrangère – partenariat renforcé avec la Chine, signature avec la Biélorussie et le Kazakhstan de « l'Union économique eurasiatique » – le maître du Kremlin veut se montrer sous son meilleur jour et faire oublier le rapt de la Crimée. Le rattachement de la péninsule était un geste humanitaire, a-t-il ainsi expliqué au Forum économique de Saint-Petersbourg, le 23 mai.

Avant son retour en grâce sur la scène occidentale, le numéro un russe a joué un coup de maître. Il a donné l'ordre aux 40 000 soldats russes massés depuis deux mois le long de la frontière russo-ukrainienne de plier bagage. Une dizaine de milliers de soldats sont restés, une bonne partie du matériel aussi. Ce retrait partiel permet à l'ancien lieutenant-colonel du KGB d'assu-

rer qu'il n'est pour rien dans la guerre qui fait rage à Louhansk, où l'aviation ukrainienne a bombardé de façon intensive, mardi 3 juin, les positions des séparatistes en pleine ville, faisant huit morts et des dizaines de blessés.

Moscou souffle le chaud et le froid. Ses chars n'envahiront pas l'Ukraine, l'élection du nouveau président ukrainien Petro Porochenko a été reconnue du bout des lèvres tandis que la diplomatie russe s'efforce d'imposer, via

La Russie opère un désengagement de façade mais continue à infiltrer hommes et armes sur le terrain

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), un plan de « fédéralisation » de l'Ukraine qui laissera les régions russophones de l'Est à la merci du puissant voisin.

En retirant ses troupes, la Russie opère un désengagement de façade mais continue à infiltrer hommes et armes sur le terrain. Comme en Crimée, les stratèges russes misent sur l'infiltration d'officiers instructeurs et d'agents du renseignement

Ils ont décidé de renforcer les patrouilles aériennes et maritimes en Europe orientale et d'y multiplier les exercices et les entraînements. Un corps multinational basé à Szczecin, en Pologne, sera également consolidé. Et un plan plus vaste sera annoncé, en septembre, lors du sommet de l'Alliance au pays de Galles. Il pour-

Les présidents polonais et américain se sont retrouvés sur la même ligne pour adresser un message de fermeté à Moscou

rait comporter le pré-positionnement d'équipements, un renforcement de certaines bases et l'amélioration de la Force de réaction rapide de l'OTAN. « Tout cela devra être pertinent et financièrement acceptable », prévient toutefois une source européenne.

Certaines capitales insistent, en effet, sur les conséquences que ces décisions pourraient avoir sur les relations avec Moscou. « Evitons

tout signe de provocation », remarque un diplomate européen, tandis que se développe une discussion sur l'acte fondateur des nouvelles relations avec Moscou, signé en 1997. Faut-il redéfinir ce partenariat et en revenir à l'idée que la Russie serait davantage un adversaire qu'un partenaire ? Le débat n'est pas tranché.

D'ici au mois de septembre, la question de la baisse des dépenses militaires en Europe sera l'autre grand sujet de discussion en interne. « Elle est insoutenable », a estimé, mardi soir, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen. Quatre pays de l'Alliance seulement respectent l'objectif de 2 % de dépenses consacrées à la défense auquel ils ont souscrit. Ensemble, France, Allemagne et Royaume-Uni produisent 60 % de l'effort européen. Les lacunes sont déjà patentes dans des domaines-clés comme la cybersécurité ou le ravitaillement en vol. L'avertissement de Barack Obama, mardi à Varsovie, sonnait comme un ultime rappel à l'ordre. ■

YVES-MICHEL RIOLS
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS
(À BRUXELLES)

les indépendantistes, qui se sont rapidement discrédités par leurs rackets, enlèvements et tortures, sans parler de leurs bisbilles internes.

A Moscou, le soutien officiel envers la rébellion a toujours été compté. Pas l'ombre d'une reconnaissance de la « république de Donetsk », pas d'annexion en vue. « Il est évident que le Kremlin n'incorporera pas les régions du sud-est de l'Ukraine comme ce fut le cas pour la Crimée, mais ce territoire va rester instable pour longtemps », explique Alexandre Morozov, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Rousski Journal*. C'est un avantage considérable pour Moscou, qui pourra dès lors faire pression sur une Ukraine diminuée. » Vladimir Poutine a une bête noire, l'Alliance atlantique. « Demain, l'Ukraine pourrait rejoindre l'OTAN et dans la foulée, une partie du système antimissile américain pourrait être déployée là-bas », a-t-il déclaré le 23 mai à Saint-Petersbourg. La guerre civile dans l'est de l'Ukraine, à laquelle M. Poutine prétend désormais vouloir mettre fin, risque de compromettre durablement les orientations atlantistes du nouveau président et d'une partie de l'élite ukrainienne, soucieux de sauver le pays des nouvelles ambitions géopolitiques du Kremlin. ■

MARIE JÉGO

Pékin déploie tous les moyens pour effacer le souvenir de Tiananmen

Le régime a accru sa pression sur les opposants à l'approche du 25^e anniversaire du massacre

Pékin
Correspondant

Pour les 25 ans du massacre de Tiananmen, le pouvoir chinois n'a pris aucun risque : la succession des gyrophares signale des voitures de police à tous les carrefours. Le centre de l'immense place de la capitale chinoise est fermé, tandis que les passants des zones piétonnes sont filtrés un à un. On remarque des policiers armés d'appareils photo, des membres des forces spéciales, des agents en civil, et partout des vigiles le bras ceint d'un brassard rouge, recrutés dans la population. La menace terroriste ouïgoure, la crainte de tentatives d'immolation de Tibétains ou de pétitionnaires chinois désespérés, s'ajoutent cette année au fatidique anniversaire.

La « scène du crime » ne l'est que symboliquement : dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, c'est sur l'avenue de la Paix éternelle, qui longe la place, et dans les rues de Pékin, que les soldats, sortis par milliers du Palais du peuple ou arrivés de banlieue dans le sillage des convois de tanks, écrasent le mouvement étudiant, faisant de plusieurs centaines à plusieurs milliers de morts par balles. Un massacre que n'ont cessé de dénoncer historiens et ONG.

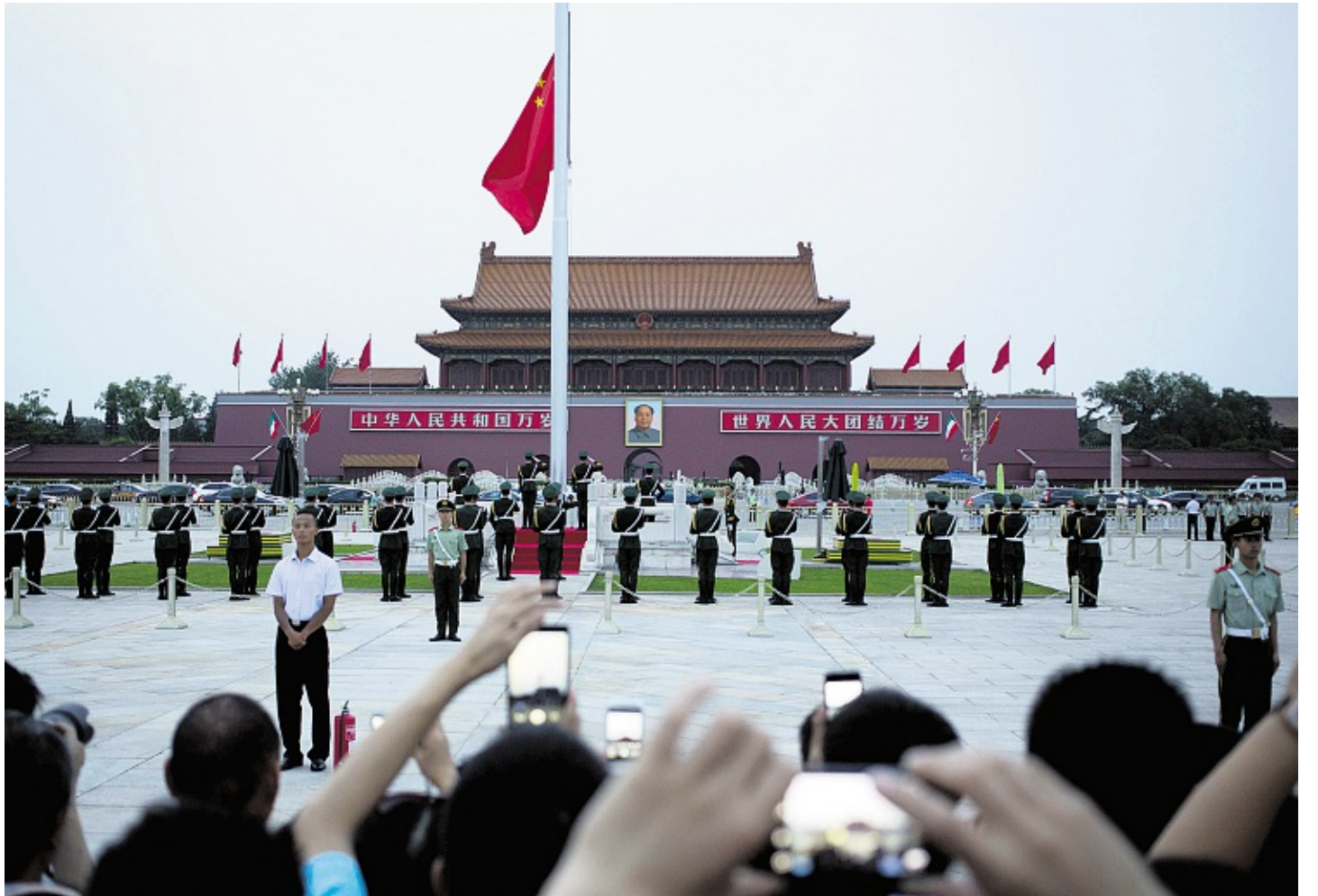
Les « mères de Tiananmen », association informelle dont les principaux membres sont bloqués par la police dans les semaines qui précèdent l'anniversaire,

ont cette année publié sur le site de l'ONG Human Rights in China une quinzaine de témoignages inédits de parents de victimes vivant en province.

Parmi les morts de Tiananmen figuraient des étudiants qui n'avaient pas forcément manifesté et de nombreux Pékinois ordinaires. Certains furent expressément visés par les troupes, d'autres fauchés à leur domicile par des balles perdues. Dans un document américain aujourd'hui déclassifié, un témoin fait état d'un assaut « brutal », mené avec l'intention « d'infliger un grand nombre de victimes », ajoutant : « Les soldats de la 27^e armée riaient et tiraient au hasard partout où ils voyaient des gens rassemblés. »

Rarement le pouvoir chinois aura donné l'impression d'un tel mélange de fébrilité et de sentiment de toute-puissance à l'approche de l'anniversaire du 4 juin. L'obstination du régime à effacer des mémoires la crise politique majeure que fut le printemps de Pékin s'est incarnée dans d'innombrables arrestations de militants – près de 90 personnes ont été détenues, dont plusieurs personnalités de premier plan –, le blocage total, et inédit, de certains services de Google, ainsi que des mesures d'intimidation, elles aussi nouvelles, à l'égard des journalistes étrangers.

« Le degré actuel de répression reflète la menace que constitue pour le parti une société aujourd'hui ouverte et plus revendicatrice », explique le chercheur Joshua



Cérémonie de lever du drapeau chinois sur la place Tiananmen, à Pékin, le 4 juin. ANDY WONG/AP

Rosenzweig, de la City University de Hongkong, en marge d'un séminaire international sur Tiananmen organisé dans ses murs les 30 et 31 mai.

De nombreux correspondants ont été convoqués ces derniers jours par la police de l'immigration. « J'ai reçu un avertissement très explicite de ne pas me rendre sur Tiananmen pendant la période sensible, sans quoi je devrais en subir les conséquences », révèle un journaliste d'une agence de presse. Il y a deux jours, un photographe chinois à qui elle avait donné rendez-vous devant chez elle pour dîner, a été enlevé par la police le temps que la jeune femme range son vélo, puis libéré après plusieurs heures d'interrogatoire.

Trois journalistes françaises, qui questionnaient le 29 mai les passants pour la télévision au sujet de la célèbre photo de « Tank Man » – l'inconnu qui se plaça sur le chemin d'une colonne de chars le 5 juin 1989 – dans une rue éloignée de la place, ont été embarquées au commissariat puis interrogées pendant de longues heures. Accusées d'avoir voulu « perturber l'ordre public », elles ont dû retourner sur le lieu du « délit » pour expliquer devant les caméras des policiers ce qu'elles avaient fait. Le lendemain, elles ont dû se livrer à des confessions filmées. « J'ai demandé quelle loi j'avais enfreint, on m'a répondu que je savais que c'était un sujet sensible, qu'en parler dérangeait le gouvernement et le peuple chinois. Que ce n'était pas une question de loi, mais de

culture, et que la culture est au-dessus des lois », nous a rapporté l'une des journalistes sous couvert d'anonymat.

De nombreux journalistes étrangers ont été convoqués ces derniers jours par la police de l'immigration

C'est au motif de « perturbations à l'ordre public » et « d'incitation à des querelles » qu'on été détenues ces dernières semaines plusieurs personnalités connues, dont l'avocat Pu Zhiqiang et le philosophe Xu Youyu. Ils ont été arrêtés début mai à la suite d'un ras-

semblement privé pour commémorer le 4 juin. Quatre-vingt sinologues étrangers ont signé à ce jour une lettre ouverte au numéro un chinois Xi Jinping l'engageant à les libérer : « Comment une discussion entre des chercheurs, des écrivains et des avocats, ayant eu lieu dans un domicile privé, peut-elle être considérée comme une "perturbation à l'ordre public" ? Vous avez souvent rappelé à vos homologues japonais qu'une nation, pour être forte, doit être capable de se confronter à son passé. En tant que chercheurs qui avons consacré nos carrières à l'étude de la Chine, nous sommes convaincus que ce pays ne fera que bénéficier d'un échange libre des idées dans le but d'établir la vérité historique. » ■

BRICE PEDROLETTI

Plus gros pollueur au monde, la Chine pourrait fixer un plafond à ses rejets de CO₂

Le seuil précis des émissions de gaz à effet de serre ne serait connu que fin 2015, car Pékin n'entend pas brider son développement économique

Shanghai
Correspondance

Après les Etats-Unis, c'est au tour de la Chine de se mobiliser contre le réchauffement. Mardi 3 juin, un conseiller du gouvernement chinois sur le changement climatique a annoncé publiquement que Pékin pourrait fixer un plafond en valeur absolue à ses rejets de CO₂ dans le cadre de son treizième plan quinquennal qui est la feuille de route de l'économie chinoise entre 2016 et 2020.

He Jiankun, président du Comité consultatif chinois sur le changement climatique et professeur à la prestigieuse université de Tsinghua, à Pékin, a toutefois précisé qu'il s'agissait là d'opinions personnelles et non d'annonces à valeur officielle. Quoi qu'il en soit, selon lui, même avec ce plafonnement inédit, les émissions de gaz à effet de serre de la Chine devraient continuer de progresser au moins jusqu'en 2030. Ce qui laisse entendre que les intentions de Pékin restent à clarifier. Dans les négociations internationales, les autres

pays attendent que la Chine s'engage à fixer une date qui signifiera le pic de ses émissions.

Ses déclarations viennent toutefois confirmer qu'il y a bien du changement dans l'air. Le douzième plan quinquennal, en cours, table en effet uniquement sur une réduction des émissions chinoises en termes d'intensité carbone –

La pollution s'est imposée parmi les principales préoccupations des citoyens chinois

quantité d'énergie nécessaire pour produire un point de produit intérieur brut. Les prévisions actuelles annoncent une baisse de 17% de l'intensité carbone chinoise entre 2011 et 2015.

Se contenter de ces objectifs relatifs vaut à la Chine de nombreuses critiques, mais Pékin argue qu'il n'est pas question de brider son développement économique et

renvoie les pays riches à leur responsabilité historique lors des sommets sur le climat.

Si cet argument a toujours cours dans le discours chinois lors des rendez-vous internationaux, la donne change en interne : la pollution s'est imposée parmi les principales préoccupations des citoyens chinois. Depuis le début de l'année 2013, les habitants des grandes villes ont accès aux relevés de qualité de l'air en temps réel et constatent avec inquiétude qu'ils sont personnellement exposés.

De fait, le gouvernement n'a d'autre choix que d'accélérer ses efforts, malgré les réticences de puissantes entreprises publiques dans les secteurs tels que la production d'électricité ou la métallurgie, fortement dépendants du charbon. Le premier ministre, Li Keqiang, a déclaré au mois de mars 2014 une « guerre contre la pollution ». « La Chine est bien plus réceptive à ces questions aujourd'hui, les incitations à agir sont là », juge Lin Boqiang, directeur du Centre de recherche en économie de l'énergie de l'université de Xiamen, ville côtière du sud-est du pays.

Le pays est ainsi parvenu à réduire de 69% à 66% la part du charbon dans son mix énergétique au cours des deux ou trois dernières années mais, selon M. Lin, la Chine doit d'abord cette avancée au ralentissement économique, qui rend nécessaire l'abandon de certaines centrales thermiques.

Signe de ce sentiment d'urgence, sept villes et régions pilotes se sont dotées fin 2013, sur ordre du gouvernement central, de marchés d'échange de crédits carbone,

notamment inspirés de ce qui s'est fait en Europe. Lors d'une récente allocution devant des cadres de la Banque mondiale, Wang Shu, l'un des vice-présidents de la Commission nationale pour le développement et la réforme, puissant ministère du Plan qui joue un rôle majeur dans la définition de la politique énergétique chinoise, a estimé qu'un marché carbone unifié au niveau national pourrait voir le jour en 2018. Les responsables des

marchés carbone pilotes créés récemment reconnaissent en privé qu'il conviendra, pour élargir ces mécanismes incitatifs à des pans significatifs de la deuxième économie mondiale, de se fixer une limitation absolue des émissions de CO₂.

Pour Lin Boqiang, il faudra d'abord connaître le seuil maximal précis des émissions de CO₂ pour mesurer l'effort réel de la Chine, plus gros émetteur de gaz à

effet de serre au monde. « Si le plafond est placé assez haut pour permettre aux émissions de continuer à croître sur le long terme, sa valeur sera limitée », relativise le chercheur. Ce niveau ne devrait être connu que fin 2015. Il fera d'ici là l'objet d'après négociations avec les industries polluantes, qui ont pour elles l'argument de l'emploi, en phase de ralentissement de la croissance. ■

HAROLD THIBAUT

Des émissions par habitant identiques à celles d'Europe

26,4 % des émissions de CO₂
C'est le poids de la Chine dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Le pays se classe depuis 2010 au premier rang devant les Etats-Unis (17%) et l'Union européenne (13%).

7,1 tonnes par habitant Rapportées au nombre d'habitants, les émissions d'un Chinois restent deux fois moindres que celles d'un

Américain mais elles sont comparables à celles d'un Européen.

Une réduction de 40 à 45 % de son « intensité carbone »
Pékin s'est engagé à réduire de près de moitié l'intensité en carbone de sa croissance économique d'ici à 2020 par rapport à 2005. Cet engagement a été pris lors de la Conférence de Copenhague en 2009.

CENTRE DE FORMATION PERMANENTE

UNIVERSITÉ
PANTHEON-ASSAS
- PARIS II -

16^{ème} année
453 étudiants formés

Diplôme d'Université (niveau Master)

Analyse des menaces criminelles contemporaines
(100 heures d'enseignements - limité à 30 étudiants)

Accès : Maîtrise, Master 1, analogue, VAP 85

Objectif : Former des analystes opérationnels à la détection précoce des menaces criminelles (crime organisé, criminalité financière, cyber-crime, formes hybrides terreur-crime, etc.) grâce aux apports conceptuels et pratiques d'experts français et étrangers (ONU, magistrature, diplomatie, police, douanes, commission européenne, chefs de la sécurité de grands groupes, spécialistes de la cyber criminalité, journalistes, cabinets ministériels, etc.).

Inscrivez-vous : sur notre site internet avant le 30 septembre 2014

En savoir plus (enseignants, cours, etc.) : www.drmmc.org

Renseignements et inscription sur notre site internet
<http://cfp.u-paris2.fr>

LA RÉFORME TERRITORIALE

Petites histoires autour d'un grand marchandage

François Hollande a redessiné la carte des régions sous la pression des « barons » socialistes

Les premiers coups de crayon ont été simples. « Nous avons d'abord acté les mariages qui paraissaient naturels : l'Alsace avec la Lorraine, la Franche-Comté et la Bourgogne, et les deux Normandies, introduit un conseiller gouvernemental. Nous avons ensuite isolé les régions qui étaient trop grosses pour fusionner, comme l'Île-de-France ou Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Puis nous avons identifié celles qui avaient une histoire et une identité très marquées. »

Et puis, soudain, le dessin est devenu beaucoup plus compliqué. La Bretagne, d'abord. En privé, Bernard Poignant, l'ancien maire de Quimper et conseiller de François Hollande à l'Elysée, plaidait pour un rapprochement avec les Pays de la Loire. C'était aussi l'avis de Jean-Marc Ayrault, ancien maire de Nantes. Manuel Valls, son successeur à Matignon, n'était pas contre non plus. Mais le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, a emporté le morceau pour une Bretagne indépendante, démontrant la puissance du lobby breton.

Contrarié, le président socialiste des Pays de la Loire, Jacques Auxiette, ne voulait quant à lui ni d'un rapprochement avec le Centre ni d'un mariage avec Poitou-Charentes, au grand regret de Ségolène Royal. Il est donc resté tout seul. De son côté, refusée également par l'Aquitaine, la ministre de l'écologie se retrouve finalement dans un « gros haricot », selon les mots d'un conseiller ministériel, avec le Centre et le Limousin... au grand dam de la Corrèze et notamment du maire de Tulle, Bernard Combes, conseiller à l'Elysée, qui aurait préféré un rattachement à l'Aquitaine. Tout au nord, Martine Aubry, qui avait plaidé contre une fusion du Nord-Pas-de-Calais avec la Picardie, peut être soulagée : Lille ne cohabitera pas avec Amiens.

C'est presque un euphémisme : « Le poids des barons locaux est bien évidemment une dimension qui a joué dans la décision du président », reconnaît un proche du chef de l'Etat. Pour autant, rien de bien neuf, d'après le député du Nord Bernard Roman qui se souvient des conditions dans lesquelles a été dessinée la France des vingt-deux régions en 1982. « Pierre Mauroy avait d'abord présenté une carte de seize régions, mais François Mitterrand lui a répondu qu'il y avait plus de seize socialistes qui voulaient devenir président de région. Le premier ministre est ressorti du bureau avec vingt-deux régions. »

Une fois ces questions de baronies régionales réglées, « il restait un solde de quelques régions qu'il fallait assembler », poursuit le conseiller gouvernemental. Reje-



Le bâtiment du conseil régional Rhône-Alpes. BRUNO AMSELLEM/SIGNATURES

tée par le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie se retrouve obligée de fusionner avec la Champagne-Ardenne. « Nous aurions préféré rester seul, proteste Barbara Pompili, député écologiste de la Somme, mais quitte à choisir, le Nord-Pas-de-Calais aurait eu plus de sens. »

Comme elle, ils sont plusieurs à penser que le gouvernement s'est refusé à créer cette région géante au nord pour ne pas offrir un boulevard électoral au Front national. Le principal intéressé, le patron socialiste de Picardie, Claude Gewerc, a, quant à lui, tout découvert devant sa télévision : « à 20 heures, TF1 annonçait la Picardie avec le Nord-Pas-de-Calais » et « deux heures plus tard, sur France 2, nous étions avec la Champagne-Ardenne ».

Plus au sud, le patron de la région Rhône-Alpes, le socialiste Jean-Jack Queyranne, avait plaidé auprès de Matignon pour rester indépendant tout en faisant savoir qu'il n'aurait rien contre récupérer l'Auvergne. Si cette région a basculé de son côté, c'est à la suite, dit-il, « d'un lobbying actif des élus du

Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire ». Le président de la région Auvergne, René Souchon en a été un peu vexé : « Je n'ai reçu de coup de fil de personne, d'aucun ministre, je l'ai appris sur le site de l'Elysée. Je le regrette profondément. En termes de méthode, ce n'est pas optimal... »

En descendant plus au sud, le moral n'est pas meilleur. Obligé de fusionner avec Midi-Pyrénées, le président de la région Languedoc-Roussillon, Christian Bourquin, dénonce pour sa part une « carte de la France des copains ». Il n'est pas le seul. « François Hollande a agi comme s'il était dans un congrès du PS. Cela a été du grand marchandage, sans aucune réflexion sur les territoires », appuie un autre président de région socialiste.

Lors de ses consultations à l'Elysée, une quinzaine d'entretiens dans le « salon vert » attenant à son bureau du premier étage, entre le 13 et le 16 mai, le chef de l'Etat s'était pourtant montré ouvert. Sauf pour un point : la suppression à terme des départe-

ments. « Il était très clair là-dessus, on a vite compris que ce n'était pas négociable », confie l'un des socialistes ayant participé aux entretiens. « Comme ancien président du conseil général de Corrèze, il a vécu la complexité de la nouvelle carte territoriale et a pris acte du fait que le département n'est plus le bon échelon pour agir », ajoute un ami du chef de l'Etat.

Le président de Languedoc-Roussillon, Christian Bourquin, dénonce pour sa part « une carte de la France des copains »

Est-ce alors parce que « les critiques d'élus locaux étaient inévitables », comme l'a dit le premier ministre, mardi 3 juin, que le gouvernement s'est hâté au dernier moment de façon si brouillonne ? Annoncée le 8 avril par Manuel Valls lors de son discours de politi-

que générale, « la réforme a été pour l'essentiel décidée lundi 2 juin lors du déjeuner entre le président et le premier ministre, et de la réunion du soir à l'Elysée », rapporte un proche du président. Dans la précipitation, une première version est envoyée à la presse régionale, faisant mention de la volonté du président de « ramener le nombre de régions de 22 à XXX ».

Mardi, le premier ministre s'est appliqué à développer la méthode et le calendrier, pendant vingt-cinq minutes au micro de Jean-Jacques Bourdin sur RMC le matin, puis en répondant lui-même à près de la moitié des questions au gouvernement à l'Assemblée l'après-midi, avant de rentrer à pied à Matignon et d'improviser une petite conférence de presse devant le 57, rue de Varenne. Reprenant ses propos du matin, il tempore alors sur les « évolutions » possibles de la réforme. « Je n'ai pas voulu fermer le débat parlementaire, il fallait laisser un peu de jeu, je ne pouvais pas dire d'emblée : "C'est fini", se justifie-t-il. Il ne peut

pas y avoir plus de quatorze régions, mais si l'on trouve des solutions dans le débat parlementaire pour en avoir moins, cela est ouvert. » Pas question en revanche d'éclater les régions : « Il n'y aura pas de droit d'option pour les départements », assure Manuel Valls.

Deux projets de lois devraient être présentés au conseil des ministres du 18 juin. Le premier, censé définir la carte des régions et le report des élections, pourrait être examiné au Sénat dans la première quinzaine de juillet et promulgué fin novembre. Le député de l'Ardèche, Olivier Dussopt, qui cent fois déjà à dû revoir sa copie, sera rapporteur sur ce texte. Quant au second projet de loi, qui portera sur les compétences des régions et des intercommunalités, il pourrait avoir pour rapporteur Carlos Da Silva, proche de Manuel Valls ou Sébastien Denaja, jeune député socialiste de l'Hérault.

Leur tâche sera ardue. Plusieurs élus avancent déjà la possibilité de faire passer le texte avec l'article 49-3 de la Constitution, engageant la responsabilité du gouvernement. « Je vois mal comment il peut y avoir une majorité en l'état », confiait Thierry Mandon, mercredi, quelques heures à peine avant d'apprendre sa nomination comme secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat. « La carte peut être améliorée, mais il ne faut pas dénaturer la réforme », prévenait-il déjà. Pour Carlos Da Silva, « la réforme territoriale est plus qu'une simple réforme technique, elle est un symbole politique. Si nous devons reculer pour des raisons purement tactiques ou politiques, c'en serait terminé de notre puissance à agir dans l'opinion ».

Un autre proche de Manuel Valls en est cependant convaincu : « Ne nous emballons pas, les départements ont encore une belle vie devant eux car il y a un postulat pour que la réforme aboutisse en 2020 : il faut qu'on soit d'abord réélus en 2017... Si la droite repasse, elle détricoterait notre réforme comme nous-mêmes l'avons fait avec celle de Nicolas Sarkozy créant les conseillers territoriaux... » ■

**HÉLÈNE BEKMEZIAN
(AVEC LE SERVICE FRANCE)**

Une réforme aux effets budgétaires impossibles à chiffrer

DEPUIS que l'exécutif l'a inscrite en tête de son agenda, la réforme des collectivités locales est présentée comme une source abondante d'économies budgétaires. En dégraissant le mille-feuille territorial, le gouvernement espère diminuer les dépenses publiques. Mais de combien ?

André Vallini s'est exprimé à plusieurs reprises sur le sujet, en avançant des ordres de grandeur qui ont un peu varié. Dans *Le Figaro* du 9 mai, le secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale a évoqué « un gain annuel de 12 à 25 milliards d'euros à moyen terme ». Mardi 3 juin, à l'issue du conseil des ministres, ses projections ont été légèrement revues à la baisse : d'ici cinq à dix ans, a-t-il dit, « en faisant des économies d'échelle, en supprimant les chevauchements de compétences, les doublons, on peut arriver à une dizaine de milliards d'euros ».

En réalité, « on ne peut pas chif-

frer aujourd'hui » l'impact financier de la réforme, a objecté, mardi sur Europe 1, Alain Rousset, le président de l'Association des régions de France. Les estimations lancées par M. Vallini relèvent du « pipeau absolu », grince quant à lui Jean-Luc Boëuf, spécialiste des collectivités locales, rattaché à l'Institut Montaigne. D'après un proche collaborateur d'un ministre, aucune étude d'impact n'existe.

« Extrapolation »

M. Vallini, lui, dispose d'une note de trois pages, qui s'appuie sur plusieurs rapports officiels et qu'il a largement citée, le 28 mai, lors d'un débat à l'Assemblée nationale. Le secrétaire d'Etat a notamment mis en avant les baisses de coûts qui résulteraient du regroupement des appels d'offres lancés au niveau des régions et des départements. Il a également souligné l'intérêt d'un transfert aux régions des compétences rela-

tives au développement économique.

Vincent Aubelle, professeur associé à l'université Paris Est-Marne-la-Vallée, qui a eu connaissance de la note de M. Vallini, la juge « approximative ». « Il ne s'agit que d'une extrapolation à partir de quelques collectivités qui ont réussi à baisser leurs dépenses », commente-t-il. Cela étant, le projet du gouvernement produira des effets, reconnaît-il : la redistribution des prérogatives des conseils généraux au niveau régional ou intercommunal « permettra d'éliminer des doublons de politiques publiques ». « La réforme, assortie de la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités, va pousser les élus à hiérarchiser leurs dépenses », pronostique M. Aubelle.

Mais la fusion des régions n'engendrera que des gains limités, souligne Philippe Laurent, maire (UDI) de Sceaux (Hauts-de-Seine) et spécialiste des finances locales.

Avec ces mariages de collectivités, une centaine de conseillers régionaux devrait être supprimée dans chaque nouveau grand ensemble. « Certes, cela fera des indemnités d'élus et des chauffeurs en moins, mais pour une économie d'une quarantaine de millions d'euros par an », calcule M. Laurent.

M. Boëuf ne croit pas aux effets financiers escomptés de la réforme. « Fusionner les régions ne permettra pas de diminuer leurs dépenses », assène-t-il, en rappelant que les transports, la formation professionnelle et les lycées « absorbent 90 % de leur budget ». « Quand bien même une grande région mutualiserait les travaux dans 200 lycées au lieu de 70 ou 80, il faudrait toujours qu'elle les réalise, ajoute-t-il. Il est douteux de penser que les fonctions support – ressources humaines, finances, informatique – vont coûter moins cher. Au contraire, il faudra créer davantage d'antennes régio-

nales puisque le territoire à couvrir sera plus vaste. »

Pour réduire les dépenses, « il n'y a que deux solutions », estime M. Boëuf : assouplir le statut des fonctionnaires territoriaux ou diminuer les services rendus à la population. M. Laurent, lui, considère que « les seules vraies économies à attendre seront fonction des politiques publiques mises en œuvre par les élus ». Autre piste qu'il conviendrait d'explorer : retirer aux communes la clause générale de compétences qui leur permet d'intervenir dans de multiples domaines et crée des doublons. En prenant cette décision et en confiant aux intercommunalités l'essentiel des prérogatives municipales ainsi que les services afférents, des gains importants pourraient être engrangés, observe Pascal Jan, professeur de droit public à Sciences Po Bordeaux. ■

**BERTRAND BISSUEL
ET BÉATRICE JÉRÔME**

Le FN pourrait conquérir des « super-régions »

Ses scores aux dernières élections placent le parti d'extrême droite en bonne position pour diriger Champagne-Ardenne-Picardie

Quelles conséquences le redécoupage territorial aura-t-il pour le Front national ? Le parti d'extrême droite comptait sur les élections régionales de 2015 pour confirmer ses bons résultats des municipales et des européennes. Surtout, les stratégies frontistes pensent faire d'une pierre deux coups : diriger le maximum d'exécutifs régionaux et profiter du scrutin pour mettre un coup de boutoir supplémentaire à l'UMP qui, pensent-ils, finira par craquer et s'allier avec eux.

La nouvelle carte des régions modifie en tout cas les potentiels prises frontistes. Des fusions qui lui auraient été favorables ont été écartées. On pense au mariage un temps évoqué du Nord-Pas-de-Calais et de la Picardie. Cette dernière a été la région qui a le plus voté pour le parti de Marine Le Pen aux élections européennes. Elle a aussi donné une victoire symbolique au FN avec la mairie de Villers-Cotterêts (Aisne).

Quant au Nord-Pas-de-Calais, il est la terre d'implantation de Marine Le Pen, où le secrétaire général du FN, Steeve Briois, a été élu dès le premier tour à Hénin-Beaumont. Le FN étant arrivé en tête le 25 mai dans ces deux régions, une fusion aurait mathématiquement per-

mis aux lepénistes d'arriver à la tête d'un exécutif de première importance.

A gauche, pourtant, on se défend de toute intention politicienne dans le redécoupage. « Trois hypothèses ont été envisagées : le Nord-Pas-de-Calais seul, avec la Picardie, ou avec la Basse et la Haute-Normandie, rapporte Sandrine Rousseau, conseillère régio-

Midi-Pyrénées, qui doit fusionner avec Languedoc-Roussillon, devrait contrebalancer le poids du FN dans la future région

nale EELV. Mais on a déjà une population importante et une identité forte. La cohérence territoriale a primé. » Elle l'assure : « Il n'y a pas eu de calcul politicien. On pourrait déjà être la première région FN. Il eût été plus judicieux de procéder à un autre rapprochement pour diluer le vote Front national. »

D'ailleurs, l'implantation électorale du parti lepéniste est si forte dans le croissant Nord-Est (de Dunkerque à Nancy) que, quel que soit le redécoupage, le Front national

pourrait gagner l'une de ces nouvelles « féodalités », comme Marine Le Pen appelle ces « super-régions ». Par exemple, la Champagne-Ardenne : cette dernière région a en effet placé le Front national en seconde position avec plus de 30 % des voix aux européennes, juste derrière la droite. Son rapprochement avec la Picardie ne défavorise donc pas le parti de Marine Le Pen.

En revanche, d'autres cas de figure sont plus compliqués pour le parti. Il en va ainsi du Languedoc-Roussillon, qui se voit accolé à Midi-Pyrénées. Ce dernier devrait fortement contrebalancer le poids du FN languedocien, qui a connu une forte poussée à tous les scrutins depuis 2012.

Certains élus locaux militaient par ailleurs en faveur de la création d'une super-région de la Méditerranée, allant de Nice à Perpignan. Un tel scénario, s'il avait été retenu, aurait largement favorisé le destin du FN dans cette zone, où il est historiquement le plus implanté. Mais, comme le Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur n'a pas vu ses limites redessinées. Conséquence : l'UMP conservera sa position de force dans cette région. ■

A. ME.

Verts et centristes dénoncent la « politique à papa »

François Hollande comptait sur les parlementaires d'EELV et de l'UDI pour soutenir sa réforme territoriale

Si François Hollande comptait sur le soutien des écologistes et des centristes pour approuver la réforme territoriale, il risque d'en être pour ses frais. C'est peu dire que la carte proposée lundi 2 juin par l'Elysée a déçu Europe Ecologie-Les Verts, pourtant favorable au renforcement des régions et à la suppression des conseils généraux. « Même dans nos pires cauchemars, on ne s'attendait pas à ça ! », déplore le coprésident du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, François de Rugy.

Et de critiquer une « approche technocratique », « le règne des baronnes et des barons locaux » et des « pensées électorales ». Même son de cloche chez Jean-Philippe Magnen, vice-président de la région Pays de la Loire. « Où sont les citoyens dans tout ça ? Tout est imaginé au plus haut niveau sans aucune consultation ! C'est vraiment la "politique à papa" du XX^e siècle », attaque-t-il.

Le patron des sénateurs écologistes, Jean-Vincent Placé, est moins sévère. « Ça va dans le bon sens », juge-t-il, même s'il met un « bémol » au maintien du scrutin actuel pour l'élection des conseils généraux voués à disparaître. Le sénateur de l'Essonne attend aussi des éclaircissements sur la question de la répartition des compétences. « Quid de la réalité des réductions des compétences des conseils généraux ? Et que fait-on des compétences sociales ? », interroge-t-il.

Les sénateurs RDSE et le PCF opposés à la réforme

Les sénateurs du groupe RDSE, majoritairement composé de radicaux de gauche, ont annoncé, mardi 3 juin, leur opposition à la réforme territoriale de François Hollande. Le groupe a « exprimé les plus grandes réserves et son opposition à plusieurs des orientations » de ce projet, indiquent-ils dans un communiqué. « Cette réforme est menée sans cohérence quand elle n'est pas une succession de contradic-

Lui ne juge pas le découpage « déshonorant » mais attend, comme les autres, des changements. Favorables à une carte redessinée, y compris au niveau départemental, les écologistes risquent de ne pas être satisfaits. Plusieurs situations sont pointées du doigt, notamment celle de la Bretagne, qui, seule, seule en l'état actuel. « Le mariage de la Bretagne et des Pays de la Loire va s'imposer, c'est une évidence », juge Jean-Vincent Placé, qui estime au contraire que la fusion de la Picardie et de la

La fusion du Centre, de Poitou-Charentes et du Limousin « n'a ni queue ni tête » pour le coprésident des députés écologistes

Champagne-Ardenne « n'a pas beaucoup de sens ».

Quant au rapprochement des régions Centre, Poitou-Charentes et Limousin, « ça va de Dreux à l'estuaire de la Gironde, ça n'a ni queue ni tête », critique M. de Rugy.

Tous comptent sur le débat parlementaire pour faire évoluer la situation. « La carte doit être revue », prévient M. de Rugy. Cette fois, il est rejoint par son homologe du Sénat. « Je n'admettrai pas que le débat parlementaire ne serve à rien, met en garde M. Placé. Je

tions », ajoutent-ils. Ils jugent « inacceptable de proposer un découpage de régions qui résulte d'arbitrages réservés à quelques grands élus socialistes, au mépris des réalités géographiques, historiques et sociologiques » de la France. De son côté, le Parti communiste, également opposé à ce redécoupage des régions, a dénoncé « une réforme hypocrite et dévastatrice ».

suis constructif mais il faut que je sois respecté. »

Du côté des centristes, dont François Hollande espérait le soutien, l'espoir est également déçu. Alors que certains d'entre eux se disaient prêts à voter la réforme territoriale il y a à peine deux mois (Le Monde du 12 avril), Yves Jégo, président de l'Union des démocrates et indépendants (UDI), a vertement critiqué la méthode du chef de l'Etat, laissant peu de doutes sur ses intentions au moment du vote.

« L'absence de concertation transforme cette volonté de simplification territoriale en un petit arrangement entre barons socialistes et risque de réduire cette ambition de simplification à une petite opération politicienne », affirme le député de Seine-et-Marne, avant de regretter que la réforme ne soit pas chiffrée : « C'est son second défaut tant les économies escomptées semblent illusoire, alors que l'organisation territoriale de notre pays souffre d'une dérive dépendante chronique. » L'UDI demande notamment que la Cour des comptes étudie l'impact budgétaire de la réforme.

Philippe Vigier, le président du groupe UDI à l'Assemblée nationale, semble lui aussi fermer la porte à un vote de la réforme, mettant François Hollande face au risque d'une absence de majorité sur le texte. « La question essentielle des compétences et de leurs ressources humaines et financières, et celle de la proximité des services publics ne sont jamais abordées. La nécessaire réforme de l'Etat, qui doit être menée, est également passée sous silence », estime-t-il.

Pour le député d'Eure-et-Loir, « la nouvelle carte de France » sanctuariserait d'un côté des régions très puissantes et de l'autre des « laissées pour compte ». « Une fois de plus, François Hollande a malheureusement cédé aux baronnies locales », ajoute-t-il. ■

RAPHAËLE BESSE DESMOULIÈRES ET ABEL MESTRE

★

MUSÉE DU
QUAI BRANLY

là où dialoguent les cultures

INDIENS
DES
PLAINES

★

Exposition
jusqu'au 20/07/14
www.quaibranly.fr

#INDIENDESPLAINES

Avec le soutien de

FONDATION
TOTAL

TERRA

CREDIT AGRICOLE

CULTUREBOX
francitélévisions

5
O

L'EXPRESS

LE FIGARO

inter

m-ticket - FNAC Tick&Live - Fnac 0 892 684 694 (0,34€/minute) www.fnac.com - Ticketnet 0 892 390 100 (0,34€/minute) www.ticketnet.fr - Diglick 0 892 700 840 (0,34€/minute) www.diglick.com

Coiffe © musée du quai Branly, photo Claude Germain / Green Breeze © 2013 Thinkstock

« Le retour de Nicolas Sarkozy devient une nécessité »

Brice Hortefeux, proche de l'ex-chef de l'Etat, plaide pour retarder le congrès de l'UMP et considère « inutile » l'organisation d'une primaire à droite

Entretien

Brice Hortefeux, député européen, est l'un des plus proches collaborateurs de Nicolas Sarkozy. Selon lui, l'ancien chef de l'Etat doit présenter sa candidature à la présidence de l'UMP au congrès de l'UMP à l'automne. **Jean-François Copé affirme que des dépenses attribuées à l'UMP auraient en réalité servi à financer des dépenses de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. Est-ce vrai ?**

La justice est saisie. Qu'elle fasse son travail. Tout autre commentaire ne ferait qu'entretenir la polémique.

Les accusations de Jean-François Copé vous ont-elles surpris ?

Comme chacun, je tombe des nues et aspire à ce que l'on tourne la page. Dans une démocratie, on a besoin d'une majorité cohérente pour gouverner et d'une opposition unie, crédible et imaginative. Force est de reconnaître que nous n'avons aujourd'hui ni l'une ni l'autre.

Nicolas Sarkozy pouvait-il ne pas être au courant d'un dépassement de ses frais de campagne ?

Il me semble que les propos du trésorier de la campagne, Philippe Briand, sont clairs. Il a indiqué qu'« il n'a jamais été demandé d'imputer des dépenses liées à la campagne présidentielle sur le compte de l'UMP ».

Cette affaire, et toutes celles dans lesquelles le nom de Nicolas Sarkozy apparaît, peuvent-elles empêcher son retour ?

Je ne vois pas d'affaires, j'observe uniquement des feuilletons. A chaque fois que son nom est cité, peu à peu la vérité apparaît et démontre que sa mise en cause n'était aucunement fondée.

Nicolas Sarkozy va-t-il être candidat à la présidence de l'UMP, lors du congrès prévu le 12 octobre ?

Notre pays est confronté à de multiples crises. Une crise économique, puisque le nombre de défaillances d'entreprises se multiplie et que le pouvoir d'achat diminue pour la première fois depuis 1984 ; une crise sociale, tant le nombre de chômeurs atteint un niveau record ; une crise de l'exécutif, empêtré dans ses contradictions et l'illisibilité de sa politique ; une crise de la majorité, qui voit 41 députés ne pas voter la nouvelle politi-



Brice Hortefeux, au siège de l'UMP, à Paris, le 3 juin. ALBERT FACELLY POUR « LE MONDE »

que proposée par le premier ministre ; une crise de l'opposition, tétanisée par la poussée du Front national. L'opposition n'est pas en tension mais bien en crise. Le retour de Nicolas Sarkozy, qui était une possibilité, devient une nécessité. Je souhaite donc qu'il soit candidat à la présidence de l'UMP à l'automne. Nous avons besoin d'un chef, d'un projet et d'un cap.

Pourquoi est-ce une « nécessité » ?
L'enjeu est double. D'abord, l'opposition républicaine est sans ligne et bientôt sans tête. Sans réaction forte, cela nous condamne. Ensuite, la question doit être crûment posée : parmi les trois principales forces politiques, UMP, FN et PS, quelles seront les deux qualifiées au second tour de la présidentielle ? **Vous voulez donc dire que Nicolas Sarkozy est le seul responsable de droite à pouvoir assurer la qualification au second tour...**

Chacun peut constater qu'il est le seul dirigeant à avoir trouvé les mots, les gestes et les actes capables d'endiguer la progression du FN. Il l'a montré de manière spectaculaire en 2007 et l'a encore confirmé en 2012, en arrivant dix points devant la candidate du FN alors que les son-

« Pourquoi celui qui est responsable de notre famille n'aurait pas le droit de nous conduire à la présidentielle ? »

dages les avaient donnés à égalité. Lors des européennes de 2009 sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, le FN n'avait obtenu que 3 députés européens. Avec l'élection de François Hollande, deux ans après, ils en obtiennent 24.

Partagez-vous l'idée d'Alain Juppé d'interdire au futur président de l'UMP d'être candidat à la primaire ?

J'y suis totalement opposé. Pourquoi celui qui aurait la responsabilité de notre famille n'aurait pas le droit de nous conduire à la présidentielle ?

Nicolas Sarkozy devra-t-il se soumettre à la primaire prévue pour la présidentielle de 2017 ?

Une primaire est utile lorsqu'il y a incertitude. Elle devient inutile lorsqu'un choix s'impose naturellement car elle encourage des combats stériles.

Jugez-vous illégitime le triumvirat – Alain Juppé, François Fillon et Jean-Pierre Raffarin – à la tête de l'UMP ?

En juin 2013, 93 % de nos adhérents ont approuvé de nouveaux statuts. On ne peut pas réclamer leur application et s'en exonérer ensuite. Je suis donc logiquement

favorable à ce qu'à la suite de la décision difficile et assumée de Jean-François Copé de démissionner de la présidence de l'UMP à la date du 15 juin, Luc Chatel assure la présidence par intérim, comme le prévoyait explicitement nos statuts.

Cependant, sans doute faut-il concilier le respect des règles et la réalité politique. Il peut donc se dégager un consensus pour encourager les trois ex-premiers ministres, Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin et François Fillon, à aider politiquement Luc Chatel dans sa mission statutaire. Mais soyons clairs : une direction provisoire, quelle qu'elle soit, n'a pas à prendre de décisions définitives, que ce soit sur l'organisation interne du parti, les nominations ou la ligne politique. Cela relèvera de la mission du futur président élu.

Faut-il reporter le congrès, prévu le 12 octobre ?

Oui, je suis favorable au report

demandé par nos sénateurs. Nous avons des élections importantes en septembre car nous pouvons reconquérir le Sénat. Rien ne doit compliquer la campagne.

Que vous inspire la réforme territoriale de François Hollande ?

Une réforme, quelle qu'elle soit, doit poursuivre deux objectifs : simplifier et économiser. Or, cette réforme ne répond à aucun de ces deux impératifs. Certains avancent le chiffre hilarant de 12 à 25 milliards d'euros d'économies ! Une analyse sérieuse montre que dans

« Soyons clairs : une direction provisoire, quelle qu'elle soit, n'a pas à prendre de décisions définitives »

le meilleur des cas, l'économie réalisée pourrait s'élever à 1,8 milliard, ce qui reste anecdotique. La simplification annoncée s'est volatilisée car il n'y a aucune réduction du millefeuille, sauf éventuellement pour le deuxième quinquennat de François Hollande... ce qui me semble présomptueux.

Que pensez-vous des doutes de la Commission européenne sur le budget de la France ?

La Commission vient de rappeler à la France que dans le domaine de la maîtrise des déficits, les mots sont là mais les actes n'y sont pas. Le rapport de onze pages, une fois passées les politesses d'usage, est en réalité cruel. Par exemple, la baisse des charges des entreprises, revendiquée par le gouvernement Valls, ne « contribuerait qu'à montrer le fossé entre la France et la moyenne de la zone euro ». Et les mêmes commentaires sévères s'ajoutent sur le manque de crédibilité des 3 % de déficit annoncé pour 2015 ou encore sur la remise à plat de la fiscalité pourtant claironnée par le gouvernement.

En réalité, ce que la Commission dit entre les lignes, c'est qu'avec cette politique menée, et contrairement aux six pays qui s'apprentent à sortir de la procédure de déficit excessif, la France devient le boulet de l'Europe. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE LEMARIÉ
ET VANESSA SCHNEIDER**

A Tergnier, cité cheminote sur le déclin, on vote FN « pour leur faire peur là-haut »

Dans l'Aisne, ancien fief de la gauche, le Front national est arrivé en tête aux élections européennes du 25 mai, avec 40 % des suffrages

Tergnier (Aisne)
Envoyée spéciale

Posé, le regard franc, Gilles Thomas décline son parcours politique « un peu compliqué », le coude appuyé sur sa boi-

OSP - CESSATIONS DE GARANTIE

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44

QBE FRANCE, sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08 (RCS Paris 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait :

M. Gilles ROBIN
15 rue du Général de Gaulle
44250 SAINT-BREVIN-LES-PINS
SIREN : 330 498 502

depuis le 1^{er} janvier 2006 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FOND DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de M. Gilles ROBIN.

Rectificatif à l'annonce parue le 18/04/2014 concernant la société C.E.P.A SARL, il convenait de lire : « WAST & VAN DEVELOPPEMENT SARL » au lieu de : « C.E.P.A SARL ».

te aux lettres, dans son pavillon de Quessy Cité, à Tergnier (Aisne). Communiste « prêt à jeter le pavé » dans sa jeunesse, un temps délégué du personnel CGT, cet employé dans une grande surface a voté Front national pour la première fois en 2007, après avoir rencontré des militants du parti. Ce père de trois enfants a alors le sentiment d'être enfin compris : « *Le FN sait parler aux ouvriers, à ceux qui n'ont pas beaucoup de sous. Les autres partis, on a toujours l'impression qu'ils s'adressent à la classe supérieure.* »

De son discours ressort un amalgame de déceptions teintées d'un sentiment d'injustice, résumé en un exemple : « *Ce sont toujours les mêmes qui viennent faire leurs courses avec des bons.* » Les mêmes, ce sont « *les mauvais assistés qui ne veulent pas travailler et qui ont des aides. Moi, je touche 1500 euros par mois, et on m'en enlève 300 de charges et cotisations. Et mes enfants n'ont pas de boulot.* » Lui qui n'a pas gravi l'échelle sociale, constate : « *Aujourd'hui, si vous n'avez pas d'argent, on ne vous considère pas.* »

Le virage politique de ce quinquagénaire est loin d'être un cas isolé à Tergnier. Gilles Thomas fait par-

tie des 41 % de votants de cette commune de 14 000 habitants qui ont glissé le bulletin du FN dans l'urne, dimanche 25 mai. Dans cette ville à gauche depuis 1983, où la majorité de la population est ouvrière, les résultats des européennes n'ont pourtant guère surpris.

Le maire, Christian Crohem (divers gauche), a l'air grave et abattu. S'il évoque d'emblée la forte abstention (65 %), l'élu parle ensuite de son ressenti. Pour lui, ce vote est avant tout « contestataire », même s'il concède que les non-votants sont, eux aussi, dans une attitude similaire. L'ancien mélenchoniste, unique candidat aux municipales de mars, est témoin au quotidien du « désespoir » de ses administrés face au « contexte général », hausse du chômage et désindustrialisation en tête.

La zone d'emploi de Tergnier enregistre un taux de chômage parmi les plus élevés du pays (15,4 % au quatrième trimestre 2013, selon l'Insee). Ces trente dernières années, la fonderie, la bonneterie, la sucrerie ont fermé. Mais, surtout, les emplois dans le chemin de fer se sont réduits comme peau de chagrin. Le secteur n'emploie plus que 700 salariés, contre 1 600 dans les années 1980. A Quessy Cité, les retraités du

rail ont assisté, impuissants, à un lent déclin. C'est dans cette ancienne cité cheminote rattachée à Tergnier que Marine Le Pen a recueilli le plus de suffrages (44 %), dans un département où le FN a récolté 40 % des voix.

Dans son jardin fraîchement tondu, René Montero, 82 ans, retraité cheminot, avoue comprendre le vote frontiste « depuis peu », même s'il n'a pas « retourné sa veste » dans

« Le FN sait parler aux ouvriers, à ceux qui n'ont pas beaucoup de sous »
Gilles Thomas
employé d'une grande surface

l'isoloir. « *Ce n'est plus comme avant. On est entourés de cas sociaux* », un terme qu'il dit « affectueux » pour désigner, entre autres, les familles monoparentales et les chômeurs. « *Ce n'est pas étonnant qu'ils veuillent tenter autre chose* », soupire-t-il sous le regard approbateur de sa femme. « *Dégoûtée* », celle-ci ne s'est pas déplacée dimanche. « *Mais qui ne dit mot consent* », souffle-t-elle, les bras serrés autour d'une pile de linge.

Chez les anciens comme chez les jeunes, le sentiment d'injustice s'est rajouté à la colère d'un passé perdu où le travail se transmettait de génération en génération, où l'Etat-providence était du côté des citoyens, où l'on avait confiance en l'avenir. A la sortie de l'école maternelle, une trentenaire raconte que son mari, qui votait Lutte ouvrière, a opté pour le parti d'extrême droite aux européennes.

« *C'est un ras-le-bol général. Il y a moins d'aides, moins de remboursements.* » Employée dans un centre d'appels, cette mère d'un enfant, bientôt deux, est inquiète : « *Au total, nous gagnons 2500 euros par mois. Depuis 2006, nos salaires n'ont pas bougé. Aujourd'hui, on compte tout.* »

A ses côtés, une retraitée acquiesce en secouant la tête, dépitée. Ancienne agent d'entretien, la sexagénaire continue de travailler en tant qu'assistante maternelle. Avec 800 euros de pension et 500 de loyer par mois, elle n'arrivait pas à joindre les deux bouts. Si elle dit ne pas faire partie des électeurs du FN, elle estime toutefois que « *cela donne une leçon au gouvernement, pour que cela bouge.* »

Changer, bouger, faire avancer les choses. Ces mots sonnent comme un refrain dans la bouche des

Ternois, déçus des promesses gouvernementales non tenues, à droite comme à gauche. Mais rares sont ceux finalement qui espèrent voir le Front national diriger le pays. « *C'est pour leur faire peur, là-haut, qu'on vote FN. Si ça permet de faire évoluer les choses...* », avance Michel, ouvrier socialiste qui a voté pour la première fois Le Pen dimanche. « *Le père, j'aurais pas pu. Mais la fille, elle s'adresse à nous. Avec Hollande, on s'est fait avoir.* »

Derrière la contestation se devine l'envie de retrouver un statut, une place au sein d'une société qui ne représente plus la classe ouvrière. La rébellion ne se niche plus dans le vote rouge mais bleu marine, avec l'espoir de mettre à mal le système politique actuel.

Sans l'accepter ni le partager, le maire assure qu'il « *peut comprendre* » cet « *appel au secours* ». Face à ceux qui défilent dans son bureau, M. Crohem se sent impuissant. « *Ils me disent : "Monsieur le Maire, je n'en peux plus, aidez-moi." Je leur réponds : "Je suis désolé, si je le pouvais, je le ferais, mais je n'ai rien à vous proposer." Et quand je leur trouve des contrats de 20 heures, je leur dis : "Je ne vous donne pas du travail, je vous aide à survivre."* » ■

ANNA VILLECHENON

70^e anniversaire du Débarquement : la Normandie prépare son D-Day

La présence de 19 chefs d'Etat et de gouvernement a entraîné d'énormes mesures de sécurité

Reportage

Caen, Ouistreham
Envoyés spéciaux

A bientôt 101 ans, sauf contre-ordre ou pataquès du destin, Ernest Adolphe Côté sera de retour sur les plages de Normandie, ce 6 juin, pour les commémorations du Débarquement. Le Canadien francophone aura la même fine moustache – le poil plus blanc peut-être – qu'en 1944, quand il prit pied à Juno Beach, sur la commune de Bernières-sur-Mer, dans le Calvados. Ni le poids de l'âge, ni celui de la batterie de cuisine accrochée au pan de sa veste ne feront ployer le vénérable érable. Simplement, il portera cette fois un foulard autour du cou : en cette saison, le vent de mer peut être frisquet dans la région et la mer réserver des coups de tabac, il s'en souvient.

« On écrivait l'Histoire et on ne le savait pas », explique l'homme. Il sera là, fidèle au poste, seul représentant du Royal 22^e, le régiment francophone de l'armée canadienne qui participa au jour J. Sur les souvenirs, sur ces heures à part dans une vie d'homme, Ernest Côté biai sera sans doute, comme il le fait chaque fois. Il trour sera l'anecdote, racontera la guerre

avec un arrière-goût de calva. Suprême pudeur de l'humour qui permet d'éluder les visions macabres : 5 000 Canadiens furent tués pendant la bataille de Normandie. C'est pour ce cortège d'ombres, « pour dire que des hommes sont morts pour la liberté », qu'il revient témoigner aujourd'hui. Ils seront une petite centaine de vétérans canadiens avec lui. Au total, avec les Américains, les Britanniques, les Polonais et d'autres contingents étrangers, 1800 hommes rendront hommage aux copains tombés. Ils forment le dernier carcé des témoins.

Comme il y a soixante-dix ans, il ne sera pas simple d'arriver sur les plages de Normandie, ce 6 juin. La présence de dix-neuf chefs d'Etat a imposé d'énormes mesures de sécurité. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, a présenté, vendredi 30 mai, ce déploiement : 5 500 gendarmes renforcés de 3 500 autres militaires, 2 000 policiers, 1 000 pompiers ou membres de la Sécurité civile. « Ces célébrations posent des défis inédits, plus compliqués qu'un G7 ou un G20, a expliqué le ministre. Le 6 juin, chaque chef d'Etat a son propre programme, à la différence de ce qui se passe lors des grands sommets internationaux. » Outre une cérémonie commune à Ouis-



Au cimetière américain de Colleville-sur-Mer (Calvados), le 2 juin. JOËL SAGET/AFP

treham, huit cérémonies binationales (notamment franco-américaine au cimetière de Colleville ou franco-britannique au cimetière britannique de Bayeux) et dix-huit cérémonies nationales se dérouleront dans la journée, en divers points des zones de débarquement.

A Ouistreham, trois immenses tribunes ont été installées face à la mer pour accueillir les invités au spectacle qui sera donné sur la plage. Depuis plusieurs jours, tandis que dans le ciel tournoient des hélicoptères, c'est au sol un ballet de

voitures noires qui se veulent banalisées et une ronde d'officiels portant de mystérieuses sacoches. La présence de Vladimir Poutine dans le contexte géopolitique ukrainien a ajouté une note de guerre froide. Ouistreham a de forts airs de Vienne dans les années 1950. S'y croisent dans une relative discrétion les services de sécurité des différents pays. Les Américains sont les plus reconnaissables, à bord de leurs gros 4 x 4 à vitres teintées, costume noir et pistolet gonflant le côté de la veste. Anglais, Allemands ou Canadiens ont égale-

ment mené leur inspection. Un témoin jure avoir entendu parler russe dans les rues.

Dans le hall de la mairie, les habitants ont fait la queue, avec plus ou moins de bonne grâce, pour obtenir les badges qui leur donneront le droit de circuler dans leur commune. Pour Romain Bail, 29 ans, le tout nouveau maire (UMP), c'est le baptême du feu. Ce professeur d'histoire-géographie est sollicité de toutes parts mais ne se plaint pas de ce coup de projecteur international (1 000 journalistes accrédités) jeté sur sa ville et ses 10 000 habitants. Les rues ont été pavées par seize kilomètres de drapeaux des différents pays invités. 150 000 personnes sont attendues sur place les 5, 6 et 7 juin, et les hôtels des environs affichent complet depuis un an et demi. Les retombées économiques attendues s'élèveraient à 5 millions d'euros.

Et c'est ainsi sur toute la côte qui, comme tous les dix ans, s'est mise en grand appareil. Même quand les représentants de l'Etat snobait encore cet anniversaire, jusqu'en 1984, la Normandie a toujours voué un culte à ses libérateurs. La population paya pourtant le prix fort : 20 000 morts, essentiellement lors des bombardements.

L'hommage aux victimes civiles sera d'ailleurs une des nouveautés de cette commémoration. « Le Débarquement est longtemps resté une histoire militaire, étant entendu que la stratégie alliée ne prendra jamais en compte les civils », explique Jean Quellien, professeur émérite en histoire de l'université

de Caen. « Il faudra attendre les années 1990 pour que soit effectué un recensement de ses morts », ajoute Françoise Passera, chercheuse au Centre de recherche en histoire quantitative (CRHQ).

Au-delà de la pompe des cérémonies officielles qui se poursuivront tout l'été, les commémora-

Ernest Côté, vétéran canadien de 101 ans, sera de retour. Il portera un foulard. En cette saison, le vent de mer peut être frisquet, il s'en souvient

tions donneront lieu comme chaque fois à des instants d'émotion et à des moments de grâce. L'un d'eux est survenu lundi 2 juin sur la plage d'Utah Beach. Le soldat Charly Wilson, 89 ans, n'était jamais revenu ici depuis le 6 juin 1944. « Je voulais être présent lors du 50^e anniversaire, mais je n'en avais pas les moyens, s'excuse-t-il. Après une carrière d'instituteur, je n'ai réuni que 18 000 dollars d'économies. » Devant des lycéens émus, Charles Wilson est passé du rire aux larmes. Il est tombé à genoux en retrouvant « cette plage où j'ai vu tomber mes camarades ». Puis, il a esquissé un pas de danse sur un vieux standard de jazz, entraînant avec lui les jeunes gens. Difficile de rendre plus vibrant hommage à ceux qui mordirent à cet endroit le sable. ■

BENOÎT HOPQUIN
ET **JEAN-JACQUES LEROSIER**

« C'est paradoxal de voter FN ici. Je sais »

EST-CE UNE OMBRE sur les cérémonies du 6 juin ? Une gêne, à tout le moins. Aux élections européennes, les plages de Normandie ont, encore plus que dans le reste du territoire, plébiscité le Front national (FN). Ici, c'est Marine Le Pen, dans la circonscription du Nord-Ouest, qui conduisait la liste d'extrême droite. A Colleville-sur-Mer (Calvados), où se trouve le principal cimetière américain, la liste FN a réalisé 31,5 % des voix. Non loin de là, à Criqueville, où se trouve la pointe du Hoc, lieu emblématique du Débarquement par le nombre de pertes humaines, Marine Le Pen a enregistré un score de 41,5 %. Cinq des dix représentants de la région au parlement de Strasbourg sont désormais des élus d'extrême droite.

Dans son café d'Utah Beach (Manche), Arthur, 26 ans, assume ce vote. « C'est la première fois. J'ai

pratiqué la violence dans les urnes. Beaucoup de mes copains ont fait comme moi. On ne pouvait rien faire d'autre. Depuis deux ans, c'est n'importe quoi, les charges, les impôts, le chômage... C'est paradoxal de voter FN en travaillant ici, face aux plages. Je sais. J'assume à contrecoeur. J'oublie ce que j'ai appris au collège. »

« C'était inconcevable »

Henri Milet, 63 ans, est maire de Sainte-Marie-du-Mont, où se trouve Utah Beach. Le drapeau européen flotte sur le perron de la maison commune. L'élus, un ancien agriculteur, est dépité. Sa commune rurale de 800 habitants a voté à 32,5 % pour Marine Le Pen. « On ne cesse de terminer nos discours en rappelant que l'Europe de la paix, de la liberté est née ici. L'Europe a disparu des radars, après une campagne vide de conte-

nu. Je vais avoir bonne mine le 6 juin en accueillant à Utah Beach des vétérans américains... »

Dans sa maison de Sainte-Marie-du-Mont, l'écrivain Gilles Perrault remet les votes en perspective. « La digue est tombée, les flots se sont engouffrés. C'est ahurissant. C'était inconcevable. Pas ici... » L'homme constate « l'excellent travail de diabolisation de l'extrême droite fait par Marine Le Pen ». « Son père traînait des nostalgies. Pas elle. D'excellentes personnes vont bientôt applaudir des vétérans, les larmes aux yeux... après avoir voté FN, et en vous disant sincèrement que cela n'a rien à voir. Ces gens-là, des chasseurs, des pêcheurs, sont exaspérés par le parfum des affaires, le manque de pouvoir d'achat, les impôts, le chômage, les réglementations. Comment ne pas les comprendre ? Marqués par la situation économique, ils

rayent la mémoire politique. »

A un vol de mouettes de là, Ravenoville, 264 habitants, a donné 38 % de ses suffrages à Marine Le Pen. Le maire, Pierre Aubril, « de gauche, catho, écolo », en reste déconcerté. « Quel message, on donne ! On va fêter les libérateurs, la victoire sur le joug nazi et on ne tolère plus son voisin ! On va fêter la solidarité, et ce beau mot est devenu tabou. Le repli sur soi est suicidaire, il faut le répéter. Je continuerai d'avancer, d'innover pour le bien commun. »

A Ouistreham, où le FN est arrivé en seconde position, Romain Bail, le maire, constate qu'avec l'effacement des derniers témoins, les commémorations du Débarquement passent « du souvenir de guerre au devoir de mémoire ». Dans ce contexte, estime-t-il, elles sont plus que jamais d'actualité. ■

B.H. ET J.-J.L.

Rénovation énergétique de l'habitat : l'objectif du gouvernement hors de portée

Seulement 160 000 logements ont été mis aux normes en 2013, chiffre qui ne permettra pas d'atteindre les 500 000 résidences par an d'ici à 2017

L'Etat a beau affecter aujourd'hui 1,2 milliard d'euros aux aides en faveur de la rénovation énergétique de l'habitat, l'objectif fixé en 2012 par François Hollande de mettre aux normes 500 000 logements par an d'ici à 2017 (380 000 logements privés et 120 000 logements sociaux) semble définitivement hors d'atteinte. Et ce, même si la ministre de l'écologie, Ségolène Royal, veut en faire l'un des piliers de la future loi sur la transition énergétique.

En 2013, selon une évaluation réalisée par le Plan bâtiment durable, quelque 60 000 logements privés et 100 000 logements sociaux ont été rénovés, soit au total 160 000 contre 145 000 en 2012. Seules les rénovations de logements privés bénéficiant des aides accordées par l'Agence natio-

nale de l'habitat (ANAH) aux ménages modestes parviennent à décoller, passant de 12 786 en 2012 à 31 235 en 2013.

« Lancées en septembre 2013, les mesures sont en train de prendre leur rythme de croisière, plaide-t-on au cabinet de la ministre du logement, Sylvia Pinel. Depuis le 1^{er} janvier 2014, la TVA sur les travaux d'économie d'énergie a été ramenée à 5 %. Et le nombre des primes aux ménages de revenus modestes [3 000 €] et moyens [1 350 €], lancées en octobre 2013, a été multiplié par cinq au cours du premier trimestre 2014 », fait-on valoir. Au 31 mars, soit six mois après leur instauration, 6 312 primes avaient été accordées.

Pour le président du Plan bâtiment durable, Philippe Pelletier, deux ans ont été perdus après l'an-

nonce faite par François Hollande de porter à 500 000 le nombre de logements rénovés. « Jusqu'en septembre dernier, le sujet n'a pas été traité de manière très active. Nous en sommes aujourd'hui au stade de la mise en mouvement, observe-t-il. On n'arrivera pas aux 500 000 en 2017. Néanmoins, insiste-t-il, cet objectif reste atteignable par la suite si on se donne les moyens, dès la loi de transition énergétique, de renforcer les dispositifs d'incitation et de décentraliser fortement l'action auprès des régions et des agglomérations. »

Dans une étude publiée le 27 mai, l'UFC Que choisir souligne l'urgence qu'il y a notamment à renforcer la formation des prestataires bénéficiant du label « RGE » (Reconnu Grenelle de l'environnement).

Son enquête souligne la piètre qualité des dispositifs d'accompagnement, pointant nombre de dysfonctionnements : des propositions de travaux trop parcellaires pour réaliser de vraies économies d'énergie ; une information sommaire ou trop touffue sur les aides existantes ; des évaluations de la performance énergétique des habitats prenant rarement en compte l'ensemble des critères pour un bon diagnostic (enveloppe du bâti, ventilation et système de chauffage), etc. L'UFC appelle de fait à la création d'une nouvelle filière d'experts indépendants capables d'accompagner le consommateur tout au long de sa démarche de rénovation énergétique.

Reste la question-clé de la solvabilité des demandeurs. Le mécanisme de tiers financement, qui per-

met la prise en charge de la totalité des travaux par un organisme financier sans que le propriétaire ait à déboursier le moindre euro, a été défini dans la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) de mars 2014, mais sa mise en œuvre n'avance qu'à petits pas. « Le principe d'une garantie apporté par la Caisse des dépôts est acquis. Mais il reste à inventer des financements innovants », observe Philippe Pelletier.

Ajuster l'éco-prêt à taux zéro

Sans attendre la finalisation du tiers financement, il faut « au plus vite », affirme celui-ci, ajuster l'éco-prêt à taux zéro qui peine à se développer, en déchargeant les banques de la responsabilité de vérifier l'éligibilité des travaux engagés. « Il est très important de renfor-

cer cette voie de financement pour les ménages qui ne disposent pas de la trésorerie nécessaire », insiste-t-il, estimant intéressante, pour un certain nombre de dossiers, l'idée d'un tiers expert. Celui-ci pourrait se porter garant auprès des banques de l'éligibilité des demandes de crédit.

Reste qu'au-delà d'un renforcement des dispositifs d'aides existants, pour Philippe Pelletier, si l'on veut vraiment accélérer la rénovation énergétique, il faut en passer par « une fiscalité verte ». « Pourquoi ne pas moduler les droits de mutation selon que l'acquéreur du bien prend ou non l'engagement de procéder à sa rénovation énergétique, suggère-t-il. Chaque année, il y a quelque 750 000 mutations. » ■

LAETITIA VAN ECKHOUT

Deux jeunes étrangers isolés incarcérés à Lyon pour avoir menti sur leur âge

Le parquet assume un durcissement envers ces jeunes dont la prise en charge est jugée coûteuse

C'est le Réseau éducation sans frontières (RESF) qui a attiré l'attention sur leur sort, dans un communiqué le 17 mai. Alkasim Mahamat et Narek Nalbayan, deux jeunes sans-papiers qui s'étaient présentés comme « mineurs isolés » auprès des services du conseil général du Rhône en 2012, afin d'être hébergés et scolarisés, sont aujourd'hui incarcérés depuis plusieurs semaines à la prison de Lyon-Corbas. Motif de cette décision du tribunal de grande instance de Lyon : ils auraient menti sur leur âge, seraient en réalité majeurs, et auraient ainsi indûment été pris en charge.

Ces cas relativement exceptionnels ne sont pas les premiers dans le département. Mais, jusque-là, les militants de RESF n'avaient pas fait remonter l'information à l'échelle nationale. Des décisions de justice qui témoignent d'un durcissement à l'égard des mineurs étrangers isolés (MIE), alors que la circulaire Taubira destinée à mieux prendre en compte leur situation a fêté son premier anniversaire le 31 mai.

Le jeune Narek, Géorgien, était arrivé en France en 2012. Commela loi l'exige, il avait été placé dans un foyer et scolarisé. Il suivait ainsi des cours dans un lycée depuis près de deux ans, quand il a reçu une convocation de la police de l'air et des frontières (PAF). Le 14 mai, il s'est présenté au rendez-vous. Mais, l'après-midi même, il était conduit chez un expert pour un test osseux. Un test qui a révélé qu'il ne pouvait pas être âgé de 16 ans et demi quand il est arrivé comme il le déclarait, mais qu'il était majeur et avait au moins 19 ans.

Narek a été jugé en comparution immédiate. Il a été condamné pour « escroquerie » à trois mois de prison ferme et 107 000 euros d'amende. Une somme censée correspondre aux dépenses engagées par le conseil général du Rhône pour sa prise en charge. Alkasim, de nationalité tchadienne, qui disait, lui, avoir 17 ans et demi à son arrivée, a été condamné le 4 avril à quatre mois ferme, 260 000 euros d'amende et cinq ans d'interdiction du territoire. Narek et Alkasim

La circulaire de 2013 pour mieux accueillir les mineurs isolés

Le 31 mai 2013, la ministre de la justice, Christiane Taubira, avait publié une circulaire censée améliorer la prise en charge des mineurs étrangers isolés. Son bilan est toutefois difficile à évaluer. Ce texte mettait notamment en place une cellule nationale responsable de dispatcher les jeunes sur le territoire : depuis juin 2013, 40 % d'entre eux auraient ainsi été orientés hors de leur départe-



Manifestation du Réseau éducation sans frontières, en 2013. ALBERT FACELLY/DIVERGENCE

ont été incarcérés dans la foulée de leur jugement.

Au parquet de Lyon, on se justifie sans ambages : « Ceci est une politique d'action publique que nous avons mise en place depuis début 2013. C'est écrit dans nos rapports de politique pénale. La chancellerie est au courant. Il s'agit de répondre au préjudice financier important que les abus représentent pour la collectivité et d'envoyer un message aux filières. » Mais le parquet précise : « Nous n'engageons des poursuites qu'après une enquête que nous ciblons au maximum. »

La nouvelle politique lancée par le parquet de Lyon s'inscrit dans le cadre de la hausse continue, depuis vingt ans, du nombre d'adolescents sans papiers qui débarquent seuls, en France, en se disant mineurs. Certains le sont, mais pas tous. Parfois parce qu'entre leur départ du pays et leur arrivée en Europe il a pu se passer plusieurs mois ou années. Ils sont parfois mineurs, mais c'est leur famille qui les a en réalité envoyés par des filières clandestines. En France, ils seraient ainsi entre 6 000 et 8 000.

ment d'arrivée. Selon la Place Vendôme, près de 90 % étaient de jeunes hommes, âgés en moyenne de 16,1 ans. La circulaire Taubira prévoyait aussi que l'Etat fasse un effort financier vis-à-vis des départements à qui incombe la prise en charge de ces adolescents, qui coûte environ 250 euros par jeune et par jour. 10 millions d'euros auraient été mobilisés.

Or la prise en charge de ces jeunes revient aux départements, et elle est devenue de plus en plus compliquée. Surtout là où ils arrivent les plus nombreux, en Seine-Saint-Denis et à Paris notamment. C'est le cas aussi dans le Rhône. Comme ailleurs, les foyers spécialisés sont saturés et le conseil général dénonce le surcoût qu'occasionne l'accueil de ces migrants dans un contexte déjà tendu : 16,1 millions d'euros en 2013, sur un budget global de 2,2 milliards d'euros.

Narek, géorgien, a été condamné pour escroquerie à trois mois de prison ferme et 107 000 euros d'amende

A Lyon, c'est sur dénonciation des services de l'Aide sociale à l'enfance que le parquet agit. Lorsqu'il existe des « soupçons, nous avisons le procureur », confirme-t-on au conseil général. Une démarche qui serait prévue par l'article L-226-4 du code de l'action sociale. S'il le juge utile, le parquet saisit la police aux frontières, dotée, à Lyon, depuis 2011, d'une cellule sur la fraude documentaire. Les enquêtes peuvent toutefois « prendre du temps », reconnaît-on au parquet.

Afin d'expertiser la véracité des actes de naissance remis par les jeunes lors de leur arrivée, les policiers doivent souvent prendre contact avec leur pays d'origine. « Certains ne répondent jamais, d'autres ont des délais très longs », détaille-t-on.

D'où le fait que Narek et Alkasim ont passé deux ans en France avant de se voir soudainement incarcérés.

C'est le recours au test osseux qui est aujourd'hui le plus critiqué par le monde associatif, dont certains, comme France Terre d'asile (FTDA), ont découvert, stupéfaits, la pratique du Rhône. « C'est une orientation que je ne partage pas », commente Pierre Henry, directeur général de FTDA, qui réfléchit depuis longtemps à des alternatives. Ce test a en effet une marge d'erreur de 12 à 24 mois. Le parquet se défend en expliquant qu'il s'est justement fixé pour limite la marge de 18 mois. Le test est aussi utilisé en plus d'un « faisceau d'indices », comme le prévoit la circulaire Taubira, indique-t-on au TGI, tout en reconnaissant que le dispositif de l'Etat « n'est pas parfait ».

La politique du Rhône est d'autant plus contestée que tous les condamnés ne sont pas expulsés vers leur pays d'origine, selon Michèle François, militante RESF à Lyon. Certains seraient libérés in extremis par le juge des libertés lors de leur passage en rétention. D'autres parviendraient, dès leur sortie de prison, à obtenir de leur ambassade des documents officiels prouvant leur minorité. Sollicité par *Le Monde* sur le sort de Narek et Alkasim, le ministère de la justice a répondu par mail une phrase que comprendra qui pourra : « Le ministère ne commente pas les décisions de justice. Le dispositif n'a pas pour but de pénaliser des situations, il se situe sur le seul terrain civil de la protection de l'enfance. » ■

ELISE VINCENT

GOUVERNEMENT

Thierry Mandon est chargé de piloter la réforme de l'Etat

Deux nouveaux secrétaires d'Etat ont été nommés mardi 3 juin. Thierry Mandon, qui était député de l'Essonne et porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée, est nommé secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la réforme de l'Etat et de la simplification. M. Mandon avait copiloté le conseil de la simplification qui avait remis au premier ministre, le 14 avril, un rapport préconisant 50 mesures dont une partie doit faire l'objet d'un projet de loi d'habilitation à légiférer par ordonnances. A l'occasion de ce mini-remaniement, la ministre de la décentralisation et de la fonction publique, Marylise Lebranchu, perd l'attribution de la réforme de l'Etat. Valérie Fourneyron, secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire, démissionnaire pour raisons de santé, est remplacée par Carole Delga, qui était députée (PS) de la Haute-Garonne. ■

UMP Perquisition chez M. Peltier et à Bygmalion

Une perquisition a été effectuée, mardi 3 juin, au domicile de Guillaume Peltier, maire (UMP) de Neung-sur-Beuvron (Loir-et-Cher) et vice-président de l'UMP, et au siège de Bygmalion à Paris, dans le cadre d'une enquête pour délit de favoritisme et prise illégale d'intérêts. La société COM1+, dirigée par M. Peltier, est soupçonnée de s'être arrangée avec Bygmalion, autre société de communication, pour se faire attribuer un marché dépassant le seuil légal de 15 000 euros sans passer par un appel d'offres à Menton (Alpes-Maritimes). – (AFP.)

L'Assemblée rejette la suspension des poursuites judiciaires contre Henri Guaino

L'Assemblée a rejeté, mardi 3 juin, par 137 voix contre 103 la demande du député UMP Henri Guaino de suspension des poursuites judiciaires engagées à son encontre pour « outrage à magistrat ». M. Guaino a été renvoyé en correctionnelle pour avoir accusé à trois reprises (sur Europe 1, France 2 et BFMTV), le 22 mars 2013, le juge Jean-Michel Gentil d'avoir « déshonoré la justice » en mettant en examen dans l'affaire Bettencourt Nicolas Sarkozy qui a finalement bénéficié d'un non-lieu. Son procès se déroulera le 22 octobre à Paris. – (AFP.)

« Sauver l'UMP d'une disparition désormais possible, voilà l'enjeu des prochaines semaines »

François Fillon, mardi 3 juin, s'exprimant lors de l'assemblée générale de son microparti, Force républicaine.

JUSTICE

Rachat d'UraMin : perquisitions à Areva et chez Anne Lauvergeon

Une dizaine de perquisitions ont été menées, mardi 3 juin, chez des acteurs du rachat en 2007 de la société minière canadienne UraMin par Areva, notamment au siège du géant nucléaire français et chez son ancienne dirigeante Anne Lauvergeon. UraMin avait été achetée à prix d'or, pour 2,5 milliards de dollars environ, soit 1,8 milliard d'euros. Mais après le départ de M^{me} Lauvergeon, Areva avait divisé par cinq la valeur comptable de cette société et le groupe avait dû inscrire dans ses comptes de 2010 et 2011 des provisions d'un montant de près de 1,9 milliard d'euros. ■

Sursis requis contre Kristian Vikernes

Quatre à six mois de prison avec sursis ont été requis, mardi 3 juin, à l'encontre de l'extrémiste norvégien Kristian Vikernes, 41 ans, poursuivi devant le tribunal correctionnel de Paris. Ex-musicien de black métal, condamné en 1994 à vingt et un ans de prison en Norvège pour le meurtre d'un de ses anciens amis, « Varg » Vikernes avait été interpellé en juillet 2013 en Corrèze par la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) qui le soupçonnait de planifier un attentat d'envergure. Il était ressorti libre. Seules avaient été retenues contre lui des incriminations pour « incitation et provocation à la haine raciale » et « apologie de crimes contre l'humanité » en raison des écrits publiés sur son blog. Jugement le 8 juillet. ■

Sur **Lemonde.fr** : « Vikernes, le goût amer d'une procédure »

Le débat sur la réforme pénale s'est ouvert devant un hémicycle quasi vide

Pour sortir de l'imbroglio sur le champ d'application de la peine de probation, les socialistes devraient soutenir un amendement de compromis

Le débat sur la réforme pénale s'est ouvert, mardi 3 juin devant l'Assemblée nationale, sans grand relief. Comme si, après tant de reports de l'examen du texte – déposé le 9 octobre 2013 sur le bureau du Parlement –, les députés étaient d'avance épuisés. Christiane Taubira a parlé une petite heure sans notes devant moins de dix députés de l'UMP. L'opposition a sans surprise dénoncé « l'idéologie » de la ministre de la justice, et la discussion générale n'a, sur le fond, rien apporté, devant un hémicycle plus qu'à moitié vide. La véritable bataille commencera mercredi avec la discussion des amendements, d'autant que la garde des sceaux a dû faire machine arrière après un pénible recadrage du chef de l'Etat.

Christiane Taubira, dans un dis-

cours désormais rodé, a assuré que son projet ne visait qu'à « l'analyse du réel », elle a rappelé « l'inflation législative » des précédents gouvernements et leur inefficacité : le nombre de détenus a augmenté de 35 % en dix ans alors que le taux de récidive est passé de 4,9 % en 2001 à 12,1 % en 2011, « les victimes ont été instrumentalisées alors que les moyens qui leur ont été accordés n'ont cessé de décroître ».

Elle a tenté de couper l'herbe sous le pied de l'opposition en rappelant que la loi pénitentiaire, votée en 2009 sous la droite, imposait déjà qu'« une peine d'emprisonnement sans sursis ne [puisse] être prononcée qu'en dernier recours ». Elle a surtout insisté sur l'article 11 de son texte qui renforce les droits des victimes, en brassant l'histoire pénale de 1791 à nos jours. Elle a

enfin convoqué tous les catholiques sociaux qui ont depuis 1832 inventé, souvent contre leur camp, les aménagements de peine, avec de longues et puissantes citations de Jaurès, Clemenceau et Hugo.

« Fresque traditionnelle »

Dans un discours volontairement dépassionné, Dominique Raimbourg, le rapporteur PS du projet, est lui aussi revenu sur « l'effort en direction des victimes », et a expliqué que la droite a augmenté la sévérité des peines et construit des prisons, vérifiant ainsi l'adage « qui veut que plus on construit de places de prison, plus on y met de détenus ». Il a insisté sur la nécessité d'instaurer des peines efficaces et relevé que ce n'était pas la sévérité de la peine qui était dissuasive, mais sa certitude.

L'UMP n'a évidemment pas été convaincue. Guy Geoffroy (Seine-et-Marne) a raillé « la fresque traditionnelle » de la garde des sceaux et le propos « très étale du rapporteur », il s'est fait un malin plaisir d'insister sur les divisions de la majorité et du gouvernement. La plupart des orateurs ont d'ailleurs rappelé la lettre de Manuel Valls en juillet 2013, qui faisait part au chef de l'Etat de sa vive opposition au texte de la chancellerie. C'est Georges Fenech (UMP, Rhône) qui, en défendant une motion de rejet préalable, a tenu le discours le plus construit. Il est d'ailleurs le seul député de l'opposition à avoir suivi jusqu'au bout les travaux de la commission des lois, a fait remarquer l'écologiste Sergio Coronado.

M. Fenech n'a cependant pas pu s'empêcher de distribuer quelques

coups bas à Christiane Taubira, sur la procédure accélérée qui serait pour la ministre « une loi d'arrangement personnelle, en quelque sorte », pour lui permettre de devenir Défenseur des droits. Et à Nicole Maestracci, organisatrice de la conférence de consensus sur la récidive de février 2013, « bien remerciée par une formidable promotion au Conseil constitutionnel ».

L'un des enjeux reste de savoir si la peine de probation, rebaptisée contrainte pénale, s'appliquera aux peines encourues jusqu'à cinq ans, comme l'a arbitré le gouvernement, ou à tous les délits, comme le souhaite le groupe socialiste. Christiane Taubira, qui y est personnelle-ment favorable, avait laissé passer sans broncher un amendement de la commission des lois en ce sens et s'était fait rappeler à l'ordre le

28 mai par le chef de l'Etat. Alain Tourret, pour les radicaux de gauche, a prévenu que son groupe ne voterait pas l'extension, pourtant « souhaitable », à tous les délits, compte tenu de « l'évolution paroxystique de ces derniers jours ».

Dominique Raimbourg a rappelé que le sursis mise à l'épreuve, instauré par le général de Gaulle en 1958, s'appliquait bien à tous les crimes et délits. Pour sortir la ministre de ce mauvais pas, il va lui-même soutenir un amendement de compromis : la contrainte pénale sera bien réservée aux délits punis de cinq ans d'emprisonnement pendant trois ans, avant d'être étendue à tous les délits. C'est-à-dire jusqu'au 1^{er} janvier 2017. Parce qu'après, on n'est plus trop sûr de qui sera au gouvernement. ■

FRANCK JOHANNÉS

Reproduction interdite

Tél. : 01 57 28 38 52

1 parution	Professionnels	Particuliers
Forfait 5 lignes	65€ HT	65€ TTC
Forfait 10 lignes	110€ HT	110€ TTC

VENDS PORSCHE 911
Type 964 - Mise en circulation 06/93
première main 79.000 km gris métal
Tél. : 02.51.35.23.62
ou 06.24.09.13.42

LIBRAIRE ACHÈTE
Livres anciens, modernes, pléiades,
services de presse,
successions, bibliothèques
06.40.15.33.23

CRÉEZ VOTRE TAPIS



**RÉALISATION
DE MODÈLES UNIQUES**

Large choix de styles formes
matières et textures
LAINE, SOIE, LIN
Fabrication française
et sans intermédiaire.

ÉTUDE ET DEVIS GRATUITS.

Manufacture Tapis Design
34, rue de Bassano,
75008 Paris.

Tél. : 01.47.20.78.84
www.lightandmoon.com

Ouverts du mardi au samedi

Le DANIELIT
version CANALETTO
EXCLUSIVITÉ PARINGER

Lit-double Gigogne à lattes,
formant canapé,
à mise à niveau automatique
d'un simple déclin.
Structure hêtre massif.
Boiserie : toutes teintes.
Tissu : tous coloris.
Existe aussi avec structure métal,
ou bien entièrement
recouvert de tissu).

**Exposition et vente chez
PARINGER**
121, rue du Cherche-Midi
75006 Paris
(Angle 21, bd Montparnasse)
MÉTRO DUROC OU FALGUIÈRE
Tel : 01.42.22.22.08
www.paringer.fr
Documentation sur demande

 **PRIX
IMBATTABLES**

Bernard Zins, Bugatti,
Alain Gauthier, Derek-Rose,
Guy de Berac,
Lorenzo, Digel, etc.
« Les meilleurs »

53, rue d'Avron - 75020 PARIS
Tél. : 01.43.73.21.03

Suite à mes prestations
télévisées sur le marché
de l'art, je vous propose
UN RENDEZ-VOUS
POUR VOS DEMANDES
D'ESTIMATIONS,
Spécialisé successions

J'ACHETE
Meubles Tableaux Pendules
Objets d'Art & curiosités
Argenterie Livres anciens
Viols & Archets anciens
Art d'Afrique et d'Asie
Art décoratif du XIXe s
Art d'Islam et d'Orient
Photos anciennes et d'artistes
Sérieux et discrétion
assurés, déplacements
Paris et Province.

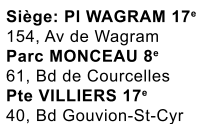
**PATRICK MORCOS
EXPERT**
Affilié à la Compagnie
Nationale des Experts
06.07.55.42.30
morcospatrick@orange.fr

Tous les mercredis et samedis

Reproduction interdite

Forfait 5 lignes	Particuliers	Professionnels
1 parution	65€ TTC	65€ HT
La ligne supplémentaire	15€ TTC	15€ HT
31 caractères ou espaces par ligne. Modules : nous contacter		

belimmo





LEGASSE VIAGER,
depuis 1963
Spécialiste du viager

Bruno et Nicolas Legasse vous proposent
Une étude et un suivi gratuit et discret
La solution Viager : augmenter sa retraite en restant chez soi

47, avenue Bosquet 75007 Paris.
Tél. : 01 45 55 86 18
Fax : 01 45 55 50 18
Site internet : www.viager.fr

PARIS 6^E

agence Littre

**L'IMMOBILIER
DE LA
RIVE GAUCHE**

*** DAUPHINE/BUCI ***
Ravissant 2P. 52m², 3^e ét.

*** JACOB/FURSTENHBERG ***
Séj 2 chbres 2 bns 67m²

*** EXCEPTIONNEL ***
St Stulpine Superbe imm. 5P
109.54m² 3^e asc plein Sud
Prestations gde qualité

*** RUE CASSETTE RARE ***
Superbe 7/8P. 218.96m²
2^e asc Balc., Plan parfait
beaux volumes très bon état

01.45.44.44.45

PARIS 7^E

FEAU
Paris - New-York - Genève

IMMOBILIER ASSOCIÉS EN
CHRISTIE'S
INTERNATIONAL REAL ESTATE


feau-immobilier.fr

◆ GROS CAILLOU ◆
3P 2 chbres ét. élevé soleil
Parfait état - **1.050.000€**

◆ SAINTE CLOTILDE ◆
5P. 3 chbres ét. élevé soleil
Bon plan, bon état. **1.740.000€**

◆ VANEAU ◆
6P 4 chbres 198m² standing Parfait état - 2.700.000€
FEAU 7EME
01.47.05.50.36
www.feau-immobilier.fr

PARIS 13^E


AGENCE LUXEMBOURG
Tel : 01.56.81.40.50
BROCA - Dans une copropriété comprenant 28 lots principaux, nous vous proposons au rdc donnant sur rue et sur cour, un atelier de 30m². Il convient parfaitement à une profession libérale. L'affectation de ce bien peut être changée en habitation. Travaux à prévoir. Quote-part du budget prévisionnel/an : 1 392€. Pas de procédure en cours.
Prix : 269 000€

PARIS 14^E

agence Littre

**L'IMMOBILIER
DE LA
RIVE GAUCHE**

PI D. Rochereau (Prés)

«4P. 88m²/cours agréables
parquet cheminées, Charme

«Beau 4P 109m² RdC calme
Volumes, travv - **970.000€**
01.45.44.44.45

PROVINCE



EIFFAGE
IMMOBILIER

Constructeur-promoteur... et bien plus encore

MONTPELLIER ARCEAUX -
A SAISIR LIVRAISON IMMEDIATE !
Grand 2 pièces de 53,20m² avec
grande terrasse situé au 3e étage d'
une résidence de standing,
sécurisée, avec ascenseur.
Cuisine équipée - Très belles
prestations. Prix direct Promoteur
249 000 €
Garage en sous-sol inclus.
Contact Eiffage Immobilier
04 67 10 12 19

MAISONS

PROVINCE

A 10km de la **côte atlantique**, face à l'île d'Yeu, de Noirmoutier s/terrain très arboré de 6000m².

Maison entièrement restaurée à 1,5 km de Challans ; 190m² habitable : 4 chambres, 2 grandes salles de bains, grande pièce, réserve. Matériaux de qualités

370.000€ T.06.24.09.13.42

A vendre en Provence,
Maison de vacances
rustique meublée
(31/2 pc.+cuisine). Légèrement en
hauteur au-dessus d'un petit
village entre le Mont Ventoux et
Sault. Cette propriété idyllique
nouvellement rénovée comprend
également un beau jardin
provençal avec piscine.

Prix de vente **254.000€.**
Description de la maison et
Photos. **www.ahaimmo.ch**

FERMES

VENDEE, 2km de Challans, 1,5km
Sallertaine. 15.000m² très arboré
Marais Vendéen, 10kms de l'océan
Atlantique, l'île d'Yeu,
Noirmoutiers. **FERME RENOVEE**
250m² hab., matériaux de qualité
souvent anciens. Piscine 15m de
long, poolhouse de 50m².
4 chbres, 2 gdes pièces, 2 s
de bain. A visiter **470.000€**

Tel : 02.51.35.23.62 ou
06.24.09.13.42

ACHATS

L'IMMOBILIER 100%
ENTRE PARTICULIERS
Acheteurs Français et Européens
Recherch. tous types de biens
entre particuliers. **LMO**

Tél gratuit : 0.800.14.11.60

VIAGER PRÉVOYANCE



**Vente en viager occupé
& libre dès 60 ans, sur
Paris, Région Parisienne
& Côte d'Azur.**

Vente occupée sans rente.

**Estimation gratuite
& confidentielle**

*Votre sécurité assurée
par un expert en droit viager*

**189, rue de la Pompe, 75116 Paris • M° Victor Hugo
01 45 05 56 56 viager-prevoyance.com**

Pour Clientèle

INTERNATIONALE, recherchons

Appartements Meublés/Vides à

LOUER/ VENDRE à Paris.

EXPATRIATES : Parisian Furnished

Rentals made Easy.

Le Spécialiste de la GESTION

MEUBLÉE LONGUE DURÉE !

GetaHomeInFrance.Co.Uk

Tel : 01.45.71.72.73

HÉBERGEMENTS

EDUCO (université américaine)

CHERCHE FAMILLE PARIS

(1^{er} au 18^e arrdt) pour hébergement
rémunéré (775€/mois)
d'étudiants :

- petit déjeuner tous les jours ;
- 3 repas par semaine ;
- chambre individuelle.

Durée du séjour : septembre à mi-juin.

Tél : 01 44 07 55 99

Laurent Le Bon nommé à la tête du Musée Picasso

Aurélie Filippetti a choisi le directeur du Centre Pompidou-Metz pour remplacer Anne Baldassari, révoquée le 13 mai

Lorsqu'elle a mis fin, mardi 13 mai, aux fonctions d'Anne Baldassari, qui dirigeait le Musée Picasso, à Paris, la ministre de la culture et de la communication, Aurélie Filippetti, annonçant la nomination de son remplaçant « sous quinzaine ». A quelques jours près, c'est chose faite, avec la désignation, mardi 3 juin, de Laurent Le Bon, l'actuel directeur du Centre Pompidou-Metz. Fermé depuis cinq ans, le Musée Picasso doit rouvrir fin septembre.

Né en 1969 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), Laurent Le Bon a rejoint le monde des musées après avoir obtenu le diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris et celui de l'Ecole du Louvre. Il fait un passage remarqué à la délégation aux arts plastiques, puis il devient conservateur au Centre Pompidou en 2000. Il y signe l'exposition « Dada » en 2001, affichant à cette occasion sa prédilection pour les expositions historiques abondantes en œuvres et leurs catalogues

Amateur de provocations, esprit paradoxal et orateur épris de bons mots : une personnalité inventive

encyclopédiques – un goût qui se confirme au Centre Pompidou-Metz, dont il devient directeur en 2010, après en avoir conduit le projet dans les années précédentes. Les expositions « Chefs-d'œuvre » en 2010, et « 1917 » en 2012, en sont la preuve.

Parallèlement, Laurent Le Bon est le commissaire de nombreuses manifestations d'art actuel, parmi lesquelles « Peintures » au Martin-Gropius-Bau, à Berlin en 2006, qui suscite une polémique, Jeff Koons au château de Versailles en 2008, qui en suscite une autre, et celle de Takashi Murakami au même endroit en 2010 – sujette à controverses tout autant, sinon plus. Amateur de provocations, qui ne sont pas toutes comprises et appréciées unanimement, esprit volontiers paradoxal et orateur épris de bons mots, Laurent Le Bon apparaît en effet comme l'une des personnalités les plus inventives du monde des musées français, où il incarne l'exception plutôt que la règle.

Cette singularité lui vaut d'être membre du Conseil de la création artistique, actif de 2009 à 2011, ou de diriger l'édition 2012 de la Nuit blanche parisienne. Elle lui vaut aussi d'affronter des résistances tenaces au sein de l'administration culturelle nationale. Alors qu'il est candidat à la succession d'Henri Loyrette à la tête du Musée du Louvre en 2013, l'Elysée lui préfère Jean-Luc Martinez, ses adver-



En mai 2013. JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN/AFP

saires les plus résolus – et les plus conservateurs – ayant pour l'occasion réveillé les controverses nées des expositions Koons et Murakami à Versailles. Quelques mois plus tard, c'est Bernard Blistène et non lui qui est choisi pour succéder à Alfred Pacquement à la direction du Musée national d'art moderne.

Sa désignation à la direction du Musée Picasso met un terme à cette période agitée de sa carrière. Mettra-t-elle un terme aux difficultés du musée ? Laurent Le Bon n'aura pas la tâche facile. Avec la famille Picasso, tout d'abord. Dans une tribune au vitriol publiée par *Le Figaro*, Claude Picasso, le fils de l'artiste, a déclaré d'avance que, quel que soit le successeur d'Anne Baldassari, il le considérerait « comme un imposteur ». Et, même si la famille apparaît divisée sur l'éviction de celle-ci – Olivier Widmaier Picasso, l'un des petits-fils de l'artiste, ne l'appréciant guère –, Laurent Le Bon aura fort à faire pour recoller les morceaux.

De même avec le personnel du musée : si une vingtaine d'agents, dans un courriel envoyé le 9 mai,

stigmatisaient « l'autoritarisme, la partialité et les méthodes managériales contestées » d'Anne Baldassari, et réclamaient son départ, une dizaine d'autres l'ont soutenue publiquement après qu'elle eut été révoquée. Il appartiendra donc au nouveau directeur de fédérer son équipe.

Il aura également à démêler un imbroglio administratif : Claude Picasso révélait en effet dans un entretien paru dans *Le Figaro* du 2 mai, qu'« en février, l'un des membres du conseil d'administration a appris par hasard de M^{me} Engel, directrice de cabinet de M^{me} Filippetti, que le ministère avait refusé le renouvellement du conseil d'administration du musée... ».

Etait en cause la reconduction par le ministère de trois « personnalités qualifiées » : Anne Sinclair, qui est l'une des descendantes d'un des grands marchands de Picasso (renommée depuis, elle a immédiatement démissionné et a été remplacée par Anne-Marie Charbonneaux), Jean-Paul Claverie, responsable du mécénat chez LVMH, qui envisageait par ailleurs le mécénat du musée réno-

vé, et la collectionneuse Maria Embiricos.

Qu'un établissement public soit privé de conseil d'administration, ce n'est déjà pas banal. Qu'il n'en soit pas prévenu, c'est encore plus rare. Au point qu'il s'est réuni, avec des représentants du ministère, le 29 novembre 2013, sans savoir qu'il n'existait plus. Et a

Le directeur va devoir trouver de l'argent : le musée s'est engagé à s'autofinancer à hauteur de 61 % la première année

voté en toute bonne foi le budget 2014 et plusieurs contrats dans le plus grand flou juridique, par la faute du ministère.

Fort heureusement, aucune contestation n'ayant été portée devant le juge administratif dans le délai requis (deux mois), l'irrégularité potentielle des délibérations est aujourd'hui couverte. De plus, en nommant Jérôme Bouët, ins-

pecteur général des affaires culturelles (IGAC), pour assurer l'intérim en attendant la nomination d'un nouveau président, la ministre a pris la précaution de l'investir tant de la présidence provisoire de l'établissement que de celle du conseil d'administration, ce qui lui conférerait le pouvoir de signature.

Toutefois, sa nomination a posé d'autres problèmes : elle lui confère la qualité de « personnalité qualifiée », ce que certains pourraient lui contester. Et en tant qu'inspecteur de l'IGAC, il est placé sous l'autorité de la ministre, ce qui accroît sensiblement – d'aucuns diraient abusivement – le poids des représentants de l'Etat dans le conseil d'administration.

Laurent Le Bon devra également repenser tout l'accrochage qu'avait prévu Anne Baldassari. La ministre lui avait bien proposé, « par respect pour le travail scientifique » conduit par elle, de réaliser l'accrochage de la collection pour la réouverture du musée, mais Anne Baldassari a répondu par voie de presse qu'elle n'avait pas vocation à « jouer les grouillots de

service ». Elle n'exclut pas d'engager une procédure, par l'entremise de son avocat, M^e Henri Leclerc, si on maintenait la disposition qu'elle avait prévue pour les œuvres, au titre du droit d'auteur. Elle n'exclut pas non plus d'entreprendre une procédure administrative pour « mesure disciplinaire déguisée », puisque la ministre a communiqué sur sa révocation quatre jours avant sa publication au *Journal officiel*, voire d'attaquer au pénal pour « harcèlement ».

Enfin, Laurent Le Bon va devoir trouver de l'argent : pour la première année de son fonctionnement, le musée s'est engagé à s'autofinancer à hauteur de 61 %. A titre de comparaison, des établissements publics comme le Centre Pompidou ou le Musée d'Orsay y parviennent, bon an mal an, à hauteur de 30 %. Sachant que la réouverture, reportée à septembre 2014 (au lieu du mois de juin), fait perdre au musée plus de deux mois de billetterie, durant une période où le touriste n'est pas rare à Paris, la tâche qui attend Laurent Le Bon n'est pas des plus faciles. ■

HARRY BELLET ET PHILIPPE DAGEN

Diana Damrau rejoint sans éclat la cohorte des tuberculeuses de « La Traviata »

A l'Opéra de Paris, la mise en scène de l'œuvre de Verdi par Benoît Jacquot, avec la soprano allemande dans le rôle-titre, laisse sans émotion

Opéra

Cette *Traviata* verdienne était sans doute le spectacle le plus attendu de la dernière saison, sous le mandat (écourté) de Nicolas Joel à la tête de l'Opéra de Paris. Parier sur Benoît Jacquot, le mettre en scène unanimement salué du *Werther* de Massenet, permettait au mieux que l'on bissât le succès de 2010, au pire, que le spectacle se glissât sans encombre au sein du répertoire grand public de l'Opéra de Paris.

Ce qui fut fait. Le mot d'ordre : oublier la dernière *Traviata* montée en 2007 au Palais Garnier par Christoph Marthaler sous Gerard Mortier, qui fit dire à certains avec

une certaine moue : « *Aller voir Alfredo passer la tondeuse dans le gazon d'Edith Piaf, très peu pour moi !* »

Même sécurité pour les voix : la Violetta internationale de l'Allemagne Diana Damrau est actuellement celle qui fait courir les foules, le Germont de Ludovic Tézier, l'un des meilleurs barytons verdiens du moment. Quant à l'Alfredo de Francesco Demuro, qui, comme sa consœur germanique, débute à l'Opéra de Paris, il prodiguait le soupçon de curiosité sans quoi l'opéra perd son statut de champion dans la catégorie du spectacle vivant.

Des météorites de décors monumentaux parsèment le vide sidé-

ral de la scène : une coiffeuse, le coin d'une table dressée, un vaste lit de cocotte à baldaquin, au-dessus duquel la célèbre *Olympia* de Manet. Le monde de la « dévoyée » est celui d'une solitude sur fond noir. Mue par attraction comme les marées, la foule avance et recule, quasi mécanique, machine à noyer socialement la femme qui, selon Benoît Jacquot, « a pris le mauvais chemin ».

La vie de Violetta inspire au cinéaste des plans esthétiques, qui sont autant de tableaux signifiants. Ainsi l'immense hêtre sous lequel Violetta et Alfredo, partis à la campagne, ont trouvé refuge, et dont, au nom de la bienséance, Germont viendra les déloger. La scène

s'obscurcira au fur et à mesure que Violetta consent au sacrifice, pour se rallumer brutalement comme un cri de révolte à la Scala de Milan en décembre 2013. Elle a rejoint la cohorte des tuberculeuses jaillissant de larges robes blanches en corolle. Elle se meut avec la même aisance sidérante entre les écueils

Style approximatif

Diana Damrau était la *Traviata* mal fagotée signée Dmitri Tcherniakov, qui ouvrait la saison dans un cri de révolte à la Scala de Milan en décembre 2013. Elle a rejoint la cohorte des tuberculeuses jaillissant de larges robes blanches en corolle. Elle se meut avec la même aisance sidérante entre les écueils

de la partition, mais l'on reste sans émotion devant la perfection technique d'un chant raffiné à l'extrême, sur lequel la vraie vie semble avoir peu de prise.

Remarqué depuis son *Com'e gentil* au Théâtre des Champs-Élysées en février 2012 dans *Don Pasquale*, de Donizetti, le ténor sarde Francesco Demuro semble perdu dans le gigantisme de Bastille. La voix est jolie mais le style approximatif et sans art. Le Français Ludovic Tézier a donné sans ambages une magnifique leçon de chant, accueillie aux saluts par une ovation. On n'a pas toujours compris le pilotage de Daniel Oren à la tête de l'Orchestre de l'Opéra de Paris, dont les fluctuations de tempos

ressemblaient aux écarts de conduite dans les embouteillages d'un retour de long week-end sur le périphérique parisien. ■

MARIE-AUDE ROUX

La Traviata, de Giuseppe Verdi. Avec Diana Damrau, Francesco Demuro, Ludovic Tézier, Anna Pennisi, Cornelia Oncioiu, Benoît Jacquot (mise en scène), Sylvain Chauvelot (décors), Christian Gasc (costumes), André Diot (lumières), Philippe Giraudeau (chorégraphie), Orchestre et chœur de l'Opéra national de Paris, Daniel Oren (direction musicale). Jusqu'au 20 juin. Tél. : 08-92-89-90-90. De 5 € à 195 €. Operadeparis.fr Diffusion sur France Musique le 7 juin, dans les cinémas UGC le 17 juin.

Les Meridian Brothers mixent folklore et électro

Le groupe colombien se produit à la neuvième édition du festival Villette Sonique

Musique

Lancé le 2 juin à Paris, le festival de musiques électroniques Villette Sonique prend son envol pour l'Amérique latine, à l'occasion de sa neuvième édition. Après le Brésilien Rodrigo Amarante et avant l'Argentine Juana Molina, les Colombiens Meridian Brothers vont emporter, le 7 juin, les festivaliers dans leur univers onirique, entre expérimentations électroniques et exploration du folklore régional.

Dans leur dernier album *Salvadora Robot*, le chanteur, Eblis Alvarez, cerveau du groupe, fait percuter le merengue de la République dominicaine avec un chant guerrier entêtant, *Somos los residentes*. Puis, il défend le reggaeton dans une fable absurde, *Baile ultimo*, où un danseur serait envoyé sur la chaise électrique pour avoir porté atteinte à la morale.

Enfin, il invente un festival « valenato », musique créée par des fermiers colombiens et récupérée par les paramilitaires, dans un lieu bien réel, lui, à Bogota, le Matik Matik : « *C'est un endroit important pour les musiques expérimentales, justifie Eblis Alvarez. Le mouvement des nouvelles musiques colombiennes grandit au Matik Matik. C'est un bar où toute la semaine, on peut assister à des concerts de jazz, de musique folk, venir voir des films. C'est un endroit salvateur où chaque musicien peut expérimenter. C'est là que nous avons donné notre premier concert.* »

Comme beaucoup de compositeurs, de chercheurs de nouveaux sons, Eblis Alvarez, fils de biologistes, part d'abord en exil au début des années 2000. A Copenhague, où il est inscrit dans une école de musique, il cumule trois emplois, entre 24 et 30 ans : compositeur pour un ensemble classique, chanteur en danois dans une église, et pianiste dans un conservatoire de danse. Mais le mal du pays le gagne, même s'il est sans réserve sur sa terre natale : « *Au Danemark, dit-il, j'ai expérimenté une autre*

société, avec un esprit très socialiste, en total contraste avec la Colombie qui peut parfois être très injuste. Il y a beaucoup de ségrégation entre les classes sociales, avec une mentalité très individualiste. Pourtant un jour, je me suis senti très seul au Danemark. J'ai annulé mes trois boulots et je suis rentré. »

Isaac Newton, ce héros

A Bogota, il remonte le studio d'enregistrement de son adolescence qu'il s'était bricolé dans sa chambre, lui donne le nom d'un de ses héros, Isaac Newton, retrouve ses copains de lycée, et participe à plusieurs formations : guitariste pour le quatuor Cumbia dub, Frente Cumbiero, puis le trio punk, Las Pirañas, et compositeur aux côtés de Quantic, Ondatropica.

Meridian Brothers reste cependant sa priorité : « *C'est mon laboratoire personnel*, dit-il. *Inscrit au conservatoire depuis que j'ai 8 ans, je voulais trouver à 19 ans une autre manière de jouer des instruments. Au début, je donnais aux musiciens un violoncelle, une guitare, une clarinette... Ils n'arrivaient pas à jouer comme je voulais, alors je me suis mis à les jouer moi-même et à en tirer les sons que je voulais.* »

Erudit, Eblis Alvarez n'en méprise pas pour autant les musiques populaires. Dans son précédent album, *Esperanza*, il avait emprunté le procédé de production de la cumbia rebajada, une sorte de cumbia ralentie créée par les jeunes des quartiers pauvres de Monterey au Mexique. Pour ce nouvel opus, ce sont les chanteurs de reggaeton, taxés de vulgarité, qu'il défend : « *On le disait du tango en Argentine dans les années 1920, mais aussi du blues. Ce sont des musiques qui sont nées à la marge, où se côtoyaient les prostituées et les voyous. Je pense que le reggaeton pourrait être une bonne source pour le renouvellement des musiques latines.* » ■

STÉPHANIE BINET

The Meridian Brothers, avec Eric Copeland, Hailu Mergia à partir de 14 h 30, samedi 7 juin, Parc de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e.

INSTANTANÉ JAZZ

Thomas de Pourquery reprend Sun Ra à la racine

AVEC SES AIRS de Raspoutine joyeux, sa barbe rousse au cor-deau, cette date de naissance impeccable (7/07/77) ; mais aussi ce regard de bonté que l'on ne connaît qu'aux amis qui vous veulent du bien, Thomas de Pourquery est chanteur, saxophoniste lyrique ou rugissant. Son groupe, le Thomas de Pourquery Supersonic, emballe le New Morning, à Paris, par la seule joie d'emballer. Plus le savoir-faire (1 CD L'Autre musique). Ça envoie du lourd, du subtil, plein de délires éruptifs, et ces instants de chansons légères qu'on allait oublier. Ici, peu de survivants à avoir vu Sun Ra à l'œil et à l'oreille nus. Le Thomas de Pourquery Supersonic joue sa musique. Et ça donne.

Jouer, vous pouvez jouer plus ou moins bien Monteverdi, Bach, Duke Ellington, quant à jouer Sun Ra, macache. « Sun Ra » (1914-1993), pianiste, synthétiseur, compositeur et leader afro-américain ; Sun Ra, dont on n'est sûr de rien, ni de sa date de naissance à Birmingham (Alabama), ni de son nom, ni de son parcours exact sous le pseudo de « Sonny Blount », est injouable. On le cartographie un peu mieux à partir de 1948, mais quand il se lance sur des claviers électriques bricolés à

l'amicable, les bons amateurs de jazz tirent leur révérence.

Et quand il devient le prince très digne d'une légion de musiciens qui déjantent le « free jazz » en personne, on se méfie. Gourou, imposeur, génie insaisissable ? Ceux qui, au début des années 1970, choisissent la troisième option, s'emballent sans réserve pour ce qui ne saurait se répéter.

Partout, grâce à ce malentendu charmant, dans les fêtes politiques, le Solar Arkestra balade une idée inouïe de la musique à voir et à entendre. Était-ce bien sérieux ? Tout employé à se laisser embarquer, on ne s'est jamais posé la question.

La puissance détonante du Thomas de Pourquery Supersonic, c'est de faire comme si. Osant reprendre les musiques de Sun Ra à la racine. Arnaud Roulin, claviers, Edward Perraud, tambours, Frederick Galiay, basse, Fabrice Martinez, trompette et bugle, Laurent Bardainne, ténor et baryton, tous au charbon dans l'électronique et les chants, Pourquery à la manœuvre, ils réalisent l'impossible. Restituer la musique de Sun Ra par l'esprit, la violence et la drôlerie. La pure envie du cœur et de l'amour. ■

FRANCIS MARMANDE

Albin de la Simone sort de l'ombre

Le chanteur et pianiste, entouré d'une bande d'artistes, donnait un concert aux Bouffes du Nord

Musique

Rien que pour avoir chanté, dans son dernier album, *Un homme* (2013), « *Mes épaules, mes épaules, mes épaules pas bien gaulées, pas baraquées, pas balèzes* », Albin de la Simone méritait sa place dans un festival baptisé Fragile. Depuis plusieurs années, le théâtre parisien des Bouffes du Nord accueille en effet ces soirées faisant l'éloge de la vulnérabilité. Avant de présenter un set acoustique du rappeur Oxmo Puccino et trois concerts de Brigitte Fontaine, Fragile offrirait à ce chanteur et pianiste la possibilité de prouver, mardi 3 juin, les ressources de sa délicatesse.

Une invitation d'autant plus cohérente que, depuis un an et demi, Albin de la Simone a élaboré un principe de concerts ne s'appuyant que sur l'amplification minimale de sa voix et de son piano électrique (remplacé par un piano à queue dans la seconde partie du spectacle). Accompagné de deux remarquables cordes – la violoncelliste Maëva Le Berre et la violoniste Anne Millioud-Gouverneur – jouant, elles, sans sonorisation, il profite de l'écran dénudé des Bouffes pour pousser plus loin son concept acoustique et l'enrichir d'un florilège d'invités singuliers cette étape parisienne.

Car les frères épaules de cet Amiénois de 43 ans ont suffisamment d'envergure pour avoir porté de multiples collaborations. Parallèlement à sa carrière solo, cet ancien étudiant en arts plastiques, fils d'un musicien passionné de jazz, s'est constitué un impressionnant CV de réalisateur artistique, arrangeur et instrumentiste.

Si des affinités ont pu créer un effet de bande générationnelle – avec des chanteurs à tendance intimiste tels JP Nataf, Bertrand Belin, Mathieu Boogaerts, Bastien Lallemand... –, la diversité de ses participations témoigne de sa polyvalence. Il a aussi mis son élégance au service de Jean-Louis Aubert, Iggy Pop, Keren Ann, M, Raphaël, Angélique Kidjo, Arthur H, Shaka Ponk ou Vanessa Paradis, dont il a arrangé et accompagné une tournée acoustique. Celle-ci l'a



Sur scène avec Lou Doillon, mardi 3 juin, au Théâtre des Bouffes du Nord, à Paris. FRANCIS VERHNET/DALLE

d'ailleurs mis sur la voie de son spectacle actuel.

Cet homme de l'ombre a d'abord eu du mal à mettre en lumière sa propre discographie. La faute peut-être à des premières chansons gentiment excentriques, mais peu chargées d'émo-

Les frères épaules de cet Amiénois ont assez d'envergure pour avoir porté de multiples collaborations

tions. Certaines l'accompagnent encore comme *Tu es là, Quand j'aurai du temps* ou *Elle aime*, très marquées par l'influence du groove lunaire de Mathieu Boogaerts.

Costume cravate et cheveux courts, Albin de la Simone peut

présenter l'apparence lisse d'un personnage de BD ligne claire. Assis dans le public, les invités de la soirée le rejoignent sur scène et lui volent parfois la vedette. Après avoir repris, seul, une des premières chansons de Christophe Miossec, *La Fidélité*, jouant du décalage entre sa voix sage et la rudesse des textes (« *Mais si ma bite et mon cœur font grève/je peux très bien me toucher* »), il confie au Brestois un de ses morceaux, *Ici hier*, tiré de l'album *Un homme*. Miossec, dont le dernier opus, *Ici-bas, ici même*, a été subtilement réalisé par le pianiste, habite ce titre avec ses propres éraflures et transcende l'original.

De la même façon, Vincent Delerm semble manier mieux que lui le décalage loufoque de *Elle aime* ; de même le pianiste virtuose Alexandre Tharaud, le clavier romantique de *La Fuite*, quand Camélia Jordana le dépasse en

gouaille dans *La Première Femme*.

Albin de la Simone n'en ressort pas moins grandi d'un spectacle qu'il mène avec un charme malicieux, un humour séduisant, une douce mélancolie mêlée d'ironie, d'autant plus touchante que les chansons de *Un homme* sont plus ancrées dans la réalité des sentiments et les faiblesses masculines.

Aidé par la belle complicité tissée avec ses deux cordes et la fluidité de précision de la scénographie, le chanteur sait aussi jouer de sa connivence avec un public prêt à produire des sifflements (*J'ai changé*) ou des sons de synthétiseurs (pour la reprise de *Fade to Grey*, de Visage, avec Lou Doillon) à la demande de l'arrangeur et maître de cette cérémonie aussi fragile qu'enthousiasmante. ■

STÉPHANE DAVET

Concert : Le 12 juillet, aux Francofolies de La Rochelle

« Jubilatoire »
Le Parisien

★★★★★
New York Daily News

« Le meilleur film de l'année »
The Huffington Post

christian
BALE

bradley
COOPER

jeremy
RENNER

amy
ADAMS

et jennifer
LAWRENCE

AMERICAN BLUFF

LE 5 JUIN en BLU-RAY, DVD, ÉDITION COLLECTOR ET VOD sur **cinéma[s]** @ la demande

A Dakar, plusieurs actes de censure révèlent une montée de l'homophobie

L'Etat sénégalais a ordonné la fermeture temporaire de deux centres d'art qui exposaient des œuvres évoquant l'homosexualité, en parallèle de la biennale d'art contemporain Dakart

Arts

In'y a pas de problème vis-à-vis de l'homosexualité au Sénégal. » Cette antienne, l'artiste sénégalaise Mame Diarra Niang l'a maintes fois entendue. En dernier lieu dans la bouche de la galeriste dakaroise Aissa Dione. Celle-ci avait accueilli, le 11 mai, sa performance dédiée à un homosexuel sénégalais exhumé d'un cimetière, et que ses parents, en désespoir de cause, avaient enterré chez eux. Aissa Dione a dû depuis réviser son jugement. Cédant à la pression exercée par l'organisation islamique Jamra et l'observatoire de veille Mban Gacce, l'Etat sénégalais a ordonné, le 31 mai, la fermeture temporaire de la galerie.

Le centre d'art dakarois Raw Material Company, qui organisait l'exposition « Image précaire. Visibilité gay en Afrique », a subi le même sort. Les deux manifestations étaient organisées en parallèle de la Biennale Dakart, qui ferme ses portes le 8 juin.

Cette censure témoigne d'une effrayante escalade de l'homophobie en Afrique. Lors de notre visite, en mai, de Raw Material Company, sa directrice, Koyo Kouoh, nous avait alertés : « Il y a de plus en plus de délations, d'intimidations. Le paradoxe, c'est que le Sénégal est un pays de grande tolérance mais aussi de conditionnement social important. » Pour éveiller les consciences, elle avait programmé

un cycle d'un an sur la question des libertés individuelles.

Au menu du volet censuré se trouvaient *Collage*, un film du Franco-Algérien Kader Attia sur les transsexuels d'Alger à Bombay, ainsi que deux galeries de portraits d'homosexuels par la Sud-Africaine Zanele Muholi et le Nigérian Andrew Esiebo.

Culotté ? Oui, mais Koyo Kouoh pensait alors que l'art jouissait d'une certaine immunité. « La société sénégalaise est très conformiste, mais des expositions comme celles-là peuvent se faire, nous avait-elle déclaré. Le contexte artistique est une protection. » Tant qu'il reste confidentiel, sans doute. Mais dès que l'art sort de l'ombre, la chasse aux sorcières commence.

Dans la nuit du 12 au 13 mai, un groupe d'inconnus a vandalisé la devanture et les lumières du centre d'art. « C'est la première fois qu'une telle chose se produit depuis notre ouverture voilà trois ans », s'étonne encore une employée de l'établissement, situé dans un quartier résidentiel sans histoire.

Le vernissage, organisé deux jours auparavant, s'était d'ailleurs déroulé dans une bonne ambiance. Idem pour la performance de Mame Diarra Niang. « Il y a eu beaucoup de monde, des familles avec des enfants qui posaient des questions, raconte l'artiste. Le surlendemain, quand j'ai appris que Raw

Material Company avait eu sa devanture cassée, j'ai eu le pressentiment que les choses allaient mal tourner. » Sept jours après la performance, Mame Diarra Niang a jugé bon de rentrer à Paris.

Elle a été bien inspirée. Car, depuis une quinzaine de jours, une frange rigoriste se déchaîne dans la presse sénégalaise. « Des articles ont commencé à sortir avec ma photo. Au début, les propos étaient mesurés, puis, d'un coup, c'est devenu virulent », explique l'artiste.

Depuis une quinzaine de jours, une frange rigoriste se déchaîne dans la presse sénégalaise

Le site Ndarinfo rapporte les propos vindicatifs d'un collectif de défenseurs des valeurs morales : « Un gouvernement qui veut protéger une minorité qui continue d'agresser une majorité en permanence, tôt ou tard, ça va basculer dans la violence, s'il n'y prend garde. »

La charge la plus nauséabonde se lit sur le site Rewmi.com : « La biennale, tant adulée dans les cercles artistiques du Sénégal et de la sous-région, a failli être accaparée par une bande de soi-disant artis-

tes aux mobiles obscurs, et sombrer dans la perversité. »

S'abritant derrière l'article 319 du code pénal du Sénégal qui réprime l'homosexualité – comme dans 37 autres pays africains –, l'auteur évoque les « énormes dégâts psychologiques » sur la jeunesse. Rien de moins !

« Tout cela a pris des proportions hallucinantes alors que le Sénégal était réputé pour son Islam modéré, regrette Kader Attia. Je trouve inquiétant ce retour de manivelle par rapport à une biennale qui incarne un désir d'ouverture. »

Cocommissaire de l'édition 2014 de Dakart, Elise Atangana n'est guère surprise par la hargne médiatique. « Ce type d'exposition n'était pas anodin, c'était un risque, estime-t-elle. Koyo Kouoh en avait conscience. Je n'ai pas l'impression que les gens soient encore prêts au débat. »

De rares médias locaux veulent pourtant y croire. « Que l'on soit pour ou contre l'homosexualité, les images donnent un droit de regard sur ce phénomène ou une piste de réflexion sur la quête de la liberté individuelle », peut-on lire sur le site Times24.info. Bien qu'elle ne pense pas pouvoir retourner de sitôt à Dakar, Mame Diarra Niang ne regrette pas son geste : « Il fallait porter une parole. Cette affaire montre à quel point nos œuvres, nos actions peuvent compter. » ■

ROXANA AZIMI

SOCIAL

Les intermittents du spectacle font monter la pression

Lors d'une assemblée générale qui s'est tenue mardi 3 juin, l'équipe du festival de théâtre montpelliérain le Printemps des comédiens a confirmé le mouvement de grève décidé quelques jours plus tôt et l'annulation du premier spectacle, *Vader (Père)*. Chaque jour, les équipes artistiques se prononceront sur la poursuite ou non de la grève. Au cœur du conflit, le dossier de l'assurance-chômage des artistes et des techniciens du spectacle, avec la menace, partout en France, de perturbation durant les festivals de l'été. Mercredi 4 juin, les partenaires sociaux devaient se réunir en vue de l'agrément par le ministère du travail de l'accord du 22 mars sur l'assurance-chômage.

Mardi 3 juin, la ministre de la culture et de la communication, Aurélie Filippetti, avait allumé un contre-feu, évoquant notamment « la tenue d'Assises de l'intermittence », qui pourraient avoir lieu « sous l'égide » des parlementaires de la Commission des affaires culturelles et des affaires sociales de l'Assemblée nationale, ainsi que la constitution « d'un fonds d'accompagnement pour les plus pauvres » des intermittents. Interrogé par *Le Monde*, le cabinet du ministre du travail a nuancé le propos : « Un fonds, cela nécessite de l'argent, une réflexion approfondie. » « De la com pour éteindre le feu », a critiqué le comédien et membre de la Coordination des intermittents et précaires Samuel Churin. ■ CLARISSE FABRE

Théâtre Muriel Mayette-Holtz a présenté la saison 2014-2015 de la Comédie-Française

Muriel Mayette-Holtz a annoncé, mardi 3 juin, la programmation de la prochaine saison à la Comédie-Française. « C'est peut-être la dernière fois que je présente une saison », a glissé l'administratrice depuis huit ans de la Comédie-Française, en disant sa « fierté » d'avoir assuré ses fonctions et embauché 37 jeunes comédiens. La Comédie-Française présentera 14 créations pour la saison 2014-2015, dont un *Tartuffe*, avec Didier Sandre et Michel Vuillermoz, *Trahisons*, d'Harold Pinter, mis en scène par Frédéric Béliet-Garcia, ou *La Dame aux jambes d'azur*, de Labiche, monté par Jean-Pierre Vincent. – (AFP)

Art Retour au Cambodge de statues khmères volées il y a quarante ans

Trois statues exceptionnelles de l'art khmer du X^e siècle sont retournées, mardi 3 juin, au Cambodge. Elles avaient été volées dans le temple de Koh Ker près d'Angkor il y a quarante ans et avaient été retrouvées aux Etats-Unis. « Après avoir survécu aux guerres civiles, aux pillages, aux trafics et aux voyages à travers le monde, ces trois statues ont maintenant retrouvé leur liberté », s'est félicité le vice-premier ministre cambodgien, Sok An, lors d'une cérémonie à Phnom Penh. Les trois statues seront exposées au Musée national de Phnom Penh. – (AFP)

emirates.fr

Des champions d'exception

Félicitations aux équipes du Real Madrid, d'Arsenal, du Paris Saint-Germain et du New York Cosmos pour leurs victoires cette saison.



Vainqueurs de la UEFA Champions League et de la Copa Del Rey



Vainqueurs de la FA Cup



Vainqueurs de la Coupe de la Ligue et de la Ligue 1



Vainqueurs de la NASL Soccer Bowl et de la NASL Soccer League

*Bonjour Demain

Hello Tomorrow*

Emirates

Derrière le « Qatargate », la guerre Blatter-Platini

Les accusations de corruption liées au Mondial 2022 au Qatar servent les intérêts du patron de la FIFA

Football

A l'UEFA, on en est convaincu : « *Tout ça, c'est la parano de Blatter qui a peur que Michel [Platini] se présente contre lui à la présidence de la FIFA.* » « *Tout ça* », ce sont les lourds soupçons de corruption qui s'accumulent au-dessus du Qatar depuis que le petit émirat a obtenu, à la surprise générale, le 2 décembre 2010, l'organisation du Mondial 2022.

Dimanche 1^{er} juin, le *Sunday Times* fait sa « une » sur « *le complot pour acheter la Coupe du monde* » et accuse, documents à l'appui, le Qatar Mohamed Ben Hammam, ex-patron de la Confédération asiatique de football et ancien vice-président de la Fédération internationale, d'avoir versé plus de 5 millions de dollars (3,7 millions d'euros) de pots-de-vin à des membres de la FIFA. Mardi 3 juin, un autre journal britannique, *The Daily Telegraph*, titre : « *La France mêlée au scandale de la Coupe du monde au Qatar* » et accuse le président de l'UEFA, Michel Platini, d'avoir rencontré « *en secret* » le sulfureux Ben Hammam, en novembre 2010, quelques jours avant le vote. « *Je suis le seul membre du comité exécutif de la FIFA qui a dit publiquement pour qu'il lui avait voté – preuve de ma totale transparence – et que personne ne me dicte ma conduite*, a réagi mardi, par voie de communiqué, l'ancien numéro 10 des Bleus. *Je ne suis plus étonné par la diffusion de rumeurs sans fondement qui vise à salir mon image dans un moment important pour l'avenir du football. Plus rien ne me surprend !* »

Le 10 juin, soit deux jours avant le match d'ouverture du Mondial au Brésil, est prévu à Sao Paulo le congrès de la FIFA. Joseph Blatter, 78 ans, devrait y officialiser son intention de se porter candidat à un cinquième mandat à la tête de l'institution qu'il dirige d'une



Michel Platini et Sepp Blatter, lors de la demi-finale du dernier Euro, entre l'Allemagne et l'Italie à Varsovie, le 28 juin 2012. ALEX GRIMM/GETTY IMAGES

main de fer depuis 1998. Michel Platini, 58 ans, a fait savoir qu'il réserverait sa décision après la Coupe du monde. L'élection est prévue en mai 2015. Il y a quatre ans, le Français avait renoncé à se présenter face à son ancien « ami », déçu que « *Sepp* » renonce à une retraite bien méritée.

Depuis, entre les deux plus hauts dirigeants du football mondial, la guerre fait rage. Et le Qatar est devenu la meilleure arme de Blatter. Le patron de la FIFA sait

que l'attribution du Mondial 2022 au riche émirat est de plus en plus contestée : en raison du climat extrême qui rend impossible la tenue d'un tournoi en été et des conditions, tout aussi extrêmes, dans lesquelles travaillent des milliers d'ouvriers sur les chantiers de Doha. Le Suisse sait surtout que le Français, membre du comité exécutif de la FIFA, a voté pour l'émirat. Ce qui n'est pas son cas, puisque sa fonction de président lui interdit de prendre part au vote.

Alors le 16 mai, Blatter attaque. Dans un entretien à la Radio Télévision Suisse, il reconnaît que « *oui, bien sûr* », confier l'organisation du Mondial 2022 au Qatar était une « *erreur* » et en rejette la responsabilité sur le comité exécutif de la FIFA. Puis de lâcher : « *Je ne dirai jamais qu'ils ont acheté le Mondial, c'était la poussée politique aussi bien en France qu'en Allemagne.* » Allusion au désormais fameux déjeuner élyséen auquel le président Sarkozy avait convié

Michel Platini. Autour de la table, l'émir et le premier ministre du Qatar, ainsi que Sébastien Bazin, le représentant de Colony Capital, alors propriétaire du Paris Saint-Germain en quête d'un reprenneur. Un déjeuner organisé le 23 novembre 2010, une semaine avant le vote en faveur du Qatar, et six mois avant le rachat du PSG par le fonds d'investissement qatari QSI, qui alimente depuis les suspicions de collusions d'intérêts. D'autant que le fils de Platini, Lau-

rent, a intégré la direction juridique de QSI en janvier 2012. « *Je vois mal le chef de l'Etat suisse recommander au président de la FIFA de voter pour untel ou untel* », persifle Blatter.

Michel Platini a toujours assuré que Nicolas Sarkozy ne lui avait jamais demandé de voter pour le Qatar, bien qu'initialement sa voix semblait plutôt se porter vers la candidature des Etats-Unis. « *Il n'a jamais rencontré des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays candidats à l'organisation de la Coupe du monde. Poutine [dont la Russie a obtenu l'organisation du Mondial 2018] l'avait invité, mais il a refusé, confie au Monde, un proche du patron de l'UEFA. La seule exception, c'est quand Nicolas Sarkozy l'a invité à l'Elysée. Et Michel avait été*

« Des rumeurs sans fondement qui visent à salir mon image »
Michel Platini

surpris de la présence de l'émir. » Un proche conseiller de Michel Platini assure que la rencontre, quelques jours plus tôt, avec Ben Hammam, n'avait « *rien de secret* » non plus et était sans rapport avec la candidature du Qatar. « *C'était un simple petit déjeuner dans un hôtel de Zurich en marge d'un comité exécutif de la FIFA. Ben Hammam a demandé à Michel de se présenter contre Blatter à la tête de la FIFA. Il a refusé et Ben Hammam lui a alors dit qu'il se présenterait lui-même. Blatter le sait.* »

Quelques semaines plus tard, le Qatar se porte candidat contre Blatter. Mais juste avant l'élection, il est suspendu pour avoir proposé 40 000 dollars à des responsables caribéens en échange de leurs soutiens. A l'UEFA, on est convaincu que les pots-de-vin distribués par Ben Hammam n'étaient pas destinés à « *acheter* » le Mondial 2022, comme le laisse entendre l'enquête du *Sunday Times*, mais à rallier des voix en vue de sa propre élection à la tête de la FIFA. Et on souligne que Ben Hammam n'était pas en odeur de sainteté auprès de la famille royale qatarie.

Par une extraordinaire coïncidence, mardi, l'ancien procureur de New York, Michael J. Garcia, chargé depuis le début de l'année par la FIFA d'enquêter sur les conditions d'attribution du Mondial au Qatar, a déclaré que la phase d'investigation serait bouclée d'ici au 9 juin mais que son rapport ne serait pas finalisé avant six semaines. De quoi entrevoir une trêve entre Blatter et Platini pendant le Mondial au Brésil. ■

STÉPHANE MANDARD

L'avant-Mondial, une période propice pour les matchs truqués

L'AUTRE dossier sensible qui agite le monde du football est celui des matchs truqués. Une association d'opérateurs de paris en ligne a dénoncé, mardi 3 juin à Bruxelles, une forte augmentation du nombre de matchs manipulés dans les championnats européens en 2013-2014. « *De lourds soupçons pèsent sur 460 rencontres, et pour 110 d'entre elles, il n'y a aucun doute* », a indiqué le député européen belge Marc Tarabella.

La période qui précède le Mondial – avec son lot de matchs de préparation – se révèle propice. La FIFA a ainsi établi « *qu'au moins cinq matchs amicaux* » ont été tru-

qués avant la Coupe du monde 2010. Pendant la rencontre entre l'Afrique du Sud et le Guatemala, remportée (5-0) par le pays hôte, « *deux penalties ont été sifflés pour des mains dans la surface alors que le ballon n'avait jamais approché cette partie du corps* ». L'arbitre nigérien aurait aussi déposé 100 000 dollars (73 000 euros) dans une banque sud-africaine, et une société-écran basée à Singapour aurait facilité la manipulation de la rencontre.

Truquer un match lors d'une phase finale n'est pas impossible mais s'avère plus compliqué. « *Compte tenu de l'enjeu impor-*

tant, des salaires élevés des joueurs et du nombre de caméras, le risque de trucage pour ce type de match m'apparaît limité, explique Charles Coppolani, le président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne. *Mais il existe.* »

Rencontre surveillée

Les matchs amicaux internationaux seraient plus sensibles car ils se déroulent à la fin des championnats nationaux, au moment où l'offre de paris sur le foot se tarit. Mais aussi parce que l'enjeu sportif y est faible, et qu'un joueur qui « *lève le pied* » risque moins de compromettre sa carrière.

Avant même son coup d'envoi, la rencontre amicale entre l'Ecosse et le Nigeria, mercredi 28 mai à Londres, était surveillée par les autorités britanniques à la suite de mouvements anormaux de paris en Asie. Si le score final (2-2) n'a rien révélé de suspect, le comportement de certains joueurs – notamment du gardien nigérian qui a (maladroitement) propulsé le ballon dans son but sur une sortie – a conduit la National Crime Agency à ouvrir une enquête. « *Comme ils évoluent à des postes sensibles, le gardien de but et les défenseurs peuvent se révéler intéressants pour les organisations de*

paris clandestins, explique Christian Kalb, coauteur de *Blanchiment d'argent, un nouveau fléau pour les paris sportifs* (Ed. Iris, 2013). *Ceux qui ont des soucis financiers, une dépendance au jeu ou à l'alcool sont aussi recherchés.* »

Afin de tromper les radars de détection, les organisations « *ventilent* » leurs mises sur plusieurs opérateurs. En quelques minutes, ce sont des milliers de paris, au montant suffisamment faible pour être indétectable, qui sont enregistrés. Cette technique, dite des « *petits bateaux* », est utilisée par les triades chinoises. ■

PIERRE LEPIDI

Avec Simona Halep, la jeunesse prend le pouvoir à Roland-Garros

La joueuse roumaine de 22 ans est en lice pour une place en demi-finales face à l'expérimentée Svetlana Kuznetsova

Tennis

I l y a au moins trois raisons d'avoir déjà entendu parler de Simona Halep. Premièrement, parce que la Roumaine, 22 ans et tête de série numéro 4, devait disputer mercredi 4 juin les quarts de finale contre la Russe Svetlana Kuznetsova. Deuxièmement, parce que la jeune femme s'était imposée à Roland-Garros chez les juniors en 2008. Enfin, parce que la joueuse a longtemps dû sa (relative) célébrité à son opulente poitrine, qu'elle considérait comme un handicap, au point de décider de subir, en 2009, une réduction mammaire : « *Ma poitrine me gênait physiquement, surtout au service, a-t-elle expliqué à la suite de l'opération. Elle était si lourde que j'avais régulièrement des douleurs dans le dos.* »

Aujourd'hui, c'est bien grâce à ses résultats sur les courts que Simona Halep fait parler d'elle. Depuis l'élimination des principales têtes de série du tableau féminin – Serena Williams, Na Li et Agnieszka Radwanska –, la numéro 4 mondiale fait figure de prétendante crédible au titre Porte d'Auteuil. Il y a un an, à la veille du Grand Chelem parisien, la Roumaine était encore classée 64^e.

« Prendre la relève »

Le déclin s'est produit en mai 2013, lors du tournoi de Rome. Sortie des qualifications, la joueuse au petit gabarit (1,68 m pour 60 kg) s'était hissée jusqu'en demi-finale, où elle s'était inclinée contre Serena Williams. La native de Constanta, sur les rives occidentales de la mer Noire, avait battu au passage Agnieszka Radwanska, Jelena Janko-

vic et... Svetlana Kuznetsova, son adversaire du jour. « *C'est là que j'ai commencé à bien jouer*, a-t-elle raconté jeudi 29 mai en conférence de presse. *A ce moment-là, [ces victoires] m'ont donné davantage confiance en moi.* »

Au cours de cette saison 2013, elle brandit le premier trophée de sa carrière, puis un deuxième... Au final, elle décroche six titres, sur

Chez les hommes, une surprise nommée Gulbis

Dans le tableau messieurs, Novak Djokovic peut encore espérer remporter le seul tournoi du Grand Chelem qui manque à son palmarès puisqu'il s'est qualifié, mardi 3 juin, pour le dernier carré du tournoi. Malgré un service surpuissant, le Canadien Milos Raonic n'a jamais paru inquiéter le Serbe,

toutes les surfaces (gazon, dur et terre battue) et termine l'année au 11^e rang mondial. Une ascension fulgurante qui lui a valu le Prix de la meilleure progression de l'année, décerné par la WTA, le circuit professionnel féminin. Cette droitrière au jeu de fond de court a débuté 2014 sur sa lancée (victoire à Doha, finaliste à Madrid). La voilà engagée dans son deuxième quart de finale

qui l'a battu en trois sets (7-5, 7-6, 6-4). En demi-finale, le n°2 mondial défiera Ernests Gulbis, qui s'est défait du Tchèque Tomas Berdych (6-3, 6-2, 6-4). Une première en Grand Chelem pour le Letton, qui intégrera la semaine prochaine le Top 10... à moins que le Français Gaël Monfils ne remporte Roland-Garros.

de Grand Chelem de l'année après avoir atteint ce même stade de la compétition à l'Open d'Australie.

Depuis le début de la quinzaine, elle n'a concédé aucun set et, en quatre matchs, a lâché seulement dix-huit jeux. Mais il lui faudra tenir tête à l'expérimentée Svetlana Kuznetsova, qui dispute pour la septième fois de sa carrière les quarts de finale à Roland-Garros, où elle s'était imposée en 2009. « *Je vis le meilleur moment de ma carrière, je dois prendre du plaisir sur le court et saisir les occasions qui se présentent à moi* », estime Simona Halep. Et d'ajouter : « *Peut-être que l'heure est venue pour nous, les jeunes joueuses, de prendre la relève.* »

Une nouvelle génération ambitieuse dont fait partie la pétillante Eugénie Bouchard, 20 ans, première Canadienne à atteindre le dernier carré à Roland-Garros, après sa

victoire, mardi 3 juin, en trois sets (7-6, 2-6, 7-5) contre l'Espagnole Carla Suarez Navarro. En demies, elle retrouvera son « *idole* », Maria Sharapova, qui s'est sortie du piège tendu par Garbine Muguruza (20 ans elle aussi), tombeuse de Serena Williams et autre révélation du tournoi. L'Espagnole a sérieusement malmené la Russe avant de craquer mentalement (1-6, 7-5, 6-1).

Mais face à la jeune garde, la « *vieille* » Maria (27 ans tout de même) n'a pas dit son dernier mot. Même la mère d'Andy Murray, sur Twitter, a vanté ses mérites de battante : « *Sharapova est comme un sachet de thé. Placez-la dans l'eau chaude et vous verrez à quel point elle est forte.* » Une métaphore que la Russe, lorsqu'elle lui a été rapportée, n'a toutefois pas eu l'air de goûter. ■

ELISABETH PINEAU

Damoiselle

1150

Minette

1950

MEUF

1980

LE
MONDE
DE DEMAIN.
PARLONS-EN
AUJOURD'HUI.

2014

Le Monde
FESTIVAL

20-21 SEPT. 2014

OPÉRA BASTILLE

PALAIS GARNIER

lemonde.fr/festival

#LeMondeFestival



L'ORÉAL



NESPRESSO.
FABERNOVEL

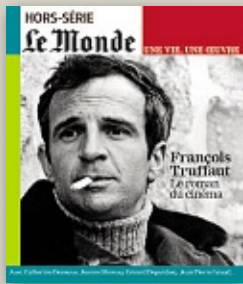


en vente actuellement

En kiosque



Hors-série



Hors-série



7 matières pour réussir votre bac

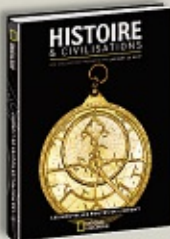
Collections

Les petits polars



Actuellement en kiosque le vol. n°5
COMME UN CRABE, DE CÔTÉ
de M. Ledun, illustré par C. Berberian

Le Monde HISTOIRE & CIVILISATIONS



Dès jeudi 5 juin,
le volume n°20 **LES NOUVELLES ROUTES DE L'ORIENT**

GAINSBOURG



Dès jeudi 5 juin,
le CD-livret n°22
BAD NEWS FROM THE STARS

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Tél. : 32-89 (0,34€ TTC/min)
www.lemonde.fr/abojournal

Boutique du Monde

80, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris
M° Glacière ou Corvisart
Tél. : 01-57-28-29-85
www.lemonde.fr/boutique

Le Carnet du Monde

Tél. : 01-57-28-28-28

Professionnels

Service des ventes

Tél. : 0-805-05-01-47

Le Monde
Le Carnet

Vos grands événements

Naissances, baptêmes,
fiançailles, mariages,
anniversaires de naissance

Avis de décès, remerciements,
messes, condoléances,
hommages, anniversaires de décès,
souvenirs

Colloques, conférences,
séminaires, tables-rondes,
portes-ouvertes, forums,
journées d'études

Soutenances de mémoire, thèses,
HDR.

Expositions, vernissages,
signatures, lectures,
communications diverses

Pour toute information :

☎ 01 57 28 28 28

☎ 01 57 28 21 36

✉ carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Naissances

Pascale et Pierre-Marie,
les parents,
Clément et Adrien,
les grands frères,
ont le bonheur d'annoncer la naissance,
le 31 mai 2014, de

Diane DEBREUILLE.

Famille FABRÈGES.
Famille TEISSEDRÉ.

Nous sommes si heureux d'annoncer
la naissance de

Gabriel FABRÈGES,

le 27 mai 2014,

petit frère de

Timothée,

chez

Xavier et Cécile.

Décès

Catherine Robin,
sa compagne,
Henri Agulhon,
Jacques Agulhon et Martine Simoni,
Pierre Agulhon et Arielle Gaubert,
ses fils et belles-filles,
leurs enfants et petits-enfants,
Hélène Mesliand, née Agulhon,
et Claude Mesliand,
sa sœur et son beau-frère,
leurs enfants et petits-enfants,
Maurice Bouyard,
son cousin,

ont la douleur de faire part du décès,
le mercredi 28 mai, de

Maurice AGULHON,
ancien élève de l'ENS Ulm (1946),
professeur honoraire
au Collège de France.

Ses obsèques civiles ont eu lieu,
dans l'intimité familiale, au cimetière
de Remoulins (Gard), le lundi 2 juin 2014.

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'administrateur
Et les professeurs
du Collège de France,

ont la tristesse de faire part du décès,
survenu le 28 mai 2014, de leur collègue

Maurice AGULHON,
professeur honoraire
au Collège de France,
titulaire de la chaire
Histoire de la France contemporaine
de 1986 à 1997.

Collège de France,
11, place Marcelin-Berthelot,
75231 Paris Cedex 05.
(Le Monde du 1^{er} et 2 juin.)

Le président,
Les membres
du conseil d'administration,
Les membres du bureau
Et les adhérents de l'APREC (Alliance
pour la Recherche en Cancérologie),

ont la grande tristesse de faire part
du décès, survenu le 30 mai 2014, de leur
ami,

Gérald ASARIA,
membre du conseil d'administration
et du comité d'honneur de l'APREC.

Gérald s'est battu contre la maladie
pendant plus de trente ans, en menant
de front une carrière professionnelle
brillante et une action décisive au sein
de l'APREC.

Dans son engagement et son combat
contre le cancer, il restera un modèle
de dévouement, de courage et de dignité.

A son épouse et à ses enfants, tous
ses amis de l'APREC expriment leur plus
vive sympathie.

Julien Samuel-Lajeunesse
et Hélène Lévêque,
son fils et sa compagne,
Sarah et Sacha,
ses petits-enfants,
François et Béatrice Besançon,
Claire Besançon,
Alain et Maria Besançon,
Lise Besançon,
Pierre et Nicole Besançon,
Denis et Anne-Marie Besançon,
ses frères et sœurs,

ont la tristesse de faire part de la mort du

docteur Laure BESANÇON,
dermatologue
et amie des arts,

survenue le 2 juin 2014.

La cérémonie aura lieu le vendredi
6 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice,
2, rue Palatine, Paris 6^e.

L'inhumation se fera le même jour,
à 14 h 30, au cimetière de Montrouge.

Cet avis tient lieu de faire-part.

42, rue Père-Corentin,
75014 Paris.

M^{me} Lucia Bouchtal,
son épouse,

a la tristesse de faire part du décès de

M. Gérard BOUCHTAL,

survenu le 8 mai 2014, à son domicile.

Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité.

Une messe sera dite à son intention
le mercredi 5 juin, à 18 h 30, en l'église
Saint-Pierre-de-Chaillot, 31, avenue
Marceau, Paris 16^e.

Vincent CHAZEL

nous a quittés le dimanche 1^{er} juin 2014.

De la part de

Edmée Chazel,
son épouse,

Guillaume et Anne Sophie Chazel,
Ariane et Laurent Fourtune,
Agnès et Patrice Piron,
ses enfants,

Antonin, Simon et Anne Lise,
Basile, Martin, Madeleine et Violette,
Malo, Oscar et Barnabé,
ses petits-enfants.

Un service d'action de grâces aura lieu
le vendredi 6 juin, à 10 h 30, en l'Église
réformée de l'Etoile, 54-56, avenue de
la Grande-Armée, Paris 17^e.

« *Quand les montagnes s'ébranleraient,
quand les collines chanceraient,
mon amour ne s'éloignera point de toi,
dit l'Eternel.* »
Esaïe 54 v.10.

Laurence Humez,
sa fille,
Pierre Humez,
son fils
et Isabelle Caré,
Marion, Thomas et Nicolas Humez,
ses petits-enfants
Et toute la famille,

Cyrille HUMEZ,
professeur agrégé de philosophie
au lycée Jean-Bart de Dunkerque,

survenu le 31 mai 2014,
dans sa quatre-vingt-quatrième année.

60, boulevard Diderot,
59240 Dunkerque.

Judith Jacquinot, David Jacquinot,
ses enfants,
Frédérique Kléman-Jacquinot,
sa femme,
Germaine Jacquinot,
sa mère,
Sa famille de Chaumont,
Roger Kléman, Dominique Frischer,
Patrick Démerin,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean Marie JACQUINOT,

survenu le 1^{er} juin 2014.

Dernier hommage au crématorium
du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e,
le jeudi 5 juin, à 11 h 45,

16, rue Saint-Fiacre,
75002 Paris.

André Syrota,
président-directeur général,
Alain Tedgui,
président du Conseil scientifique
Et l'ensemble des personnels
de l'Inserm,

ont eu la tristesse d'apprendre la disparition
de

François KOURILSKY.

Grande personnalité de la recherche
médicale française, grand bâtisseur
et esprit libre, François Kourilsky,
directeur de recherche émérite à l'Inserm,
a dirigé l'unité de recherche Inserm 136
« Immunologie des tumeurs » à l'hôpital
Saint-Louis à Paris, puis a été le fondateur
en 1976 du prestigieux Centre
d'immunologie de Marseille-Luminy
(CIML), associé d'abord l'Inserm,
le CNRS et la faculté des sciences, sur
le campus du même nom à Marseille.

Les travaux de François Kourilsky ont
porté sur l'immunologie des tumeurs.
Il étudia notamment le mécanisme des
réactions immunologiques cytotoxiques
anti-tumorales chez la souris, dans le
modèle du sarcome induit par le virus de
Moloney, et, chez l'homme, il recherchera
les systèmes antigéniques précis dans la
leucémie aiguë et dans des tumeurs rares
(Burkitt, mélanome, Kaposi). La recherche
de réactions immunologiques à médiation
cellulaire, spécifiques du mélanome malin,
lui permettra d'établir l'une des premières
définitions des cellules NK, cellules
tueuses non spécifiques.

Dans une logique d'application des
recherches réalisées au CIML et de leur
translation en médecine, il participera à la
création, en 1981, de la société
Immunotech, société devenue l'un des
leaders mondiaux pour la fabrication de
réactifs à base d'anticorps monoclonaux.

François Kourilsky a été le directeur
général du CNRS de 1988 à 1994.
Il a également été sous-directeur, chargé
de la recherche, puis directeur honoraire
de la recherche de l'Institut Gustave-
Roussy, à Villejuif.

Ils s'associent à la douleur de ses
proches et de tous ceux qui l'ont connu.

Joëlle et Christian,
ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Francis MAGNE,
professeur
à l'université Pierre-et-Marie-Curie,
directeur du laboratoire
de biologie végétale marine,

survenu le 22 mai 2014,
à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Ses obsèques ont eu lieu
dans l'intimité.

Christian Magne,
16, rue Lafontaine,
92160 Antony.

Frédérique et Alain,
Pierre-François et Françoise,
Christophe et Anne,
Xavier et Marie,
Bertrand et Pascale,
Caroline,
ses enfants,
Grégory, Valéry, Pierre-Adrien,
Alban, Clémence, Béatrice, Virginie,
Nicolas, Pierre, Paul, Elise, Nyilane,
Tancrède,
ses petits-enfants,
Toutes les familles parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre MUTTER,
ministre plénipotentiaire,
officier de la Légion d'honneur,
officier dans l'ordre national du Mérite,
croix de guerre TOE,

survenu à Beaune, le 2 juin 2014,
dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 7 juin, à 14 h 30, en l'église
de Vitteaux (Côte-d'Or).

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Posanges (Côte-d'Or), dans l'intimité.

Condoléances sur registres.

Ni fleurs ni plaques.

Vous pourriez manifester votre affection
en soutenant l'association Zoma
Madagascar, chez M. du Payrat, 18, rue
du Priuré, 28500 Fermaincourt.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Davis et Pascal,
ses fils
et leurs compagnes,
Rémi et Arnaud,
ses petits-enfants,
Claire et Agnès,
ses nièces
et leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline OLLIER,
née SAUNIER,
professeur des Universités,
présidente d'Arts Antonina,
chevalier
de l'ordre du Mérite culturel monégasque,
survenu le 30 mai 2014.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 6 juin, à 14 h 30, en l'Église
réformée, 21, boulevard Victor-Hugo,
à Nice, suivie de l'inhumation au cimetière
de Saint-Antoine-de-Ginestière, à Nice.

Nous avons la grande tristesse
d'annoncer le décès de

M. Henri PETIT,
ancien chef de service de neurologie
au CHRU de Lille,
président d'honneur de l'Uriopss
du Nord-Pas-de-Calais,
officier de la Légion d'honneur,

veuf en premières noces de

Godeleine LESAY,

époux de Françoise Charmoy,
survenu à Lille, le 1^{er} juin 2014,
à l'âge de quatre-vingt-un ans.

La messe de funérailles aura lieu,
à Lille, le jeudi 5 juin, à 14 h 30, en l'église
Saint-André, 123, rue royale,

suivie de l'inhumation au cimetière de
l'Est (entrée par la porte de la Madeleine).

Nous nous retrouverons à l'église
à 14 h 15.

L'offrande tiendra lieu de
condoléances.

De la part de
Françoise Charmoy,
Des familles Petit, Chenal, Melon,
Mahton, Latour, Baillot, Marnette, Lescut,
Delattre, Le Jeune, Lesay, Charmoy.

M^{me} Barbara Hall-Petite
son épouse,
Guillaume, Jean Christophe,
Hélène Marie, Pierre Côme,
Laurent, Agnès et Valérie
ses enfants
Ainsi que
M^{me} Marie-Noëlle Roederer-Petite
leur mère,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean PETITE,

survenu le vendredi 30 mai 2014,
à Newcastle-under-Lyme (GB),
à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

M^{me} Elisabeth Bouchon,
M. et M^{me} Nurettin Karakoylu,
ses sœurs et beau-frère,
Patricia Pierson,
sa fille,
ses enfants et petit-enfant,
Les familles Bouchon, Coste, Gisclard
et Préaud,

font part du décès, le 26 mai 2014,
de

M^{me} Yves PRÉAUD,
née Jacqueline BOUCHON,

dans sa quatre-vingt-quinzième année.

patricia.pierson@orange.fr

Le Forum des images,
Le Goethe-Institut,
Le Festival International
de films de femmes de Créteil,
Carlotta Films,
MPM Film,

ont le regret de faire part du décès
de la cinéaste,

Helma SANDERS-BRAHMS,

survenu le 27 mai 2014.

Les obsèques se tiendront le mardi
10 juin, à 12 h 30, en l'église Heilig-Kreuz
Kirche, Zossener Strasse 65, 10961
Berlin.

Elles seront suivies de l'inhumation
à 14 heures.

Condoléances à adresser à Anna
Sanders, Weberstrasse 14, D-53113 Bonn.

Helma Sanders-Brahms est l'une
des réalisatrices les plus importantes
du cinéma allemand. Engagée dans le
mouvement des femmes, auprès du monde
du travail ou des émigrés, elle a tourné une
trentaine de films - dont « *Sous les pavés,
la plage* » (1975), « *Le Mariage de
Shirin* » (1976), « *Heinrich* » (1977),
« *Laputa* » (1987), « *Clara* » (2008), et
le chef d'œuvre qui l'a rendue célèbre,
« *Allemagne mère blafarde* » (1980).

Nous sommes fiers d'avoir présenté
et soutenu son œuvre en France,
et veillerons à ce qu'elle demeure.
(Le Monde du 4 juin.)

Danielle de Spengler-Rivier,
son épouse,
Nina de Spengler Knecht
et Pierre Knecht,
Dominique et Jean-Pierre Courtillot,
Jean de Spengler et Wilbert de Roo,
Nicolas Spengler
et Odile Spengler-Gérault,
ses enfants, belle-fille et gendres,
Anna Stoll-Knecht et Luca Stoll,
Arturo et César,
Mathias Knecht et Béatrice Talon,
Irène et Olivier Ventrillard,
Hector et Agathe,
Stéphane Courtillot
et Solène Feuerback,
Ludovic et Corentin Spengler,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont la grande douleur de faire part
de la mort de

Alexis de SPENGLER,

qui s'est éteint paisiblement, le jeudi
29 mai 2014, à son domicile de Paris,
dans sa quatre-vingt-onzième année.

« *Je lève les yeux vers les montagnes...
d'où me viendra le secours ?* »

Le service religieux se déroulera
en l'église orthodoxe russe de Vevey
(Suisse), le mardi 10 juin, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.

Daniel Taccon,
son fils,
Claire Taccon et Fabien Depis,
Frédérique Taccon
et Bruno Corcagnani,
ses petits-enfants,
M^{me} Mireille Koch,
sa sœur,
Les familles Koch, Vimeux, Devenat,

ont la grande tristesse de faire part
du décès de

M^{me} Carmen TACCON,
née DEVENAT,
professeur
de l'école Marguerite-Long, à Paris,
professeur du conservatoire
des 10^e et 14^e arrondissements
de Paris,

survenu le 31 mai 2014,
à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

L'office religieux sera célébré le mardi
10 juin, à 10 h 30, en l'église Notre-
Dame du Travail, 59, rue Vercingétorix,
à Paris 14^e.

107, rue Raymond-Losserand,
75014 Paris.

Remerciements

La famille Oury

très touchée par les marques d'amitié
et de sympathie qui lui ont été témoignées
lors du décès de

M. le docteur Jean OURY,

survenu le 15 mai 2014,

adresse ses plus vifs remerciements à tous
ceux qui par leur présence se sont associés
à sa peine.

Anniversaire

Martine ROBIONY-EWING.
4 juin 1934 - 31 mars 2009.

Jean ROBIONY,
4 octobre 1896 - 12 juillet 1986.

Souvenir

Des pensées tendres pour

Marguerite LE CŒUR,

si modeste...sublime.

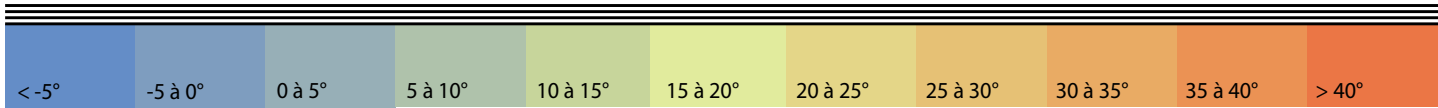
Communication diverse

ISF :
Déduisez 75 % du montant de votre don
à la Fondation du patrimoine juif
de France pour sécuriser et mettre
aux normes nos synagogues et centres
communautaires.
Tél. : 01 49 70 88 02,
consistoire@consistoirecentral.fr
Sous l'égide
de la Fondation du judaïsme français.

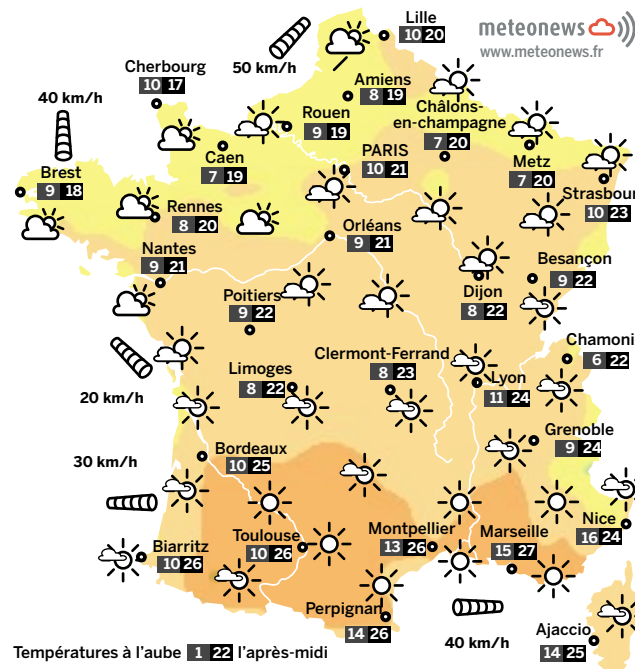
Soutenance thèse

Le 30 mai 2014, dans les locaux de
l'EPHE, **M. Anton SERDECZNY** a soutenu
sa thèse de doctorat, mention Religion et
systèmes de pensée, préparée sous la direction
de M. Olivier Christin, intitulée « *D'entre
les morts. Une anthropologie historique
de la réanimation* ».

Il a obtenu la mention Très Honorable
avec les félicitations du jury.

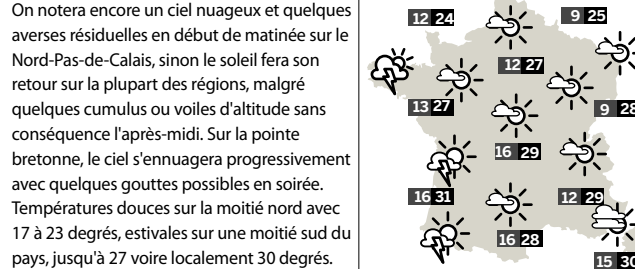


Jeudi 5 juin
Belle amélioration et douceur



Températures à l'aube 1 23 l'après-midi
Igor Coeff. de marée 47

Aujourd'hui
On notera encore un ciel nuageux et quelques averses résiduelles en début de matinée sur le Nord-Pas-de-Calais, sinon le soleil fera son retour sur la plupart des régions, malgré quelques cumulus ou voiles d'altitude sans conséquence l'après-midi. Sur la pointe bretonne, le ciel s'ennuagera progressivement avec quelques gouttes possibles en soirée. Températures douces sur la moitié nord avec 17 à 23 degrés, estivales sur une moitié sud du pays, jusqu'à 27 voire localement 30 degrés.



Jours suivants	Samedi	Dimanche	Lundi
Nord-Ouest	15 24	13 25	14 25
Ile-de-France	19 30	18 26	18 30
Nord-Est	15 29	18 31	19 33
Sud-Ouest	18 29	17 30	19 31
Sud-Est	19 33	19 35	21 36

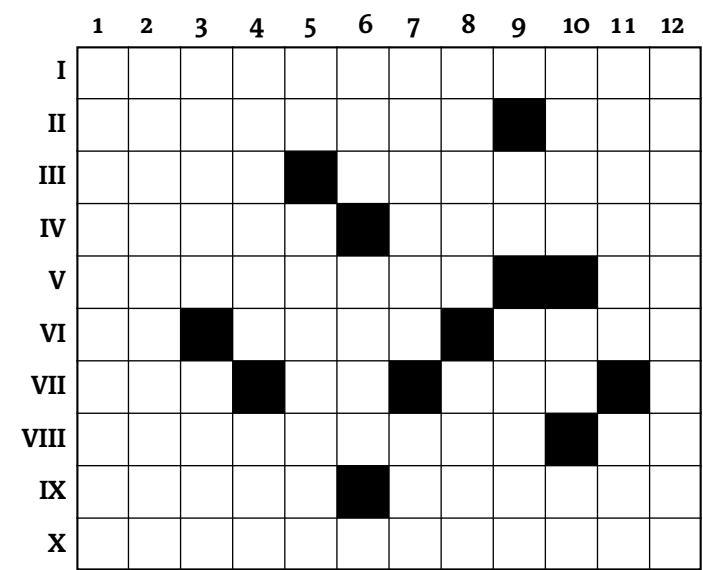
1944, L'ANNÉE DE LA LIBÉRATION

Un hors-série du Monde

7,90 € chez votre marchand de journaux ou sur Lemonde.fr/boutique

Les jeux

Mots croisés n° 14-132



Horizontalement

I. Des coups à vous déstabiliser.
II. Ombrée de petits traits réguliers. A consommer le plus pur possible.
III. Au cœur du foyer. Prête à faire la fête avec vous.
IV. Les petits peuvent prendre de l'importance. Ne trouvais pas la solution.
V. Russes équipés pour passer à la charge. Grande voie.
VI. Pris sur le pouce. Berg l'a fait chanter. Escarpement rocheux.
VII. Facilite le paiement. Tour complet. Bonne carte.
VIII. La plus petite des Romanov. Travaille à la chaîne.
IX. Suivait les affaires de près. Restent anonymes.
X. N'a pas disparu du monde du travail.

Verticalement

1. Très mauvais travail au bloc.
2. Pousses les raisonnements trop loin.
3. Terres de couleur. Prison enfantine.
4. Ouvre l'accès au port. Bois précieux en Inde.
5. Suit le vu de près. S'installa indûment.
6. Grande page d'histoire. Dans l'avant-bras.
7. Pas bien malin. Peina au travail.
8. Mis au rebut. Lieu d'échanges de coups.
9. En règle. Amateur de lézards et d'insectes.
10. Pièce d'eau. Gai participe. Préposition.
11. Donne naissance à deux rameaux. Cours roumain.
12. Ne ménageasse pas.

Philippe Dupuis

Solution du n° 14 - 131

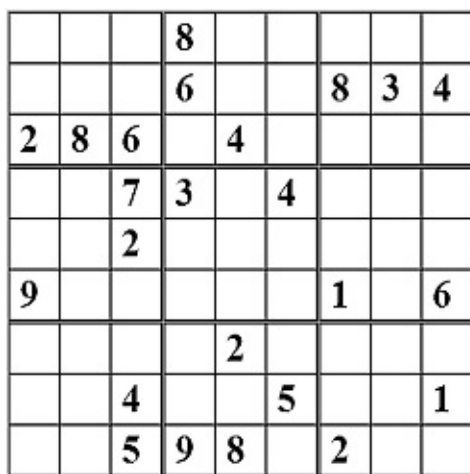
Horizontalement

I. Déflagration.
II. Eclairagiste.
III. Plaid. Vin.
IV. Réitérat.
V. Ecu. Agape.
VI. St. Esse. Asti.
VII. Sieste. Brais.
VIII. Iso. Ars. Se.
IX. Om. Blagueuse.
X. Nécromancies.

Verticalement

1. Dépression.
2. Eclectisme.
3. Flair.
EO. 4. Laitues.
Br. 5. Aide. Stylo.
6. GR. Rasé.
Am. 7. Ravagé.
Aga. 8. Agita.
Brun. 9. Tin. Parsec.
10. Is. Pesa.
Ui. 11. Otto. Tissé.
12. Nébulisées.

Sudoku n° 14-132



Solution du n° 14-131



Moyen

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Euro Millions

Résultats du tirage du mardi 3 juin.

2, 15, 32, 39, 44, 5 et 10
Rapports : 5 numéros et 2 étoiles : pas de gagnant ; 5 numéros et 1 étoile : 188 388,70 € ; 5 numéros : 100 473,90 € ; 4 numéros et 2 étoiles : 5 841,50 € ; 4 numéros et 1 étoile : 211,10 € ; 4 numéros : 117,20 € ; 3 numéros et 2 étoiles : 61,90 € ; 3 numéros et 1 étoile : 15,50 € ; 3 numéros : 13,40 € ; 2 numéros et 2 étoiles : 20,10 € ; 2 numéros et 1 étoile : 8,50 € ; 2 numéros : 4,40 € ; 1 numéro et 2 étoiles : 10,90 €.

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA

Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 94 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Livre (SCS).

Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone : de France 32-89 (0,34 € TTC/min) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ; par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs : <http://mediateur.blog.lemonde.fr/> ; Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Médiateur : mediateur@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr/ ; Finances : <http://finance.lemonde.fr/> ; Emploi : www.talents.fr/ ; Immobilier : <http://immobilier.lemonde.fr/>

Documentation : <http://archives.lemonde.fr>

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilm : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0717 C 81975 ISSN 0395-2037

Imprimerie du « Monde »
12, rue Maurice-Gunschou, 94852 Ivry cedex

Toulouse (Occitane Imprimerie)

Montpellier (« Midi Libre »)

80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

PRINTED IN FRANCE

ÉCRANS



C'EST À VOIR | CHRONIQUE

PAR RENAUD MACHART

Thon sur thon

J'avais repéré et décidé de ne pas rater l'émission d'Arte « X : enius » du mardi 3 juin à 8h30, dont le sujet, les allergies alimentaires, me passionne. Pendant ma folle jeunesse, et encore récemment, je me moquais volontiers de ceux qui voient dans la moindre rougeur cutanée le signe d'une contre-indication alimentaire. Mais qui prenait vraiment au sérieux, il y a trente ans, ce qui est aujourd'hui au centre de beaucoup de recherches scientifiques et sanitaires dans le domaine, devenu sensible et beaucoup plus sensé, de notre alimentation ?

Pourtant, depuis aussi longtemps qu'il m'en souviennne, j'avais moi-même de sérieux problèmes d'acidité gastrique. Mais comme je buvais davantage de vin blanc que de lait, j'attribuais la faute à la dive bouteille. Jusqu'au jour où j'ai compris que j'étais intolérant au lait de vache et, particulièrement, à deux produits lactés : le yaourt et le beurre. (Je peux véritablement me tordre de douleur après un croissant au beurre ; et ne me parlez pas de kouign-amann, le gâteau suintant que ma Bretagne natale produit et dont j'ai raffolé enfant : c'est le feu de l'enfer garanti pour mes entrailles pécheresses.)

Tout cela m'a fait convenir que mes maux ne venaient pas de ce que je me beurrerais trop, au sens figuré du terme, mais au sens strict. D'ailleurs, au rayon acidité gastrique, le café ne me fait aucun mal, tandis que la théine me brûle l'estomac... (On dira que je raconte ma vie encore plus que d'ordinaire ? Non : je partage une expérience, comme il se fait sur ces nom-

breux blogs de santé publiés sur Internet.)

L'émission d'Arte faisait le tour du sujet, à la manière allemande, c'est-à-dire solide et sérieuse, avec ces traits d'humour qui pèsent d'autant plus lourd qu'ils se veulent légers. Mais, pour le coup, j'en ai appris des vertes et des pas mûres sur le sujet.

Ainsi, ayant eu à souffrir récemment de soucis digestifs assortis de fièvres aussi soudaines que passagères, j'ai reconnu mes symptômes dans la description faite par une patiente allemande d'une intoxication à l'histamine – une « amine » peu étudiée et pour laquelle, au contraire de nombreuses autres molécules, il n'existe pas de test spécifique et fiable.

On dira que je raconte ma vie encore plus que d'ordinaire ? Non : je partage une expérience

Le commentaire du documentaire relevait en particulier que cette molécule se trouve en grande quantité dans les poissons de la famille des scombridés, à laquelle appartient le thon. Or, qu'avais-je surconsommé avant mes cyclones intestinaux ? Du... thon en boîte (bio, foi de bobo), dont je raffole et que j'utilise en adjuvant chef dans certains de mes plats quotidiens ! Depuis que je sais que j'ai frôlé l'overdose de thon, l'amine est devenue mon dada. Je vais donc aller de ce pas consulter un allergologue, qui m'aidera sûrement à décrocher. ■

Les soirées télé

Mercredi 4 juin

TF1

20.55 Grey's Anatomy. Série. L'Instinct parental. La vérité qui dérange. Doute contagieux (S9, 19 à 21/24).
23.20 Revenge. Série. La Chute du faucon. A nouveau fiancés. Quand la lumière s'éteint... (S2, 19 à 21/22, 135 min).

FRANCE 2

20.45 Les Fées du logis. Téléfilm. Pascal Forneri. Avec Lucile Marquis, Clair Jaz, Anne Loiret (France, 2014).
22.15 La Parenthèse inattendue. Présenté par Frédéric Lopez. Invités : Franz-Olivier Giesbert, Marie Bochet, Jeff Panacloc.
0.25 Un jour, une histoire. Charlie Chaplin, la légende du siècle (120 min).

FRANCE 3

20.45 Des racines et des ailes. Passion patrimoine : De la Vendée au pays nantais. Présenté par Patrick de Carolis.
22.35 Météo, Grand Soir 3.
23.40 Les Chansons d'abord. Spécial France - Portugal (65 min).

CANAL +

20.55 Paris à tout prix
Film Reem Kherici. Avec Reem Kherici, Tarek Boudali, Cécile Cassel (Fr., 2013, audiovison).
22.25 Les Nouveaux Explorateurs. Fred Chesneau au Maroc. Documentaire.
23.20 Vikings. Série. L'Aigle de sang. Le Désossé (saison 2, ép. 7 et 8/10). Avec Travis Fimmel (110 min).

FRANCE 5

20.40 La Maison France 5. Magazine.
21.45 Silence, ça pousse ! Magazine.
22.35 C dans l'air. Magazine.
23.45 Islande sauvage. Documentaire. Johann Sigfusson (50 min).

ARTE

20.50 Sport de filles
Film Patricia Mazuy. Avec Marina Hands, Bruno Ganz, Josiane Balasko (Fr. - All., 2011).
22.30 Sylvette, un modèle de Picasso. Documentaire. Grit Lederer (2014).
23.25 Même la pluie
Film Iciar Bollain. Avec Luis Tosar, Gael García Bernal, Carlos Aduviri (coprod., 100 min).

20.50 Pékin express : la découverte des mondes inconnus. Episode 8.
23.05 Pékin express : le tour du monde de l'inattendu. Ep. 8 (55 min).

Jeudi 5 juin

TF1

20.55 Sacrifice. Du Débarquement à la Libération. Documentaire (France, 2014).
22.40 New York unité spéciale. Série. Préjugés ordinaires (S15, 3/24, inédit).
Le Yin et le Yang (S13, 4/23). La Manipulatrice (saison 7, 2/22). (145 min).

FRANCE 2

20.45 Envoyé spécial. Arnaques à domicile : Très cher cinéma ?...
22.20 Complément d'enquête. Délinquance : Taubira veut-elle vider les prisons ?
23.30 Alcaline, le concert. Invité : Bernard Lavilliers (80 min).

FRANCE 3

20.45 Le Jour le plus long
Film Ken Annakin, Andrew Marton, Bernhard Wicki, Gerd Oswald et Darryl F. Zanuck. Avec John Wayne, Robert Mitchum (EU, 1962, N.).
23.45 Soir 3.
0.15 Tout peut changer. Comment échapper aux nouvelles arnaques ? (115 min).

CANAL +

20.55 Scandal. Série (saison 3, ép. 13 et 14/18, inédit).
22.20 Girls. Série (saison 1, ép. 3 et 4/10).
23.20 The Office. Série (saison 9, épisodes 16 à 17/23, 60 min).

FRANCE 5

20.40 Brésil, terre promise du football. Documentaire (2014).
22.05 C dans l'air. Magazine.
23.15 Philippe Tesson, un journaliste de combats.
0.05 Superstructures - Evolution. Tunnels. Documentaire (60 min).

ARTE

20.50 Real Humans. Série (S2, 7 et 8/10, inédit).
22.55 Le Roman de ma femme
Film Djiamshed Usmonov. Avec Léa Seydoux, Olivier Gourmet, Gilles Cohen (France, 2010).
0.30 Double jeu. Série. Le Sang de la Terre (All., 2012, 90 min).

M 6

20.50 La Plus Belle Région de France. Haute-Normandie, Bretagne, île de la Réunion, Poitou-Charentes et Limousin. Divertissement.
23.20 Les Maisons les plus originales. Maison « Temple de la récup » ... (125 min).

Amis Anglais, sortez de l'Union européenne mais ne la faites pas mourir !

Jean-Claude Juncker est légitime pour être le président de la Commission

Michel Rocard

Ancien premier ministre

Il y a entre vous et nous les Européens continentaux un malentendu qui est en train de tourner mal. Votre immense histoire vous vaut de porter autour de vous une admiration parfois sans bornes.

Inventeurs de la démocratie il y a près de trois cents ans, et des droits de l'homme dans le même mouvement, vous avez ensuite dominé le monde, par la mer et la marine d'abord, par la finance ensuite, quelque deux siècles. Dans ce dernier domaine, vos successeurs américains ont mis un tel désordre tournant en crise, qu'ils nous font souvenir que vous aviez, vous, été capables de rester sages.

Enfin, quand vint la menace de l'apocalypse, votre courage sauva l'honneur, puis votre ténacité – vous avez su tenir longtemps –, recevant tard l'aide américaine et russe, sauva la liberté.

Nous le savons, n'avons jamais rechigné à le répéter, notamment en cette semaine mémorielle, nous vous devons beaucoup, immensément. Cela ne saurait aller pourtant jusqu'à vous permettre à notre endroit le double jeu et le mépris.

Vous n'aimez pas l'Europe, c'est votre droit et cela se comprend. Vous y êtes cependant entrés, voici quarante-deux ans, mais sur un malentendu.

Vous n'avez jamais partagé le sens du vrai projet que pourtant le grand Winston Churchill parlant pour vous, à Zurich en 1946, avait su pressentir et décrire avec ces

phrases inouïes : « *Pour prévenir le retour de tels malheurs, vous autres Européens devriez construire quelque chose comme les Etats-Unis d'Europe... Y réussiriez-vous que vous recevriez l'approbation immédiate et enthousiaste de la Communauté britannique des nations comme celle des Etats-Unis d'Amérique. Il y a de fortes raisons de penser que l'Union soviétique pourrait aussi y être favorable, auquel cas tout serait résolu...* »

Que ne l'avez-vous écouté ? L'appui enthousiaste de la Communauté britannique des nations à l'Europe parce qu'unie, de l'extérieur. Il avait tout dit. Pensée de géant, que partageait un autre géant, Charles de Gaulle.

Mais vous vouliez faire du commerce, et ne pensiez qu'à cela. Notre président de la République disparu, vous entrez. Jamais ensuite, jamais, vous n'avez permis le moindre pas en avant vers un peu plus d'intégration, un peu plus d'espace pour des décisions vraiment communes. La Communauté fait du commerce, ce qui vous convient, parce qu'elle se définit comme économique, mais pour le cœur de l'économie, la fiscalité, le droit des conflits, la représentation des forces sociales, vous exigez et imposez que l'unanimité demeure la méthode exclusive de prise de décision. Vous avez voulu la paralysie.

Des voisins en quantité applaudissent à nos premiers succès et les jalourent. Ils veulent entrer. Vous soutenez tous les élargissements, nous aussi d'ailleurs, nous ne vous avions pas démasqués : cela diluait la Communauté. Mais jamais vous n'avez permis le moindre approfondissement. L'Europe demeura entravée et mal gérée, géant économique et nain politique.

Vient le temps où la taille et le succès de notre Communauté rendent insensé qu'elle se borne aux seuls aspects économiques de la vie en commun. Diplomatie, défense, justice sont évoquées. Vous réussissez à imposer que l'on s'y limite à d'intermittentes actions communes étroitemment définies à l'exclusion de toute véritable politique continue.

Le traité de Maastricht (1992) vous doit d'être un échec et du coup ne sera ratifié que de justesse par des peuples qui n'y lisent rien. Vous n'eûtes pas besoin de vous faire beaucoup voir pour que les traités d'Amsterdam (1997), de Nice (2001), et

Vous nous méprisez. Méfiez-vous. Telle la lumière, le mépris se réfléchit sur ceux qu'il frappe. Vous finirez par y avoir droit

même le Constitutionnel soient aussi des ratages puisqu'ils ne changeaient rien à l'essentiel, la paralysie garantie, car vous aviez déjà gagné.

Ce fut au point dans ce dernier cas que deux peuples fondateurs, le français et le néerlandais, l'ont rejeté, se souvenant sans doute que c'est autre chose qu'ils voulaient. Pour leur honte, en Yougoslavie, en Afrique, à propos de la Palestine, l'Europe n'existait pas.

Il vous fallut pire. Lorsque les règles vous déplurent, vous avez arraché leur violation par des accords de dérogation (« *I want my money back* » ou le chèque

anglais, et puis le droit de quitter, à votre convenance : *opting out*).

Mais vous avez fait plus indigne encore. Car il est arrivé que tant de paralysie provoque la colère, et que l'assentiment se fasse sur le continent vers la nomination de leaders puissants et à fort caractère.

Ni le Belge Jean-Luc Dehaene ni le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker ne risquaient de vous encombrer par le poids excessif de leur pays d'origine supposés les soutenir dans le processus décisionnel européen. Il a suffi qu'ils soient fédéralistes, qu'ils aient le caractère fort, la parole ferme et ne se laissent pas impressionner. Deux veto personnels en dix ans. Il fallait oser. Vous avez osé.

De cela l'Europe meurt. Les dernières élections viennent de le confirmer. Même l'euro, seule création que vous n'avez pu éviter mais dont les règles de gestion furent écrites avec vous, donc avec votre marque, demeure affaibli et menacé par l'absence de commandement que vous avez su faire prévaloir partout en Europe.

Oh je sais : vous n'êtes pas tout à fait seuls. Le refus de reconnaissance d'un intérêt européen commun, la priorité absolue en toutes circonstances à l'intérêt national, c'est vous qui les avez réintroduits dans l'Europe, mais vous fûtes contagieux. Nul n'est parfait. Reconnaissez au moins que vous méritez la palme.

Dans ce désastre, et préparant les élections générales de ce mois de mai, les tenaces qui restaient avaient réussi à réinscrire un peu de volonté démocratique dans nos règles communes.

C'est enfin au Parlement européen qu'il reviendra de définir la majorité soutenant la Commission européenne. Cela ne

touche guère à l'essentiel, mais c'est un début, une manière de chercher à retrouver l'intérêt et le soutien de l'opinion.

J'ai pour ma part voté Martin Schulz. J'ai peur pour l'Europe ou ce qu'il en reste de voir à sa tête quelqu'un qui a approché de trop près la pensée monétariste.

Mais les urnes ont parlé. Même relative, il y a une majorité. Son chef est Jean-Claude Juncker, un fédéraliste courageux et tenace. La démocratie exige qu'il devienne président de la Commission européenne.

Voilà que vous voulez l'empêcher. Vous tentez de casser là l'émergence enfin d'un processus démocratique en Europe. Vous lui interdisez de chercher dans la clarté la légitimité et la force démocratique dont elle a besoin. Même courageux et tenace (Michel Barnier l'est), un dirigeant européen choisi dans ces conditions sera affaibli. Et vous rendez clair que c'est ce que vous voulez.

Sans démocratie interne, l'Europe est indigne, elle est en train d'en mourir. Et vous nous y renvoyez. Vous nous méprisez à ce point. Mais de quel droit ? Et méfiez-vous. Telle la lumière, le mépris se réfléchit sur ceux qu'il frappe. Vous finirez par y avoir droit.

Et puis surtout vous faites semblant de vouloir vous en aller, la majorité de votre peuple n'affiche pas de doute là-dessus. Mais vous avez encore quelque intérêt bancaire à profiter du désordre que vous créez...

Partez donc avant d'avoir tout cassé. Il fut un temps où élégance était synonyme de britannique. Laissez-vous reconstruire l'Europe. Retrouvez l'élégance, et vous retrouverez notre estime. ■

Edward Snowden a droit d'asile en France

Le Conseil d'Etat peut exiger sa protection

Patrick Weil

Historien et politologue

Le 20 mai 2013, Edward Snowden quittait Hawaï, où il résidait, pour Hongkong. Le 22 juin, le jour même où le gouvernement américain révoquait son passeport, il s'envolait pour Moscou, où le 1^{er} août il obtenait des autorités russes un asile temporaire d'un an. Lorsque dans quelques semaines son titre de séjour viendra à échéance, il peut, s'il le souhaite, demander et obtenir l'asile politique en France. Même si François Hollande, Manuels Valls et le gouvernement français s'y opposent. Voici comment et pourquoi.

La convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés, aujourd'hui signée et ratifiée par 146 nations, prévoit que le statut de réfugié politique peut être accordé à toute personne « *persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques* ». Mais cette protection ne s'applique que si la personne réclamant l'asile est déjà entrée sur le territoire d'un pays signataire. Les dirigeants de la France ont ainsi pu s'opposer l'an passé à l'accueil de Snowden dans notre pays sans pour autant contrevenir à la convention de Genève. Mais la France dispose aussi d'une procédure de protection exceptionnelle, l'asile constitutionnel.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, elle a voulu inscrire dans sa Constitution que « *tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République* ». Le préambule de la Constitution de 1946 est devenu en 1958 partie intégrante de la Constitution de la V^e République. Quarante ans plus tard, par la loi du 11 mai 1998, sur la base d'un rapport que j'ai remis au gouvernement en 1997, l'asile constitutionnel est devenu effectif et concrètement porteur de droits et de protection.

L'asile constitutionnel est plus restreint que l'asile conventionnel, il ne concerne exclusivement que des combattants pour la liberté. Mais il est plus protecteur, car il n'implique pas la présence en France du demandeur persécuté. Où qu'il se trouve dans le monde, s'il combat pour la liberté, la France déclare lui offrir sa protection. Depuis 1998, sur le seul fondement de l'asile constitutionnel, plus de 50 combattants étrangers pour la liberté ont ainsi trouvé refuge dans notre pays.

Sur ce même fondement, Edward Snowden peut donc demander la protection de la France aux autorités compétentes de notre pays. D'abord, l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides qui gère toutes les demandes d'asile devra statuer. S'il refuse sa demande, la Cour nationale du droit d'asile puis le

Conseil d'Etat pourront en juger en premier et dernier recours. Pour décider, contre l'avis de nos dirigeants politiques, que donner l'asile à Edward Snowden est possible même s'il se trouve à l'étranger, le Conseil d'Etat pourra se référer aux débats de l'Assemblée Constituante de 1946.

Ceux qui ont inscrit ce droit dans le préambule de notre Constitution ont voulu que la protection offerte par la France soit indépendante du droit international, de la convention de Genève déjà en projet, eu égard à ses possibles limites. Ils évoquent le « *devoir d'asile* » de l'Etat. Enfin, il s'agit pour eux de « *permettre l'accès sur le territoire français à tous les individus en dehors de nos frontières* » qui entrent dans la catégorie des étrangers à qui une protection universelle est accordée, qu'ils définiront comme combattants de la liberté.

Ceux qui ont inscrit l'asile dans le préambule de notre Constitution ont voulu que la protection offerte par la France soit indépendante du droit international et de ses possibles limites

Si le Conseil d'Etat décide que c'est ainsi qu'il faut interpréter la Constitution et la loi, François Hollande et son gouvernement devront ensuite se plier devant une décision de justice comme le ferait Barack Obama devant une décision de la Cour suprême. Si les juges décident qu'Edward Snowden est bien un combattant de la liberté, parce qu'il a permis de mieux comprendre que les collectes massives d'informations concernant des gouvernements démocratiques et des citoyens du monde entier dépassaient le cadre de la lutte indispensable contre le terrorisme et qu'elles nécessitaient des garde-fous, l'ambassade de France à Moscou octroiera à Edward Snowden un laissez-passer muni d'un visa pour lui permettre de quitter la Russie et de se rendre dans notre pays.

Il y bénéficiera d'un asile politique non plus temporaire mais durable. Il pourra ainsi, et autant qu'il le lui sera nécessaire, résider dans un pays libre, au nom d'un principe républicain fondamental, supérieur aux calculs politiques et à la raison d'Etat, qui fait l'honneur de la France. ■

Le premier ministre, Manuel Valls, a indiqué, mardi 3 juin sur BFMTV-RMC, qu'il n'était « *pas favorable* » à ce que la France accueille Edward Snowden, l'ancien consultant de la NSA. Ce dernier a déjà transmis une demande formelle d'asile au Brésil.

Données personnelles : la schizophrénie citoyenne

Coralie Richaud

Lauréate du prix Guy-Carcassonne, doctorante en droit

A croire que le dicton « *Pour vivre heureux, vivons cachés* » est devenu ringard ! A l'heure où l'affaire Hollande-Gayet est une question relative à la vie privée pour plus de 77 % des Français, où l'affaire Snowden scandalise la communauté internationale, Facebook célèbre ses dix ans et atteint le chiffre étourdissant de 26 millions d'utilisateurs en France.

Il est donc désormais courant d'avoir un profil Facebook et très certainement « *has been* » de ne pas en posséder. Il est pour ainsi dire « *tendance* » aujourd'hui d'exposer volontairement ses données personnelles, allant de la situation sentimentale et ses nombreuses déclinaisons, aux divers points de vue politiques et religieux. En un mot et en un clic, la sphère privée se retrouve exposée dans la sphère publique par les citoyens eux-mêmes. Avec de nombreuses conséquences : licenciements à la suite de propos exprimés sur Facebook, condamnations pour diffamation sur Internet, etc.

Finalement, les réseaux sociaux ôtent les filtres qui sont ceux de la vie en société et permettent aux citoyens cachés derrière leurs écrans d'exprimer, non pas leurs idéaux, mais leurs humeurs personnelles, politiques, religieuses. En un sens, là où le fichier « *Edvige* » [fichier de police créé en 2008] a échoué, les réseaux sociaux ont réussi. La différence : Edvige était considéré comme liberticide alors que l'inscription sur les réseaux sociaux reste « *tendance* ».

Accentuant la confusion des sphères privée et publique, les réseaux sociaux ont réussi le pari d'infiltrer l'intimité jusque-là protégée par le citoyen en rassemblant, avec son accord, de nombreuses données personnelles. C'est par exemple la collecte par Apple des empreintes digitales pour les nouveaux iPhone 5S !

Le décalage entre ce que les citoyens refusent d'accepter de la part de l'Etat au nom du respect de la vie privée et ce qu'ils sont prêts à livrer de leur intimité sur les réseaux sociaux marque l'apparition d'une nouvelle figure : le « *citoyen 2.0* ».

Evidemment, la conception de ce qui relève du privé est propre à chaque individu, mais comment protéger ce « *citoyen 2.0* » de lui-même ? En réalité, l'arsenal juridique et constitutionnel encadrant les abus relatifs à la conservation et la réutilisation des données personnelles au nom du respect de la vie privée ne semble plus adapté aux internautes qui voient dans les réseaux sociaux un cadre propice à la réalisation de leur liberté d'expression aux dépens du respect de leur vie privée.

Autel de la popularité

Ainsi, quand le Conseil constitutionnel encadre l'enregistrement au Fichier national automatisé des empreintes digitales des personnes condamnées pour des infractions particulières le 16 septembre 2010, le « *citoyen 2.0* » achète un iPhone 5S. Quand le juge limite le traitement des données à caractère personnel relatives aux infractions, condamnations et mesures de sûreté le 29 juillet 2004, le « *citoyen 2.0* » poste sur les réseaux sociaux le procès-verbal de sa condamnation. Enfin, quand le Conseil constitutionnel censure la création d'un registre national des crédits aux particuliers pouvant toucher plus de 12 millions de personnes en France le 13 mars, le « *citoyen 2.0* » expose sa situation financière sur Facebook.

Un vent de schizophrénie souffle. D'un côté, le « *citoyen 1.0* » demeure attaché aux principes du respect de ses données personnelles et de sa vie privée au travail, de l'autre, ce même citoyen, version 2.0, est prêt à sacrifier ses droits sur l'autel de la popularité et de l'audience. Un « *like* » du citoyen 2.0 est-il compatible avec un « *dislike* » du citoyen 1.0 ? La réponse est sur votre profil Facebook. ■

Professeur de droit public et constitutionnaliste reconnu, Guy Carcassonne est décédé en 2013. En sa mémoire, la revue *Pouvoirs*, le Club des juristes et *Le Monde* ont créé un prix, destiné à récompenser chaque année l'auteur de moins de 40 ans d'un article portant sur une question constitutionnelle liée à l'actualité française ou étrangère. La première édition a été décernée, mercredi 4 juin, à l'université Paris-Ouest-Nanterre.



Tiananmen

La grande évasion

FLORENCE DE CHANGY
ET BRICE PEDROLETTI

Hongkong, Taipei
Envoyés spéciaux

Dans les jours et les semaines qui suivent la répression sanglante du « printemps de Pékin », en juin 1989, plusieurs dizaines d'étudiants et de militants chinois, soudain étiquetés criminels et recherchés par la police, s'évaporent. Ils passent clandestinement par Hongkong puis réapparaissent à Paris qui devient, le temps d'une saison, capitale de la dissidence chinoise.

Vingt-cinq ans plus tard, à Pékin, les événements de Tiananmen sont plus tabous que jamais. Mais à Hongkong, les langues se délient. Ceux qui ont organisé cette évasion spectaculaire en 1989 se battent aujourd'hui pour une démocratie à l'échelle de leur territoire. *Le Monde* a retrouvé les protagonistes hongkongais, chinois et français de cette aventure, née de l'alliance improbable entre des hommes d'Eglise, des militants, des truands, des personnalités du cinéma et des diplomates. Car c'est au consulat de France que les hommes de l'opération « Yellowbird » trouvent leur meilleur allié. Entre juin 1989 et février 1990, 150 dissidents, dont les plus connus, trouveront asile en France.

Pour Wu'er Kaixi, numéro deux sur la fameuse liste des 21 criminels recherchés

par Pékin, tout se joua sur une plage de Zhuhai, la ville chinoise non loin de Macao, un soir de juin 1989. Depuis une dizaine de jours, ce leader étudiant devenu une célébrité en Chine et dans le monde au cours de deux mois de manifestations, est en cavale avec sa petite amie. Ils ont fait passer un message de détresse à Hongkong, à l'attention de Szeto Wah (mort en 2011), l'un des militants ayant soutenu leur combat dans les jours précédant l'intervention de l'armée. Un contact les a guidés vers un point de récupération à Zhuhai. Ils guettent les signaux, deux nuits de suite. Mais le bateau attendu n'arrive pas. La troisième nuit, leur escorte les abandonne à leur sort, avec de la nourriture et un peu d'argent. « Je m'attendais à être emmené en prison à tout moment, raconte Wu'er Kaixi, aujourd'hui installé à Taipei. Le rendez-vous avec le bateau était à 9 heures du soir. On a attendu jusque 10 heures, puis 10 h 30... A 10 h 35, on quittait la plage quand j'ai vu le signal lumineux. Deux flashes comme prévu. On a répondu, puis on a nagé jusqu'au bateau. »

L'endroit a été choisi pour ses parcs à huitres qui dissuadent les bateaux de la police de marauder. Les deux clandestins se blessent pendant leur traversée. A bord de la vedette rapide, un homme petit, sec et agité, ne cesse de répéter aux deux jeunes gens combien ils sont chanceux. C'était son dernier signal. Il s'appropriait à repartir. La conversation est limitée. Lui ne parle que cantonais, eux mandarin. Le passeur est membre des Triades de Hong-

De juin 1989 à février 1990, 150 dissidents chinois trouveront asile en France grâce à « Yellowbird », une opération née de l'alliance entre hommes d'Eglise, militants, artistes, truands et diplomates

gkong. Il demande des nouvelles de Wu'er Kaixi – sans savoir que c'est à lui qu'il s'adresse. Les clandestins s'accroupissent au fond du bateau, dans un bain de diesel et d'eau de mer qui brûlent leurs plaies au point que, se souvient Wu'er Kaixi, ils manquent de perdre connaissance une fois que l'embarcation commence à fendre les eaux à toute vitesse. « Seul un hélicoptère peut nous intercepter », se dit l'étu-

diant, qui n'avait jamais quitté la Chine.

A l'arrivée, les deux jeunes Chinois ont à peine le temps d'apercevoir les lumières du Manhattan de l'Asie qu'ils sont précipités dans une voiture. Le comité d'accueil leur est inconnu : il y a là un célèbre producteur de cinéma et un Français, Jean-Pierre Montagne, consul général adjoint. Le couple de clandestins passera les jours suivants dans la résidence de fonction du diplomate, au Peak, le quartier résidentiel sur les hauteurs de l'île de Hongkong. L'opération « Yellowbird », ainsi désignée en hommage à une chanson des Mills Brothers, est lancée.

En ce printemps de juin 1989, la colonie britannique a suivi les événements de Tiananmen avec d'autant plus d'effroi que la rétrocession à la Chine est programmée pour 1997. Intellectuels, militants prodémocratie, membres de la mouvance anticoloniale, étudiants, tout le monde se sent concerné. « Nous avions envoyé une délégation à Pékin pour leur dire notre soutien », se souvient Richard Tsoi, à l'époque leader de la fédération des étudiants de Hongkong.

Le 21 mai, le lendemain de la proclamation de la loi martiale à Pékin, plus d'un million de Hongkongais descendent dans la rue par solidarité avec les étudiants chinois. C'est à ce moment que naît l'Alliance de soutien des mouvements patriotiques et démocratiques en Chine, chargée depuis d'organiser chaque année la veillée de commémoration annuelle du 4 juin à Hongkong.

Plusieurs personnalités, dont le révérend Chu, ainsi que le producteur et acteur de cinéma John Sham, voyagent début juin 1989 à Pékin pour rencontrer les étudiants et leur livrer les sommes rassemblées lors d'un concert pour la démocratie. « J'ai alors dit à Wu'er Kaixi que leur mouvement était une réussite car il avait réveillé le sentiment patriotique des Chinois à travers le monde », se souvient le révérend Chu. Rappelé à Hongkong pour célébrer un mariage, il suit à la radio, dans la nuit du 3 au 4 juin, le déroulement de l'intervention armée. « J'ai prié », dit le vieux pasteur sous son casque de cheveux gris. « Et j'ai demandé à Dieu ce que je devais faire. » Une semaine plus tard, il reçoit un appel téléphonique : on le charge d'organiser des « planques » pour les futurs exilés.

La poignée d'organisateur qui lance l'opération « Yellowbird » doit d'abord faire sortir les dissidents de Chine sains et saufs. L'acteur Alan Tang (décédé en 2011) présente à l'équipe Brother Six, un contrebandier de mèche avec les Triades. Celui-ci met en place des binômes : un homme chargé du renseignement localise et contacte les cibles. Puis un opérationnel organise le transfert par vedette rapide ou chalutier. Ces hommes sont payés et ne se connaissent pas – quatre d'entre eux seront d'ailleurs attirés dans un guet-apens par la police chinoise et feront de la prison.

Pour l'étape suivante, qui consiste à leur trouver un pays d'accueil, les organisateurs, qui se méfient du gouvernement



❏ Créé par l'Alliance de soutien des mouvements patriotiques et démocratiques en Chine, le musée permanent sur les événements de Tiananmen a ouvert ses portes en 2014 à Hongkong.

❏ Le dissident Cai Chongguo, qui vit à Paris, devant une réplique de la déesse de la démocratie des étudiants de la place Tiananmen à la City University de Hongkong, lors d'un séminaire organisé les 30 et 31 mai sur les vingt-cinq ans de Tiananmen

❏ Figure du combat pour la démocratie à Hongkong, le révérend Chu Yiu-ming (au centre) fut l'un des principaux organisateurs de l'opération « Yellowbird » d'exfiltration des dissidents de Chine. Face à lui, « Tiger », un commerçant hongkongais qui a exfiltré une quarantaine de dissidents à partir de 1991.

LIM YIK FEI
POUR « LE MONDE »

britannique de Hongkong, font la tournée des consulats américain, canadien, australien et taïwanais. Tous bottent en touche, arguant de procédures administratives. « Ce n'est que lorsque la France a donné son accord que l'opération a pu réellement démarrer », reconnaît le révérend Chu, âgé aujourd'hui de 70 ans.

A la suite de cette série de refus, Martin Lee, le fondateur du futur Parti démocratique de Hongkong, qui rencontre régulièrement les consulats occidentaux sur les questions liées à la *Basic Law*, la mini-Constitution dont Hongkong doit être dotée, sonde alors Jean-Pierre Montagne sur la possibilité pour la France d'accueillir des dissidents chinois. Le Français accepte sur le champ. « Faites-les venir jusqu'à Hongkong, ensuite on s'en charge », aurait-il lancé.

L'écrasement dans le sang du mouvement étudiant a suscité l'opprobre international. A Paris, le président François Mitterrand a déclaré, dès le 4 juin, « qu'un régime qui tire sur sa jeunesse n'a pas d'avenir ». Les Hongkongais s'imaginent que d'autres pays vont emboîter le pas à la France. Ce ne sera pas le cas – du moins avant plusieurs mois.

A Hongkong, les Britanniques sont mis devant le fait accompli quand on leur annonce que le célèbre dissident chinois Wu'er Kaixi est à l'abri dans la colonie et que celui-ci sera accueilli en France prochainement. Dès lors, le gouvernement de Hongkong n'a d'autre choix que de cautionner les exfiltrations : « Pour eux, ces dissidents étaient une épine dans le pied, ça les arrangeait qu'ils quittent Hongkong au plus vite », nous dit l'un des organisateurs hongkongais, sous couvert d'anonymat car il gère des affaires en Chine. « On leur a aussi fait comprendre qu'ils ne pourraient pas nous empêcher de les faire entrer à Hongkong. »

Lors d'une réunion à la résidence du consul général, l'organisateur hongkongais, qui craint les fuites dans la police de Hongkong, impose ses conditions aux

Anglais : ils n'auront pas à l'avance l'identité des évadés, mais devront assurer la sécurité de leur transfert de la planque à l'aéroport, où ils recevront leurs titres de transport. « L'enjeu, c'était que personne ne les reconnaisse. Si la presse éventait leur présence, tout serait tombé à l'eau », poursuit l'organisateur. « On craignait les espions chinois, et puis les dissidents pouvaient se faire kidnapper même à Hongkong. Ils étaient donc assignés à résidence dans les planques avant leur départ », indique Lee Cheuk-yan, l'actuel président de l'Alliance et à l'époque « petite main » dans l'opération.

Le consul adjoint Montagne trouve un allié dans la personne d'un des conseillers d'Edwige Avice, la ministre déléguée du patron du Quai d'Orsay, Roland Dumas. A Paris aussi, l'opération démarre en toute discrétion : selon Wu'er Kaixi, cet interlocuteur complice au Quai d'Orsay, un sinisant qui a été en poste à Pékin, n'a prévenu sa hiérarchie qu'une fois que l'avion d'Air France avait décollé pour Paris.

Al'Assemblée nationale, le 14 juin, Edwige Avice a condamné avec véhémence « l'écrasement brutal dans le sang d'un mouvement dont chacun avait mesuré le caractère généreux et pacifique ». Le pouvoir en place, poursuit-elle, « déploie tous les instruments d'un implacable système policier pour briser toute revendication de démocratie et de liberté ». L'opposition interpelle toutefois la ministre déléguée sur le sort des étudiants chinois qui font leurs études à Paris et souhaitent rester en France – sans se douter qu'une opération secrète est en train d'exfiltrer vers la France les leaders du « printemps de Pékin ».

Brother Six et ses équipes commencent à localiser puis acheminer les fugitifs vers des plages ou des ports de Hongkong, non sans quelques sueurs froides. L'intellectuel Cai Chongguo, alors âgé de 34 ans et doctorant en philosophie à Wuhan, où son université l'a prévenu qu'il était en danger, a embarqué à Shenzhen avec un compagnon sur un petit chalutier qui met

le cap sur la colonie britannique. Mais les garde-côtes chinois l'arraisonnent. Les deux évadés se glissent à l'eau et disparaissent dans la mer. Ils mettront près de quatre heures à regagner le rivage chinois.

Ceux qui les attendent à Hongkong sont persuadés que les deux Chinois sont morts noyés et se déchainent contre le capitaine du chalutier. « Ils pensaient qu'on ne savait pas nager car on venait du Nord. Mais j'ai passé mon enfance à Wuhan à nager dans le Yangzi », s'amuse aujourd'hui Cai Chongguo. Finalement, l'équipe chargée de les exfiltrer les retrouve et les confie en fin d'après-midi à un garde-côte chinois complice des contrebandiers. C'est, nous dira une source, Brother Seven, frère jumeau de Brother Six, qui est intervenu.

« Des policiers et des gens en civil sont montés à bord et venus vers nous. Puis on nous a dit en chinois “Bienvenue en France”. A ce moment-là, tout l'avion a applaudi »
Wu'er Kaixi
dissident exfiltré vers la France

D'autres auront moins de chance : Wang Dan, numéro un sur la liste des vingt et un criminels les plus recherchés, sera arrêté et condamné à la prison. Pour le couple Chai Ling et Feng Congde, qui passeront plusieurs mois en cavale, les Hongkongais doivent payer des rançons à des intermédiaires. Au cours des années qui suivent – « Yellowbird » fonctionnera jusque l'année de la rétrocession en 1997 –, divers dispositifs sont utilisés : un commerçant de fruits de mer séchés connu sous le pseudonyme de Tiger, que *Le Monde* a rencontré, ira chercher lui-même à partir de 1991 quarante candidats à l'exil

en Chine et les fera venir sur des chalutiers à des prix défiant toute concurrence.

Au début de l'opération d'exfiltration vers la France, les dissidents passent l'immigration avec un billet d'avion (payé par l'Alliance) et un laissez-passer munis d'un faux nom. Ensuite, ils auront des cartes et des badges d'employés de l'aéroport : techniciens de surface, ou même policier, comme Yan Jiaqi, l'un des principaux intellectuels du mouvement étudiant. Car les Français récupèrent dans leurs planques ceux qui sont parés pour le départ et les conduisent dans un appartement des services secrets britanniques du quartier de Wan Chai, où ceux-ci se chargent de les maquiller et de les déguiser.

Pour les agents de la Special Branch, c'est, à huit ans de leur départ de Hongkong, l'occasion d'un dernier « baroud d'honneur » à l'attention de Pékin. En réalité, la Chine est sans doute assez vite informée du rôle de Hongkong. Mais dans les premiers mois de la « normalisation », l'appareil communiste est hautement dysfonctionnel : même l'officiel chinois de plus haut rang en poste à Hongkong, Xu Jiatur, patron de l'agence Xinhua, fera défection aux Etats-Unis en 1990.

Plusieurs officiers de l'armée et de la police chinoise seront aussi exfiltrés de Chine par le biais de l'opération « Yellowbird » – et confiés directement par les Hongkongais aux services de Sa Majesté. Premier dissident à prendre le chemin de l'exil, Wu'er Kaixi se souvient avec émotion de son arrivée à Paris fin juin. « Beaucoup de passagers nous avaient reconnus pendant le vol. Après l'avion posé, le commandant de bord a demandé à tout le monde de rester assis. Des policiers et des gens en civil sont montés à bord et venus vers nous. Puis on nous a dit en chinois “Bienvenue en France”. A ce moment-là, tout l'avion a applaudi... », raconte-il dans le café de Taipei où il nous a donné rendez-vous.

A Hongkong, le bouillonnant Ouïghour (son origine ethnique) avait été difficile à « gérer » : il voulait à tout prix donner une

conférence de presse et dénoncer la répression, au risque de mettre en péril les suites de l'opération. A Paris, il est autorisé à le faire quelques jours après son arrivée. Face aux télévisions, il apparaît début juillet au côté de Yan Jiaqi, proche de Zhao Ziyang, le secrétaire général du Parti fraîchement limogé, qui a le bras ceint d'un bandeau noir en signe de deuil. Ils annoncent la célébration prochaine d'une « journée des martyrs chinois » et la tenue d'un « congrès international de toutes les forces chinoises en faveur de la démocratie ».

Cai Chongguo atterrit à Paris le matin du 14 juillet 1989. Une fois tous les passagers descendus, il est accueilli sur le tarmac par de jeunes sinologues et une escouade de policiers en armes. « Comme un chef d'Etat. Ils m'ont fait passer la douane, sans aucun contrôle ! », se souvient-il. Il est amené sous escorte rapprochée au gîte où se trouve la dizaine d'exfiltrés qui l'ont précédé, dont Wu'er Kaixi, Yan Jiaqi et Wan Runnan. Et se retrouve l'après-midi, avec ses compagnons, dans l'une des tribunes érigées autour de la place de la Concorde pour le défilé du Bicentenaire. On leur a cédé les sièges destinés aux officiels chinois. Leur présence reste discrète : ni François Mitterrand, ni aucun ministre ne s'affiche au côté des dissidents. « On avait été accueilli sur le sol français, pour le gouvernement chinois, c'était déjà insupportable pour Pékin », estime Cai Chongguo. Le spectacle de Jean-Paul Goude prévoyait à l'origine des soldats chinois effectuant un numéro de breakdance. Il a été remplacé par une scène où des étudiants chinois de Paris poussent leur vélo à la main, le front ceint d'un bandeau où est écrit en chinois « Liberté, égalité, fraternité ».

Le 22 septembre, Paris est sacré « capitale de la dissidence chinoise » : les exilés, désormais nombreux, lancent leur « Fédération pour la démocratie » lors d'une cérémonie à la Sorbonne. Les médias sont présents, l'atmosphère est électrique, l'amphithéâtre Richelieu est plein à craquer. Yves Montand et André Glucksmann font partie des personnalités venues soutenir les plus célèbres dissidents du moment. Beaucoup, Chinois ou Français, sont persuadés que le régime chinois ne se relèvera pas d'avoir fait tirer sur sa jeunesse désarmée et qu'il va s'effondrer.

Wan Runnan, le patron de la société informatique Stone, qui fut l'un des financiers du mouvement pour la démocratie, lui aussi exfiltré en France via Hongkong, estime alors qu'ils rentreront en Chine d'ici « deux ans ». Ses déclarations successives au fil des années sont devenues un sujet de plaisanterie : « Ensuite, il ne disait plus rien », se souvient la sinologue Marie Holzman. En France, les dissidents sont aidés par l'Association de liaison des intellectuels chinois en exil (Alice), fondée par une bande de Français qui ont étudié à Pékin au début des années 1980. Elle les loge dans une ferme près de Beauvais, les nourrit et paie à certains un salaire. Une partie des crédits destinés à la coopération culturelle, scientifique et technique avec la Chine, gelés à la suite de la répression du 4 juin, viendra compléter les différentes sources de soutien. Wan Runnan, qui avait placé de l'argent à Hongkong, y contribue. Toute comme France Libertés, l'association de Danielle Mitterrand. Pierre Bergé met à la disposition des étudiants chinois un espace rue de Tournon, baptisé Maison de la démocratie. Les dissidents créent une revue officielle, *Minzu Zhongguo* (« Chine démocratique »), dont Cai Chongguo sera le rédacteur en chef.

Mais l'enthousiasme s'étiole. La plupart n'ont pas d'attaches en France, dont ils ne connaissent pas la langue, et ne rêvent que des Etats-Unis, où l'opposition démocrate menée par Nancy Pelosi et les médias critiquent la passivité de l'administration Bush. Fondations et universités américaines proposent des bourses et des postes aux dissidents chinois, qui s'envoient pour l'Amérique. La majorité y vivent encore. « Au début, personne n'en voulait, de ces dissidents ! Ensuite, des Américains ont eu le culot de dire que la France les avait empêchés d'aller aux Etats-Unis », se souvient l'un des membres d'Alice.

Les rares à s'installer en France sont Cai Chongguo, qui mène désormais un combat pour les droits des ouvriers chinois, et Zhang Lun, qui fera sa thèse sous la direction d'Alain Touraine. Ceux qui, il y a vingt-cinq ans, rêvaient d'une force d'opposition crédible et organisée au régime chinois seront déçus : « On a tous cru au grand soir », ajoute le membre d'Alice. Les infiltrations par la Chine, les querelles, les projets de vie personnels, la lassitude des Occidentaux et la mue de la Chine en superpuissance économique feront éclater ce mouvement pour la démocratie au nom duquel la France a bravé tous les dangers – et la colère du dragon chinois. ■



EUROPE | CHRONIQUE
PAR ARNAUD LEPARMENTIER

Le président sans ami

En ces cérémonies commémoratives du Débarquement en Normandie, nous nous rappelons les souvenirs de notre enfance. Cette grand-tante, femme de pêcheur de Barfleur à la pointe du Cotentin, avait fini par nous faire croire, à force de récits de bombardements alliés, que la dernière guerre avait eu lieu contre les Anglais. Il fallut la sagesse de notre mère, lorraine, pour nous ramener à la raison. Natif de Rouen, François Hollande a lui aussi ce petit côté normand, qui rendra d'abord hommage aux 20 000 victimes des bombardements anglo-américains au Mémorial de Caen avant de recevoir les libérateurs – 19 chefs d'Etat et 1 800 anciens combattants. Fichus Anglais qui n'ont cessé de nous faire la guerre !

A observer le programme du président, on croirait que c'est lui, ou en tout cas la France, qui a organisé le Débarquement en Normandie, dont De Gaulle fut tenu à l'écart des préparatifs. Hollande avec la reine d'Angleterre, Hollande avec Obama, Hollande avec Poutine : on imagine notre président normal qui aurait réussi à venger le général et à rallier derrière sa bannière Churchill, Roosevelt et Staline. S'y ajoutent sept cérémonies binationales, à la

gloire des amis de la France libérée par elle-même. François Hollande fait mieux que le mythe gaullisto-communiste et nous rappelle l'excellente citation de Jean Cocteau : « *Puisque ces mystères me dépassent, feignons d'en être l'organisateur.* »

Ce triomphe éphémère intervient alors que le président français rencontre les plus grandes difficultés, y compris en politique étrangère, même s'il fait courageusement régner l'ordre en Afrique. Il voulait montrer ses muscles à Bachar Al-Assad, coupable d'avoir utilisé des armes chimiques en Syrie, mais fut lâché en rase campagne à l'été 2013 par Barack Obama lorsqu'il projeta de lâcher quelques dizaines de missiles.

Il n'a guère pesé dans la crise ukrainienne et reçoit tardivement Poutine, après s'être fait griller la politesse par Nicolas Sarkozy, qui a rencontré le maître du Kremlin à Moscou. Quant au Britannique David Cameron, il ne cesse de chercher noise en Europe, qu'il s'agisse du budget, du sauvetage de l'euro ou de l'avenir de la construction européenne, aux antipodes de celle privilégiée par la France. Bref, Hollande n'a pas d'allié absolu, d'ami à la vie à la mort.

En ce jour de Débarquement, c'est vers l'Allemagne « libérée » par les Alliés – pour reprendre l'expression utilisée le 8 mai 1985 par l'ex-président allemand Richard von Weizsäcker – que le chef de l'Etat va se tourner. L'ancienne ennemie est conviée aux cérémonies du 6 juin depuis 2004, conséquence de la complicité tardive mais indéfectible de Jacques Chirac et de Gerhard Schröder, soudés contre les Anglo-Américains Bush-Blair.

Merkel sera présente, elle a toutes les cartes en main, mais est-elle fiable ? Rien n'est moins sûr. La chancelière est certes agacée par les Américains, qui l'espionnent et qu'elle accuse de pousser au crime dans la crise ukrainienne, mais elle agit seule, sans vraiment se soucier de François Hollande.

La chancelière mène la danse

On le voit bien en Europe. Angela Merkel ne veut pas rompre avec les Britanniques, contrairement à l'exhortation de Michel Rocard, qui veut les bouter hors de l'UE. A la veille des élections européennes, les Allemands préparaient leur lamentation sur le Front national mais pensaient déjà à l'essentiel, le référendum sur l'indépendance de l'Ecosse puis sur la sortie du Royaume-Désuni de l'UE. La chancelière n'en veut pas et est prête à des concessions. Londres veut récupérer de Bruxelles des compétences. Traduit en allemand, ce concept s'appelle subsidiarité et sonne doux aux oreilles des chrétiens-démocrates. Surtout, Angela Merkel ne veut pas imposer à David Cameron un président de la Commission dont il ne voudrait pas. Elle mène la danse – saborde Barnier, propulse Juncker, susurre le nom de Lagarde.

La messe n'est pas dite, mais Hollande semble cruellement absent. Invisible, à moins qu'il ne manœuvre en coulisses.

Il y a du Chirac dans le président d'aujourd'hui, démonétisé par sa double défaite électorale et sa maigre popularité, comme l'était Jacques Chirac en 2005 au lendemain du non au référendum européen. Sauf qu'à cette époque, la France attendait tranquillement l'élection présidentielle de 2007.

Désormais, chacun s'inquiète de la dégradation du statut du chef de l'Etat. Il était l'homme le plus fort du Conseil européen, inamovible pour cinq ans, chef des armées, détenteur du feu nucléaire et fort d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Pour la première fois, l'on s'interroge sur sa capacité à demeurer à l'Elysée jusqu'en 2017. Car il ne reste guère que l'arme de la dissolution. « *Une forme de suicide* », tranche, dans *Le Figaro*, le politologue Jérôme Jaffré. Car le PS se retrouverait, selon lui, avec moins de 70 députés, tandis que la droite serait tentée de refuser de gouverner sous la présidence de François Hollande ». Bref, pas de cohabitation possible : le président qui voulait prendre en modèle Mitterrand pourrait tomber tel Millerand, Alexandre de son prénom, président de la République qui dut démissionner en 1924 à la suite de la victoire du Cartel des gauches.

La chance de Hollande, c'est que ses partisans croient qu'il arrivera bon an mal an à faire passer ses réformes et son plan d'économies annoncé en janvier. Ils lui font confiance. Ils font semblant. Ils ont peur. Nous aussi. ■

leparmentier@lemonde.fr

Croyants de tous les pays, jeûnez pour sauver le climat

Ne pas manger pour sauver la planète ? L'idée a jailli comme un cri de désespoir : traumatisé par le typhon qui venait de frapper son pays, Yeb Sano, négociateur philippin aux conférences de l'ONU sur le climat, annonça en plein sommet de Varsovie, en 2013, qu'il démissionnerait un jeûne de plusieurs jours. « *J'ai voulu ouvrir les yeux de tous les leaders présents, face à l'urgence de la situation* », nous explique ce catholique pratiquant. Son geste « *mi-spirituel, mi-politique* » fut repris par des milliers de gens. L'initiative débarqua mercredi 4 juin en France, principalement portée par les responsables chrétiens, rejoints par des musulmans, des bouddhistes et des associations non confessionnelles de défense de l'environnement.

L'idée se veut consensuelle : à partir de juillet, et jusqu'en décembre 2015, date de la conférence de l'ONU sur le climat organisée à Paris, chacun est appelé à jeûner le premier jour de chaque mois, « *en solidarité avec les populations déjà touchées par les effets du changement climatique à travers le monde* ».

« Le temps presse »

« *Le jeûne est une pratique qui traverse toutes les cultures, toutes les époques, qui peut parler aussi bien aux croyants qu'aux non-croyants* », plaide François Clavairol, président de la Fédération protestante de France. « *Il ne s'agit pas pour nous de faire du lobbying pour forcer la main des négociateurs de l'ONU, mais de faire prendre conscience au plus grand nombre de l'urgence du problème* ». Les organisations caressent toutefois l'espoir d'obtenir « *un traité ambitieux et contraignant* ». « *Paris ne doit pas être une occasion perdue car le temps presse pour prendre des décisions politiques* », recon-

naît M. Clavairol. « *Les responsables politiques ne peuvent qu'être touchés par la force de notre mouvement, repris aujourd'hui par une vingtaine de pays et des centaines de milliers de personnes* », veut croire M. Sano. « *S'il ne se passe rien à Paris en 2015, la conférence de l'ONU perdra toute crédibilité sur ces questions* ».

L'initiative a retenu l'attention de personnalités comme Pierre Rabhi, chantre de l'agroécologie, et de Nicolas Hulot, officiel messager de l'Elysée « *pour la protection de la planète* ». A ce titre, l'ancien journaliste cherche à enrôler dans son combat les responsables religieux, pape François en tête. « *Les religions, comme autorités morales et spirituelles, peuvent provoquer un sursaut chez les politiques* », assure-t-il, tout en déplorant « *le silence ahurissant des intellectuels sur ces sujets* ». « *On retrouve dans les préceptes des grandes religions une responsabilité à œuvrer pour la protection de la planète. Il faut que croyants et non-croyants, défenseurs de la nature, entendent cet appel. Une fois par mois, les jeûneurs seront les ambassadeurs d'une plus grande sobriété dans nos sociétés de consommation* ».

Sur le sujet du changement climatique, les Eglises ont, comme nombre d'acteurs français, eu du retard au démarrage. « *En haut de leur agenda, les religieux ont plutôt mis le mariage pour tous ou la fin de vie, pas le climat* », confesse un responsable chrétien. « *Pour diverses raisons, notamment scientifiques, la question du changement climatique est arrivée tardivement, mais aujourd'hui le consensus prévaut et on ne peut plus rester dans l'expectative* », insiste M. Clavairol. M. Sano ne désespère pas de convaincre le pape de rejoindre la cause. ■

STÉPHANIE LE BARS

Spécial Histoire



Nouveau Un hors-série Histoire

Courrier international

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », membre du directoire Gilles van Kote
Directeur des rédactions Jérôme Fenoglio
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions Françoise Tovo
Directeurs adjoints des rédactions Luc Bronner, Arnaud Leparmentier, Cécile Prieur
Directeurs éditoriaux Gérard Courtis, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédactrice en chef de « M Le magazine du Monde » Marie-Pierre Lannelongue
Rédacteurs en chef, responsable de la rédaction numérique Vincent Fagot, Nabil Wakim
Rédacteurs en chef et chefs de services Christophe Ayad (International), Thomas Wieder (France), Virginie Malingre (Economie), Auréliano Tonet (Culture)

Rédacteurs en chef « développement éditorial » Julien Laroche-Joubert (Projets), Didier Pourquery (Diversifications, Evénements, Partenariats)

Chef d'édition Christian Massol
Directeur artistique Aris Papatheodorou
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Eric Béziat
Médiateur Pascal Gallinier
Secrétaire générale du groupe Catherine Joly
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président

Tel. 01 40 73 73 73

Dior

'SECRET GARDEN* III - VERSAILLES'
LE FILM SUR DIOR.COM

*Jardin secret

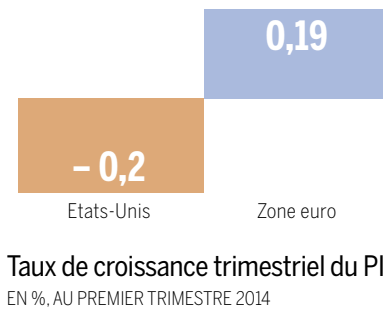
Le G7 face au ralentissement mondial

■ L'activité américaine a reculé au premier trimestre, les pays émergents ralentissent, la zone euro patine

Mais d'où viendra la croissance mondiale, alors que nombre de pays donnent des signes de ralentissement ? Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du G7 (Etats-Unis, Canada, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Japon) ainsi que l'Union européenne aborderont cette thématique à l'occasion du dîner qu'ils partageront mercredi 4 juin à Bruxelles. Même si celui-ci devrait être largement consacré à la politique internationale, l'Ukraine en tête, les questions écono-

miques ne seront pas absentes, qu'il s'agisse des sanctions contre la Russie, de l'approvisionnement en gaz de l'Union européenne ou des sanctions envisagées par les Etats-Unis contre les sociétés (comme BNP Paribas), qu'ils accusent d'avoir contourné l'embargo américain sur l'Iran, Cuba et le Soudan. Comment réactiver la croissance et consolider une reprise qui reste hésitante ? C'est un sujet de débat, après la publication fin mai d'une série d'indicateurs conjoncturels médiocres ou très mauvais.

Le ralentissement est net dans les grandes économies émergentes comme le Brésil, la Russie, l'Inde ou la Chine. La grande époque des BRICS semble bel et bien finie. Dans les vieux pays industrialisés du G7, les espoirs de reprise reposaient pour une large part sur les Etats-Unis. Las ! Les rigueurs d'un hiver polaire ont pesé sur leurs performances. Quant à l'Europe, à l'exception d'une Allemagne et d'un Royaume-Uni dynamiques, elle reste atone. ■



LIRE PAGE 3

LE BOTOX AIGUISE LES APPÉTITS DES LABORATOIRES

■ Le canadien Valeant offre plus de 53 milliards de dollars pour acquérir Allergan, le fabricant du Botox
■ Utilisée pour atténuer les rides, la toxine botulique représente un marché de 3 milliards de dollars, en pleine explosion
■ Le français Ipsen avance ses pions pour rattraper son retard

LIRE PAGE 6



Nicole Kidman, à Cannes, le 14 mai. L'actrice a reconnu, en 2013, avoir abusé du Botox.

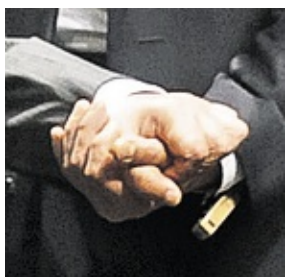
ERIC GAILLARD/REUTERS

PLEIN CADRE

Samsung à l'heure de la succession

Alors que son président est hospitalisé, le « chaebol » se prépare à l'après-Chairman Lee. L'annonce, le 3 juin, de l'entrée en Bourse de deux de ses holdings est à lire à cette aune. Retour sur une saga familiale.

LIRE PAGE 2



UNIVERSITÉS & GRANDES ÉCOLES

Une mauvaise note pour l'Université

Quelque 6 500 étudiants, interrogés par le syndicat UNEF, portent un regard très critique sur l'université. Beaucoup se plaignent de n'avoir pas choisi leur filière, d'y être peu aidés et d'y manquer de préparation pour la vie professionnelle.

LIRE PAGE 7

PERTES & PROFITS

PAR JEAN-BAPTISTE JACQUIN

Mauvais point

Standard & Poor's

En cette saison de conseils de classe du dernier trimestre, de baccalauréat et autres concours, les notes constituent un sésame compris par tous. Sur les marchés financiers, les notes sont aussi une clé d'entrée.

Avoir un AAA de Moody's, Standard & Poor's ou Fitch permet d'emprunter au moins cher. Le perdre, ce sont les ennuis qui commencent.

Mais contrairement aux professeurs et examinateurs qui se font régulièrement contrôler – inspecter comme on dit –, les agences de notation qui distribuent les bons et mauvais points aux Etats comme aux entreprises n'étaient contrôlées par personne.

Ce n'est plus le cas ! L'Europe (tiens, elle fait avancer des dossiers d'intérêt commun...) s'est dotée en 2011 d'un organe de surveillance avec des pouvoirs de sanction à l'égard des agences de notation.

Le régulateur européen des marchés a prononcé, mardi

3 juin, sa première sanction contre une agence, en l'occurrence Standard & Poor's. L'European Securities and Markets Authority (ESMA) avait ouvert une enquête sur une triste gaffe de l'agence américaine : elle avait annoncé par erreur à ses abonnés une baisse de la notation de la France le 10 novembre 2011, en pleine crise de l'euro.

Réprimande publique

Les châtiments corporels n'étant plus de ce siècle, la palette de sanctions à la disposition de l'ESMA va du blâme à l'interdiction d'exercer, en passant par l'amende ou la suspension temporaire.

Pour étreindre son tout nouveau pouvoir, l'autorité européenne a choisi le premier échelon de son arsenal, la réprimande publique. De fait, on se dit que cela peut arriver à tous les professeurs de se tromper dans l'envoi d'un bulletin de notes.

Il n'y aurait pas de quoi fouetter un chat ni le derrière d'un cancre. Pourtant, la lecture des attendus de cette décision fait froid dans le dos. On n'y voit aucune raison de relativiser l'incident.

Le gendarme constate que cette infraction à la réglementation européenne n'est pas le fruit d'un malheureux accident. « Il résulte de la défaillance de S & P à respecter certaines obligations en matière d'organisation imposées par la réglementation, à vérifier les mécanismes de contrôle interne, (...) à contrôler les processus de décision », etc.

Deux bases de données de l'agence de notation étaient mélangées sans que des procédures adéquates soient mises en place, « sans suivi » et « en l'absence de supervision effective et de responsabilité clairement établie » au sein de l'agence.

Malgré ces défaillances graves, l'ESMA a tenu compte, pour décider de la sanction, des mesures prises par S & P pour y remédier. Elle n'a pas choisi son arme nucléaire, qui équivaldrait par exemple à l'interdiction faite à une banque internationale de faire des transactions en dollars...

C'est la différence entre la sanction pédagogique et la sanction punitive. ■

jacquin@lemonde.fr

L'INES A DE GRANDES AMBITIONS POUR VOUS

COMPTEZ SUR L'UNE DES MEILLEURES
ÉCOLES PRÉPARATOIRES
AUX MÉTIERS DE L'EXPERTISE COMPTABLE ET DE L'AUDIT

DCG – DSCG – DEC

www.ines-expertise.fr
34 boulevard Haussmann 75009 PARIS

Les premières voitures « sans conducteur » vendues en Europe en 2020

LIRE PAGE 5

LUTTE CONTRE LES PARADIS FISCAUX : LES ENTREPRISES AMÉRICAINES SE REBIFFENT

LIRE PAGE 3

La guerre de la saucisse fait rage aux Etats-Unis

LIRE PAGE 6

FISCALITÉ VERTE : DES EXPERTS POUR TARIFER LES NUISANCES ÉCOLOGIQUES

LIRE PAGE 5

▼ CAC 40 4 500 PTS - 0,07 %
▼ DOW JONES 16 722 PTS - 0,13 %
▼ EURO-DOLLAR 1,3613
▼ PÉTROLE 108,89 \$ LE BARIL
▼ TAUX FRANÇAIS À 10 ANS 1,81 %
03/06 - 9H30

Séoul
Envoyé spécial

Le processus de successions s'accélère à la tête de Samsung. En coulisse, les grandes manœuvres familiales ont commencé. Et l'annonce par le chaebol (conglomérat sud-coréen), mardi 3 juin, de l'entrée en Bourse en 2015 de Samsung Everland – la holding de contrôle du groupe – doit se lire à cette aune.

Il y a urgence. Agé de 72 ans, l'actuel dirigeant, Chairman Lee Kun-hee, est hospitalisé depuis le 10 mai, victime d'une crise cardiaque. D'après le Centre médical Samsung, il aurait repris conscience le 25 mai. Ce jour-là, précise l'établissement, Chairman Lee aurait ouvert les yeux alors que plusieurs membres de sa famille regardaient un match de base-ball. Ils auraient fait du bruit quand Lee Seung-yeop, joueur de l'équipe de base-ball des Samsung Lions, a réalisé un coup gagnant.

Ces informations, qualifiées de « comédie du pouvoir » par certains observateurs, restent invérifiables et les rumeurs vont bon train sur l'état de santé réel de Lee Kun-hee. Le 16 mai, certains médias ont évoqué son décès. D'autres pensent qu'il est maintenu artificiellement en vie dans l'attente d'un règlement de la succession. Un dossier compliqué par la structure du groupe et surtout par les rivalités familiales.

En vertu du complexe système de participation croisée qui relie les 89 entités du groupe, qui contrôle Everland contrôle le chaebol. Ses activités s'étendent des parcs d'attractions à la mode jusqu'aux clubs de golf. Autre entité importante dans le conglomérat, Samsung SDS – technologies de l'information et télécommunications – fera également l'objet d'une introduction en Bourse avant la fin 2014.

Ces entrées en Bourse doivent permettre aux héritiers de dégager des capitaux pour payer des droits de succession qui pourraient représenter jusqu'à la moitié d'un héritage estimé à 13 000 milliards de wons (9,3 milliards d'euros). Mais aussi de racheter des parts dans les principales composantes du groupe comme Samsung Electronics et Samsung Life Insurance, afin de ne pas perdre trop d'influence dans ce chaebol vital pour l'économie sud-coréenne.

L'objectif est donc de soigneusement préparer le passage de témoin entre l'actuel dirigeant Chairman Lee et son héritier. Le chaebol devrait revenir à Lee Jay-yong, unique fils de Chairman Lee, 45 ans et actuellement vice-président de Samsung Electronics. « En Corée, note Jasper Kim, qui dirige l'institut de recherche Asia-Pacific Global, on transmet à celui qui a le même sang, même s'il n'est pas le meilleur. » Et, conformément à la très ancrée tradition confucéenne, le garçon reste privilégié.

Chairman Lee est très attaché aux traditions, comme le confirme une histoire tragique. En 2005, sa troisième fille s'est suicidée. A l'origine de ce drame, il y aurait le refus paternel de la laisser épouser celui qu'elle avait choisi. Selon la rumeur, il s'agissait du fils du dirigeant du cinquième chaebol sud-coréen Lotte. Son défaut ? Etre né d'un remariage.

« Jay-yong est favori, mais son heure n'est pas venue, rappelle un bon connaisseur des chaebols. Il est en rivalité avec sa sœur Boo-jin. Elle ressemble énormément à son père, qui lui aurait dit un jour : "Si tu avais été un garçon, j'aurais été heureux." »

Actuellement à la tête d'Hotel Shilla, l'une des structures Samsung, Boo-jin détient également des parts dans Samsung Everland et Samsung SDS. L'autre sœur, Seo-hyun, est propriétaire notamment de 3,9 % de Samsung SDS.

Et il y a la mère, Hong Ra-hee. L'épouse de Lee Kun-hee est à la tête de la 13^e fortune de Corée avec 1,5 milliard de dollars (1,1 milliard d'euros) d'actifs et gère la plus grande collection d'art privée du pays. Elle est la deuxième actionnaire de Samsung Electronics. « Un projet de loi pouvant donner la moitié des biens du mari à son épouse à



Lee Kun-hee,
le patron
de Samsung,
à Séoul, en 2012.

SEO JAE-HOON/POOL/REUTERS

Samsung à l'heure de la succession

Alors que son président est hospitalisé, le groupe coréen se prépare à l'après-Chairman Lee

« EN CORÉE,
ON TRANSMET
À CELUI QUI
A LE MÊME
SANG, MÊME
S'IL N'EST
PAS
LE MEILLEUR »

Jasper Kim
Asia-Pacific Global

son décès est en discussion au Parlement », précise un expert. Reste à savoir si le texte entrera en application avant la mort de Lee Kun-hee. Si c'était le cas, Hong Ra-hee pourrait hériter de la moitié des parts de Chairman Lee. Qu'en fera-t-elle ?

Les interrogations rappellent les divisions anciennes de la famille la plus riche de Corée du Sud, à la tête d'un groupe créé en 1938 par Lee Byung-chul (1910-1987), fils d'un riche propriétaire terrien de la région de Daegu (centre). Baptisée Samsung Sanghoe (littéralement, « la maison de commerce trois étoiles »), la petite entreprise a commencé par exporter des fruits, des légumes et du poisson séché vers la Mandchourie.

Après l'indépendance de la Corée en 1945, M. Lee l'a lancée dans la distribution, l'assurance et la finance. Grâce au soutien du dictateur Park Chung-hee (1917-1979) – père de l'actuelle présidente Park Geun-hye –, Samsung est entré dans l'électronique à la fin des années 1960, puis dans la construction navale, la chimie et la construction. Lee Byung-chul a décidé en 1976 de confier les rênes de l'empire à son troisième fils, Kun-hee. En 1993, son aîné Maeng-hee, qui aurait dû hériter, a évoqué dans son livre *Histoires enterrées* le « choc » qu'il a alors ressenti.

Arrivé à la tête du groupe en 1987 à la mort du patriarche, Chairman Lee a dû se battre dix ans devant les tribunaux pour faire accepter sa prise de pouvoir, contestée par son frère aîné. C'est lui qui a décidé de faire sortir le groupe de la logique de production de produits de qualité moyenne. « Changez tout, sauf votre femme et vos enfants », avait-il lancé en 1993 au personnel. Vingt ans plus tard, en 2013, Samsung Electronics, fleuron du groupe et numéro un mondial des smartphones, a dégagé des ventes à 228 700 milliards de wons (164 milliards d'euros), un record.

Malgré ses problèmes de santé, Chairman Lee est toujours resté attaché à son pouvoir. « Lee Kun-hee est comme un souverain de l'ancienne Corée, analyse un expert. Tant qu'il vit, le fils ne peut avoir de pouvoir. Il n'y a qu'un roi. » Samsung ne veut pas revivre le cauchemar de la succession précédente. « Cette fois, Samsung ne peut se permettre de tels problèmes, précise l'expert. La concurrence se fait de plus en plus vive, notamment en Chine. »

Dans le même temps, la société sud-coréenne a changé. A l'heure où beaucoup parlent de « démocratie économique », à savoir un rééquilibrage entre les chaebols

« TANT QUE VIT
CHAIRMAN
LEE, LE FILS
NE PEUT AVOIR
DE POUVOIR.
IL N'Y A
QU'UN ROI »

Un expert

et les PME, l'omnipotence et les divisions des familles dirigeantes des conglomérats, comme les petits arrangements avec le pouvoir, passent de moins en moins bien et ne sont en théorie plus de mise.

En 2008, Lee Kun-hee s'était retrouvé au cœur d'un scandale d'évasion fiscale, alors qu'il possédait des actions sous des prête-noms. L'affaire l'avait obligé à quitter ses fonctions pendant deux ans à l'issue desquels le président Lee Myung-bak lui avait accordé son pardon. En 2010, il a donc pu reprendre les rênes de l'entreprise et rassembler l'ensemble des titres en question sous son seul nom.

Le contexte nouveau, l'image dégradée des chaebols comme la perspective de la succession expliqueraient également les efforts consentis par Samsung pour régler le scandale des cancers de ses ouvriers, contractés à cause des conditions de travail dans ses usines.

De même, il pourrait revenir sur sa politique d'interdiction des syndicats, qui lui vaut des critiques du Bureau international du travail. « Samsung a conscience que le passage à la troisième génération passe par la transmission des actions, reconnaît-on en interne, mais aussi par l'acceptation de l'héritage par la société. » ■

PHILIPPE MESMER

Les chaebols, des « Dallas » à la sauce sud-coréenne

Séoul
Envoyé spécial

La succession à la tête de Samsung rappelle à quel point les chaebols restent dépendants de leurs familles fondatrices. « Le mot chaebol a deux significations, explique Kim Sang-jo, professeur d'économie à l'université Hansung, en Corée du Sud. Il définit les grands groupes comme Samsung et évoque les familles les contrôlant. »

Ces dynasties, les plus grandes fortunes de Corée du Sud, font tout pour garder le pouvoir, en partie par attachement aux traditions nationales, confucéennes notamment. LG, grand rival de Samsung Electronics, est dirigé par Koo Bon-moo, petit-fils du fondateur.

Le fonctionnement dynastique, quelque peu anachronique, donne souvent lieu à des conflits, principa-

lement au moment des successions. Ainsi de Samsung, mais également, au début des années 2000, de Hyundai, géant de l'automobile et de l'industrie lourde, et de sa guerre des « princes rebelles » : Mong-pil et Mong-hul, premier et cinquième fils du fondateur Chung Ju-yung, s'étaient déchirés pour lui succéder. L'aîné l'avait emporté.

Ces « grandes familles » entretiennent des liens étroits avec le pouvoir, qui les a longtemps soutenues. Leur développement a été rendu possible par la « stratégie de développement déséquilibré » de Park Chung-hee (1917-1979), président de la Corée du Sud entre 1961 et 1979. Il s'agissait d'attribuer les quelques ressources disponibles à un très petit nombre d'entreprises. Cette stratégie a permis au pays de connaître une forte croissance jusqu'aux années 1990.

En contrepartie, ces familles ont su rendre service. Si Séoul a pu organiser les Jeux olympiques de 1988, c'est en partie grâce à Hyundai. La famille Chung a également œuvré au rapprochement avec la Corée du Nord – dont elle est originaire –, allant jusqu'à financer le sommet historique de 2000 entre les dirigeants des deux Corées.

Feuilleton des haines

En tant que membre sud-coréen du Comité international olympique, et sans doute en échange du « pardon » accordé en 2010 par le président Lee Myung-bak après sa condamnation pour évasion fiscale, le dirigeant de Samsung, Lee Kun-hee, aurait tout fait pour que son pays accueille les JO d'hiver de Pyeongchang en 2018.

Les liens vont parfois plus loin. Chey Tae-won, fils aîné du fonda-

teur et dirigeant du conglomérat SK Group, a épousé la fille de Roh Tae-woo, président de 1988 à 1993.

Depuis la crise asiatique de 1997-1998, l'image des chaebols décline. Certes, beaucoup de mères rêvent encore de voir leur fils intégrer l'un de ces géants, et le feuillet des haines nourrit toujours l'imagination des scénaristes des séries télévisées. Mais plusieurs affaires de corruption ou d'évasion fiscale ont laissé des traces. Et le développement des chaebols, symbole de la bipolarisation de l'économie, ne profite plus autant à la prospérité nationale. Les politiques s'efforcent donc d'instiller de la « démocratie économique » pour réduire leur pouvoir, mais avec prudence. Les exportations des 30 premiers chaebols représentent toujours 80 % du total sud-coréen. ■

PH. ME.

Le G7 au chevet d'une économie mondiale affaiblie

Au premier trimestre, l'Amérique du Nord, comme l'Europe et les grands émergents, a ralenti

Mais d'où viendra la croissance si, même aux Etats-Unis, l'économie flanche ? Entre le coup de froid sur le produit intérieur brut (PIB) américain et le nouveau recul de l'inflation dans la zone euro, qui augmente les risques de déflation, le sommet du G7 se présente sous de sombres auspices.

Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de ce groupe (Etats-Unis, Canada, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Japon) ainsi que l'Union européenne se retrouvent, mercredi 4 juin à Bruxelles, pour un dîner de travail largement consacré à la politique internationale, Ukraine en tête. Ils avaient initialement prévu de se rencontrer à Sochi, mais l'annexion de la Crimée par la Russie en a décidé autrement : le président russe Vladimir Poutine a été exclu du G8, redevenu G7 depuis mars.

Les questions économiques ne seront sûrement pas absentes des échanges de mercredi soir, qu'il s'agisse des sanctions contre la Russie, de l'approvisionnement en gaz de l'Union européenne ou des pénalités envisagées par les Etats-Unis contre les sociétés qu'ils accusent d'avoir contourné l'embargo américain sur l'Iran. Deux sessions de travail sont prévues jeudi matin – l'une sur l'économie mondiale, dont le commerce ; l'autre sur l'énergie et le climat – avant un déjeuner de clôture consacré au développement et à l'Afrique.

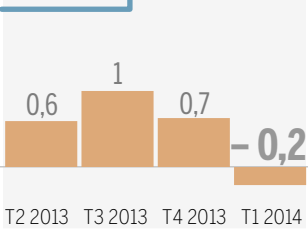
Comment réactiver la croissance et s'assurer du caractère robuste de la reprise ? Telle est la question centrale après la publication fin mai d'une série d'indicateurs conjoncturels médiocres ou mauvais dans de nombreux pays du G7, alors même que le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Banque mondiale misent sur les vieux pays industrialisés pour soutenir l'économie mondiale.

Faiblesse généralisée de la croissance

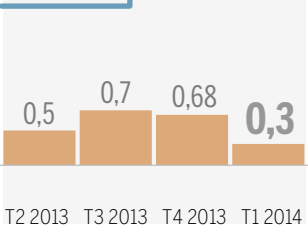
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIELS, en %

Les Américains déçoivent

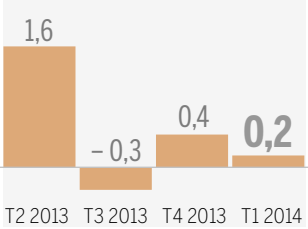
ÉTATS-UNIS



CANADA



BRÉSIL

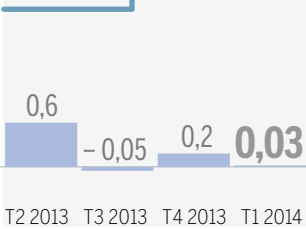


Le ralentissement de l'activité est net, en effet, dans les grandes économies émergentes. L'OCDE, sur la foi de ses indicateurs composites avancés, signalait le 13 mai une croissance inférieure à la tendance au Brésil, en Chine et en Inde et une moindre progression du PIB en Russie. La grande époque des BRIC semble bel et bien révolue.

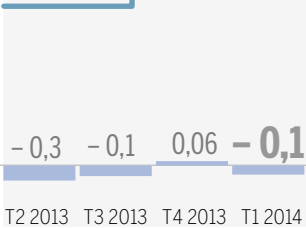
Au Brésil, qui s'apprête à accueillir la Coupe du monde de football à partir du 12 juin, la progression du PIB a été ramenée de 0,7% au dernier trimestre 2013 à 0,2% au premier trimestre 2014. La

Les Européens restent atones

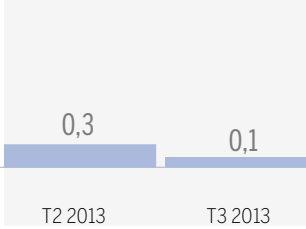
FRANCE



ITALIE



ZONE EURO



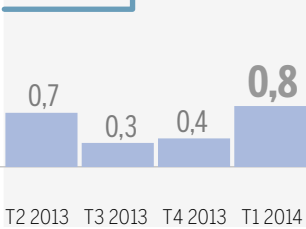
croissance 2013 a été limitée à 2,3% ; celle de 2014 s'annonce faible (la Banque centrale prévoit 1,6% ; le ministère de l'économie entre 2,3% et 2,5%).

Accident de parcours

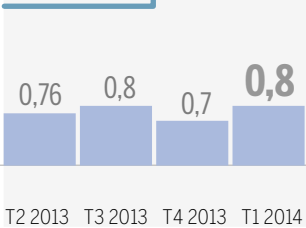
Pour la deuxième année consécutive, l'Inde a connu en 2013 une croissance inférieure à 5% (4,7%). Cette performance médiocre pour le deuxième pays le plus peuplé du monde (1,2 milliard d'habitants) après la Chine va mettre davantage de pression sur le gouvernement de Narendra Modi, très attendu sur la relance de l'économie.

PAYS DU G7

ALLEMAGNE

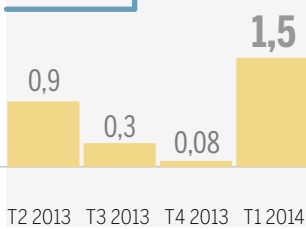


ROYAUME-UNI

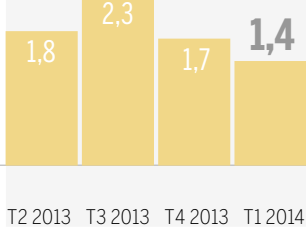


Les Asiatiques plafonnent

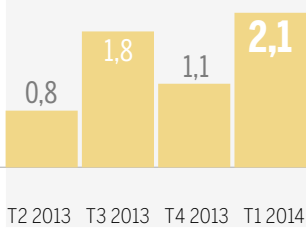
JAPON



CHINE



INDE



SOURCE : OCD

BNP Paribas : Paris prêt à «réagir fermement»

Alors que BNP Paribas risque une sanction de 10 milliards de dollars (7,3 milliards d'euros) aux Etats-Unis, François Hollande a adressé un courrier à Barack Obama pour dénoncer cette amende « injuste et disproportionnée », a rapporté, mercredi 4 juin, RTL. Le ministre de l'économie, Michel Sapin, a prévenu dans *Les Echos* que si la banque n'était pas traitée de manière équitable, « la France réagirait fermement pour protéger ses intérêts fondamentaux », à savoir défendre « la stabilité du système financier en France ». Mardi, Laurent Fabius, le ministre des affaires étrangères, avait dénoncé des « chiffres [qui] ne sont pas raisonnables ».

l'augmentation de 3 points de la TVA à 8%, ce qui a provoqué une forte contraction de la production industrielle. La hausse des prix de détail (+3,2% en avril), pourtant positive dans un pays qui cherche à sortir de plus de quinze années de déflation, inquiète les économistes. Ils redoutent ses effets négatifs sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la demande intérieure.

Dans l'Union européenne, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont entamé l'année 2014 en fanfare avec une croissance de 0,8% au premier trimestre. Mais ailleurs, la situation est nettement moins bonne, la France et l'Italie étant à l'arrêt pour la première, en légère contraction pour la seconde. Globalement, la croissance est restée stable mais faible (+0,2%) au premier trimestre dans une zone euro qui monopolise l'attention à la veille d'une réunion cruciale, jeudi 5 juin, de la Banque centrale européenne (BCE). Une chose est sûre : ce n'est pas de ce groupe de pays fragile et hétérogène qu'on peut attendre le salut. ■

CLAIRE GUÉLAUD

Le tassement de l'inflation condamne la Banque centrale européenne à l'action

En mai, les prix ont augmenté seulement de 0,5 % dans la zone euro

Les chiffres n'augurent rien de bon pour la reprise européenne. D'après la première estimation publiée par Eurostat mardi 3 juin, l'inflation est tombée à 0,5% en mai dans la zone euro, contre 0,7% en avril. Elle retrouve ainsi son niveau de mars, qui était déjà un point bas depuis la crise financière de 2009.

Dans le détail, les prix de l'énergie, en fort recul depuis janvier, se sont stabilisés, tandis que ceux des services ont progressé de 1,1% seulement, contre 1,6% en avril. Plus inquiétant : les premières estimations par pays révèlent que les prix n'ont progressé que de 0,4% en Italie (après 0,6% en avril), 0,2% en Espagne (0,3%) et 0,6% en Allemagne (1,1%). « C'est le plus faible taux enregistré outre-Rhin depuis quatre ans », observe Jennifer McKeown, chez Capital Economics.

Les mauvais chiffres allemands sont d'autant plus surprenants que l'économie de notre voisin d'outre-Rhin est celle qui se porte le mieux, avec un PIB en hausse de 0,8% au premier trimestre contre 0,2% dans la zone euro, et un taux de chômage au plus bas, à 5,2%. L'inflation aurait donc dû y redémarrer plus fermement que dans les autres pays membres. La faiblesse des prix observée en mai pourrait néanmoins être liée à des facteurs saisonniers, comme des soldes plus élevés que prévu dans l'habillement.

« Quoi qu'il en soit, il faut arrêter

de se raconter des histoires : tout pousse à l'inflation basse dans la zone euro », assène Philippe Waechter, chef économiste chez Natixis AM. D'abord, parce que le taux de chômage reste élevé : en avril, il s'est établi à 11,7% en moyenne dans les dix-huit Etats membres. « Dans ces conditions, le pouvoir d'achat, les salaires et les prix ne sont pas près de repartir à la hausse », abonde Thibault Prébay, chez Quilvest Gestion.

Nouveau prêt aux banques

S'ajoutent à cela les surcapacités de production observées dans la plupart des Etats, et les politiques d'austérité. De là à penser que la zone euro est sur le point de tomber dans une spirale déflationniste à la japonaise, il n'y a qu'un pas que certains économistes n'hésitent plus à franchir. « Nous y allons tout droit », s'alarme Bruno Colmant, économiste à l'Université catholique de Louvain.

Autant dire que les pressions vont encore augmenter sur la Banque centrale européenne (BCE), qui tient sa réunion mensuelle jeudi 5 juin. « Face à des chiffres aussi inquiétants, elle n'a pas d'autre choix que d'agir enfin », analyse Jean-François Robin, chez Natixis.

Cela fait d'ailleurs peu de doute : depuis plusieurs semaines, les dirigeants de l'institution laissent clairement sous-entendre qu'ils s'apprêtent à déployer des mesures pour lutter contre la déflation. ■

MARIE CHARREL

La lutte contre les paradis fiscaux irrite les grandes entreprises américaines

L'OCDE prépare au nom du G20 un plan contre l'optimisation fiscale

L'offensive est lancée. Inquiètes face au grand mouvement de lutte contre l'optimisation fiscale et de régulation de leurs activités dans les paradis fiscaux, les multinationales américaines passent à l'attaque. Le puissant lobby américain Business Roundtable, qui défend les intérêts des majors de l'industrie, des services et de la finance (General Electric, Coca-Cola, Goldman Sachs, Boeing, Walmart, etc.), a adressé vendredi 30 mai une lettre au vitriol au secrétaire américain au Trésor, Jacob Lew, contre les travaux de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

Mandatée par le G20 pour réduire les multiples techniques d'optimisation fiscale, et donc permettre aux Etats de récupérer de l'impôt, l'OCDE travaille à un corps de règles destinées à encadrer et limiter ces pratiques dénommées BEPS (*Base erosion and profit shifting*, Erosion de la base d'imposition et transfert des bénéfices). Il s'agit d'éviter que, à force de jouer avec les failles réglementaires, les grandes entreprises ne paient aucun impôt nulle part.

Ce plan d'action, qui pourrait s'appliquer en 2015 et suppose de durcir les législations fiscales des Etats, subit les assauts des lobbies industriels et financiers.

Dans cette lettre, dont *Le Monde* a eu copie, Louis R. Chênevert, PDG d'United Technologies Corporation et membre du comité exécutif

de Business Roundtable, n'y va pas par quatre chemins : « *Business Roundtable soutient vos efforts en faveur de la croissance économique pour réduire les barrières commerciales et promouvoir l'investissement (...). Mais le projet BEPS préoccupe les milieux d'affaires américains. Certains Etats pourraient y trouver une base légale pour infliger des impôts extraterritoriaux sur les entreprises.* »

Jusqu'à présent, l'administration Obama a semblé donner la priorité à la lutte contre la fraude fiscale des particuliers

« Au mieux, cela accroîtra l'incertitude sur le traitement fiscal des profits transfrontaliers », écrit l'organisation. Au pire, cela aboutira à la création d'impôts sans précédent (...) qui vont geler l'investissement et ralentir la croissance. » Et le PDG de poursuivre : « Nous demandons au gouvernement américain de s'opposer à la mise en œuvre du projet BEPS. »

Cette offensive sera-t-elle officiellement soutenue par les autorités américaines ? « Nous partageons une grande partie des préoccupations exprimées par Business Roundtable », a déclaré un porte-parole du Trésor américain auprès

de l'AFP à Washington.

De fait, aux Etats-Unis, le débat politique est vif sur la nécessité, ou non, d'encadrer l'optimisation fiscale. Et ce, même si le faible niveau d'impôts payés par les géants de l'Internet ou de l'électronique (Apple, Google etc.) a défrayé la chronique. Jusqu'à présent, l'administration Obama a semblé donner la priorité à la lutte contre la fraude fiscale des particuliers.

Le sujet est également sensible en Europe, où les Etats sont pris en étau entre deux objectifs contradictoires : récupérer de la matière imposable pour remplir des caisses vides et prendre des mesures favorables aux entreprises pour soutenir la reprise. Ce dilemme complique la formation d'un consensus politique. S'agissant de BEPS toutefois, certains pays semblent plus allants (France, Royaume-Uni, Allemagne). D'autres restent très réticents, tels l'Irlande ou le Luxembourg...

L'OCDE, qui remettra un rapport sur le sujet au G20 de septembre à Cairns (Australie), a de son côté réagi : « Le pire scénario pour les Etats-Unis serait de continuer ainsi. Nous réfléchissons aux moyens de lutter contre l'incertitude fiscale évoquée. Pour l'avenir, et afin que les entreprises soient imposées comme elles le doivent, il est essentiel que les Etats travaillent ensemble plutôt que de prendre des initiatives unilatérales. » ■

ANNE MICHEL

La Chine et la Russie s'allient pour créer une agence de notation commune

La dégradation de la note de la Russie par Standard & Poor's a joué un rôle de catalyseur

Shanghai
Correspondance

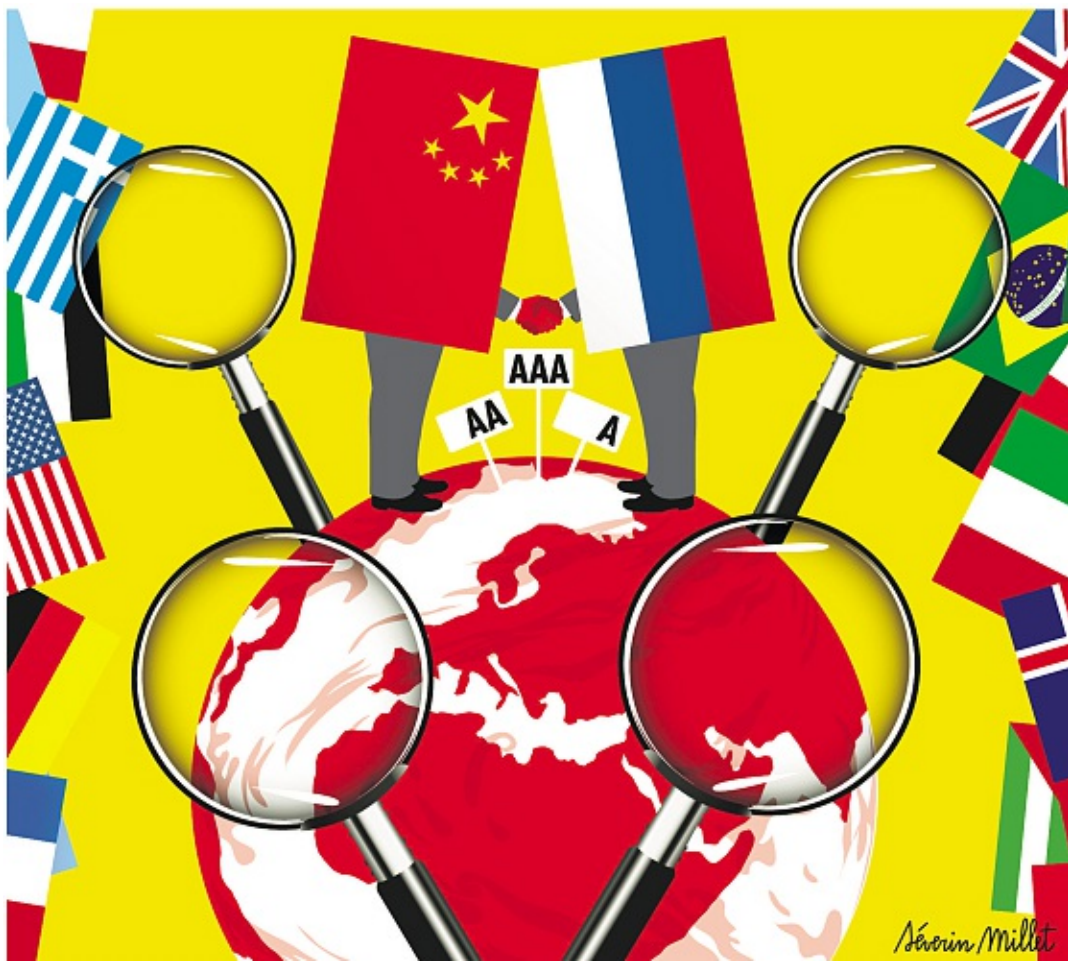
Nouvelle offensive contre la toute-puissance des trois agences de notation occidentales : la Chine et la Russie s'associeront afin de bâtir un établissement concurrent. Le ministre russe des finances, Anton Siluanov, a expliqué, mardi 3 juin lors d'une visite en République populaire, que cet établissement se bornera dans un premier temps à évaluer les projets d'investissement communs, sans donner davantage de précisions, notamment sur le calendrier.

L'entente économique entre ces deux pays est bâtie sur une relation faite d'opportunisme

Moscou a, ces derniers mois, joué le rapprochement économique avec Pékin pour compenser l'isolement d'avec les puissances occidentales où l'a plongé la crise ukrainienne. Après une décennie de négociations, les deux voisins sont notamment parvenus, mercredi 21 mai, à un accord à 291 milliards d'euros garantissant à CNPC, le géant chinois de l'énergie plus connu sous le nom de Petrochina, la fourniture de gaz par Gazprom pendant trente ans.

L'entente économique entre ces deux membres permanents du Conseil de sécurité mobilisés contre l'hégémonisme américain est bâtie sur une relation faite d'opportunisme. « *Le partenariat stratégique sino-russe n'est pas une alliance. Des points communs, notamment la pression américaine, rapprochent ces deux voisins dans de nombreux secteurs. Mais s'ils s'aident pour le développement, ils s'observent également de près* », rappelle Ma Bin, professeur au centre d'études de la Russie et de l'Asie centrale de l'université de Fudan, à Shanghai.

Or un nouveau front commun potentiel a émergé dans cette relation intéressée, la résistance face à



Fitch, Moody's et Standard & Poor's. Du côté chinois, la fronde a débuté au lendemain du déclenchement de la crise financière mondiale, en 2008. Une agence chinoise, Dagong, déjà présente dans l'évaluation de la santé financière des acteurs économiques locaux, juge le moment opportun pour tenter une percée à l'international – les « big three » étant sous le feu des critiques. Depuis lors, Dagong n'a de cesse de fustiger la responsabilité des agences occidentales dans la dissimulation des crédits pourris avant l'effondrement de Lehman Brothers.

Dagong a reçu en juin 2013 l'approbation de l'Autorité européenne des marchés financiers pour opérer sur le Vieux Continent et a ouvert un bureau à Milan. Toutefois, ces efforts se heurtent régulièrement aux suspicions dont elle fait elle-même l'objet. Le président de Dagong, Guan Jianzhong, doit

répéter régulièrement que son agence n'est pas une émanation de l'Etat-parti. Ensuite, le choix fait par Dagong dans l'élaboration de ses notes de surpondérer le potentiel de croissance d'une économie est souvent critiqué. Cette option se révèle très favorable aux émergents, notamment à la Chine, et désavantage les Etats-Unis et l'Europe occidentale en crise.

Côté chinois, on précise que l'initiative sino-russe sera probablement couplée à une démarche plus large emmenée par Dagong et baptisée UCRG, acronyme d'Universal Credit Rating Group, une agence « universelle » donc, en opposition à l'oligopole occidental. Pour faire sa promotion, cette nouvelle agence a déjà embauché Dominique de Villepin, un ambassadeur qui devrait être de retour à Pékin en juin et aider à effacer cette image chinoise qui colle à la peau d'UCRG. « *Le but est de mettre*

en place un système de notation dual et de trouver d'autres actionnaires potentiels partageant les mêmes valeurs à l'échelle globale et ainsi d'apporter au monde de la notation un choix alternatif aux trois grandes américaines » détaille Li Ning, un porte-parole de Dagong au sujet de cette nouvelle avancée avec la Russie.

Sur l'autre rive du fleuve Amour, l'intérêt est plus récent. Le gouvernement russe a peu goûté la dégradation de la note de sa dette souveraine à BBB-, fin avril par Standard & Poor's, du fait de l'impact sur l'économie russe de la crise en Ukraine. Dans la foulée, la Russie a accéléré les démarches auprès de la Chine. « *Nous souhaitons que [ses] notations soient apolitiques* », a déclaré M. Siluanov à propos de cette nouvelle agence, qui serait pourtant le résultat d'une volonté très politique. ■

HAROLD THIBAUT

Crise ouverte autour de la nomination d'un nouveau président à l'OFCE

Sauf imprévu, le keynésien Xavier Ragot devrait présider le centre d'économie appliquée

C'est peu dire que l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) traverse une période difficile. Il n'a plus de président depuis la mi-décembre 2013. Deux présidents par intérim tentent, tant bien que mal, de diriger ce centre de prévision, de recherche et d'évaluation des politiques publiques, qui joue un rôle-clé dans le paysage intellectuel français depuis sa création par Raymond Barre, alors premier ministre, en 1980.

Depuis que l'OFCE existe, son président est nommé par le président de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) – en l'espèce Jean-Claude Casanova – après accord de Matignon. M. Casanova a soumis, il y a une dizaine de jours, le nom de Xavier Ragot, mais les services de Manuel Valls n'ont pas encore donné leur feu vert à la nomination de cet économiste de 41 ans, formé à l'Ecole polytechnique et au Massachusetts Institute of Technology (MIT) qui fut, entre autres, le « chef économiste » d'Arnaud Montebourg au ministère du redressement productif.

Sa nomination est contestée en

interne par les partisans de Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision, deux fois candidat à la présidence.

L'institution est donc en crise, et celle-ci doit beaucoup à l'incapacité de Jean-Paul Fitoussi, qui la présida pendant plus de vingt ans, à organiser et, surtout, à réussir sa succession. Après s'être démené pour faire nommer, en 2011, à la présidence de l'OFCE, l'économiste Philippe Weil, il fit tout, assure un des cadres dirigeants de la maison, « *pour avoir sa peau* », et poussa Xavier Timbeau à déposer sa candidature.

Peu désireux de trancher entre les deux candidats, le président de la FNSP a confié ce soin à un comité de sélection composé d'économistes de Sciences Po, dont Jean-Paul Fitoussi, et de personnalités extérieures (le directeur du Trésor, l'actuel et un ancien patron de l'Insee, Roger Guesnerie, du Collège de France). Le comité n'ayant pu départager les deux candidats, M. Casanova a informé Matignon qu'il chargeait Jean Pisani-Ferry – « *parce qu'il avait dirigé le think tank Bruegel* » – de constituer un nouveau comité de sélection. Le commissai-

re général à la stratégie et à la prospective s'est entouré de quatre économistes (François Bourguignon, Agnès Bénassy-Quéré, présidente du conseil d'analyse économique, Philippe Gudin et le conjoncturiste allemand Marcel Fratzscher). Ils ont présélectionné « sept à huit » [sic] candidats et en ont auditionné trois, dont MM. Timbeau et Ragot.

Connaisseur de l'industrie

« *L'indépendance de l'OFCE et l'utilité de ses contre-expertises face à l'administration allaient de soi pour chacun de nous* », assure M. Pisani-Ferry. « *Xavier Ragot n'a pas fait usage de son passage chez Montebourg, mentionné dans son CV. Il nous a séduits par un projet réfléchi, construit et cohérent. Ils s'est inscrit dans l'héritage de l'OFCE, tout en proposant une manière de faire évoluer l'institution et de la faire participer au renouveau de la pensée keynésienne. La qualité de sa prestation nous a convaincus* ».

Qu'une partie de l'OFCE regrette que Xavier Timbeau, excellent directeur de département, ne l'ait pas emporté, on peut le comprendre. Mais faut-il en conclure que,

derrière le processus de sélection choisi par M. Casanova, affleure la volonté de revenir sur l'indépendance de l'institution ? Ce n'est pas évident, même si plusieurs personnalités de la maison l'affirment.

Formé par le théoricien de la régulation Robert Boyer et par le néo-keynésien Robert Solow, Xavier Ragot revendique haut et fort son attachement à la pensée keynésienne. Il veut moderniser l'OFCE, la doter de nouveaux outils critiques et l'ouvrir davantage aux travaux des néokeynésiens, notamment américains. Bon connaisseur de l'industrie pour avoir travaillé avec Jean-Louis Beffa à l'Agence de l'innovation industrielle, il compte aussi inciter l'OFCE à réfléchir davantage à la crise du tissu productif. Comment le lui reprocher ?

Au-delà de ce projet respectueux de l'identité de l'OFCE, M. Ragot, une fois nommé, devra apaiser les tensions internes. Un des moyens de le faire pourrait être d'associer M. Timbeau, qui est un des piliers de l'institution, à sa « victoire ». ■

CLAIRE GUÉLAUD

Corruption à la télévision chinoise : l'arroseur arrosé

La campagne anticorruption a gagné les rangs de la télévision centrale chinoise, la CCTV. C'est une affaire qui offre un aperçu du niveau de gangrène des médias officiels autant que des luttes pour le contrôle des outils de communication du Parti communiste. L'agence de presse Chine nouvelle – un autre vecteur de propagande – a fait état, dimanche 1^{er} juin, du placement en détention du directeur de la chaîne financière du réseau national, Guo Zhenxi, 49 ans, ainsi que d'un producteur, Tian Liwu. Tous deux sont « *suspectés de corruption* ».

Ironie de l'histoire, la chaîne d'information économique, CCTV-2, couvrait régulièrement les scandales de corruption, instrumentalisés par le régime pour prouver qu'il mène une lutte sans merci contre ses démons et tenter ainsi de renforcer sa légitimité populaire. Peu crédules, les jeunes Chinois se tournent chaque jour un peu plus vers les réseaux sociaux comme source d'information principale, au détriment de la presse étatique.

C'était aussi sous la houlette de M. Guo que le réseau national produisait chaque année une émission prétendant dénoncer les abus des grandes marques, la plupart du temps étrangères, à l'occasion de la journée du consommateur, le 15 mars.

Cette année, le programme avait notamment attaqué Nikon, accusé de vendre aux Chinois un appareil numérique affichant des photos salies de points noirs, ainsi que la marque de produits laitiers australienne OZ Dairy. Un an plus tôt, l'émission fustigeait le mépris d'Apple et de Volkswagen pour le consommateur chinois.

C'est désormais au tour de Guo Zhenxi d'être broyé par un systè-

me qui n'hésite pas à brûler aujourd'hui ce qu'il adorait hier. Tout est possible maintenant qu'est tombé Zhou Yongkang, l'extar de la sécurité d'Etat, lui qui avait le pouvoir de lancer des enquêtes sur tout individu en République populaire.

Objet d'une enquête

Membre, jusqu'en novembre 2012, du séral le plus restreint, le Comité permanent du Bureau politique du Parti communiste chinois, M. Zhou fait désormais l'objet d'une enquête pour corruption qui n'a pas été annoncée officiellement. Il n'est plus libre de ses mouvements, et une multitude de ses proches ont été arrêtés. Il est le grand fauve que le président, Xi Jinping, a ciblé depuis son arrivée au pouvoir, menaçant, dans une campagne contre la prévarication, de n'épargner « *ni les tigres ni les mouches* ».

Selon le magazine économique indépendant Caixin, M. Guo serait apparu aux enquêteurs dans le cadre de cette campagne, alors qu'ils s'en prenaient à un protégé de Zhou Yongkang, Li Dongsheng, passé du poste de vice-président de la CCTV dans les années 1990 à vice-ministre de la propagande, puis vice-ministre de la sécurité publique, équivalent du ministère français de l'intérieur.

M. Guo allait croiser son chemin en montant en 1998 au poste de numéro deux du département de la publicité sur la chaîne d'Etat. Il continua de cumuler des fonctions dans l'attribution des réclames jusqu'en 2009. Selon le quotidien en anglais China Daily, la CCTV a gagné 15,8 milliards de yuans (1,87 milliard d'euros) en 2013. ■

H. TH.

(SHANGHAI, CORRESPONDANCE)

L'examen de la loi création de Filippetti renvoyé à 2015

Le texte doit notamment transposer le rapport Lescure sur l'« exception culturelle »

Il n'est pas toujours facile de faire sa loi. Encore moins de la faire rapidement. La ministre de la culture, Aurélie Filippetti, en fait l'expérience avec sa « loi création », qui ne devrait finalement pas être présentée en conseil des ministres avant le dernier trimestre de 2014, ce qui en renvoie l'examen à 2015.

Dans sa conception actuelle, ce texte d'ampleur mêle un versant culturel pur, sur le spectacle vivant ou les arts plastiques, à un autre consacré à l'avenir de l'audiovisuel et au numérique. C'est ce dernier pan qui doit traduire dans la loi « *l'acte II de l'exception culturelle* » esquissé par le rapport rendu le 13 mai 2013 par Pierre Lescure et endossé par Aurélie Filippetti.

Dans un univers bousculé par les plates-formes comme YouTube et l'arrivée d'acteurs comme le service de vidéo à la demande Netflix, le projet vise notamment à donner de nouveaux pouvoirs au Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui absorberait au passage l'autorité de lutte contre le téléchargement illégal Hadopi.

Problème : au retard de calendrier s'ajoute un dilemme, non tranché, de stratégie législative, sur lequel le gouvernement échange ces derniers jours. « *Faut-il garder un texte aussi dense et ample ou le saucissonner ?* », résume une source gouvernementale, qui confie avoir un peu « *peur* » du texte actuel, mêlant beaucoup de sujets « *pas consensuels* ». Un scénario déjà évoqué par Les Echos.

Il est ainsi envisagé de séparer la partie spectacle vivant et arts plastiques, ce qui permettrait de

lui dédier un texte propre, susceptible d'être examiné plus vite. Pour la partie audiovisuelle, jugée plus polémique, plusieurs options sont étudiées : un texte spécifique ou le rattachement à la loi sur le numérique qu'aimerait faire voter la nouvelle secrétaire d'Etat Axelle Lemaire. Ce projet concerne a priori des thèmes variés (droit des données personnelles, innovation, fiscalité, cybercriminalité...) et n'a pas non plus de calendrier.

Frustration

La question du transfert de la Hadopi semble faire l'objet d'une attention particulière, ne serait-ce que parce qu'il a des opposants notoires, dont le président de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, Patrick Bloche.

En privé, des acteurs du secteur ne cachent pas leur frustration et un sentiment de ratage. La transposition du rapport Lescure, rendu un an après l'élection de François Hollande, avait été annoncée en conseil des ministres pour la rentrée 2013, puis à Noël, puis au printemps 2014. « *Il y a peut-être eu de la maladresse à donner des dates* », juge une source gouvernementale.

Pour autant, Aurélie Filippetti – qui vient de changer de directeur de cabinet – n'est pas jugée seule responsable de la situation : les défaites électorales socialistes et le remaniement n'ont pas aidé, ajoutant de la désorganisation et de la frilosité. Son ministère se dit pourtant confiant pour la suite, d'autant qu'à ce stade il n'y a pas « *d'arbitrage contraire* ». ■

ALEXANDRE PIQUARD

Les voitures « sans conducteur » bientôt sur les routes

Les premiers véhicules autonomes pourraient être commercialisés dès 2020

Il n'a jamais été si proche. Et l'on n'en a jamais autant parlé. La voiture autonome mobilise plus que jamais l'industrie automobile. Mardi 3 juin, interrogé sur sa vision de l'auto du futur, Carlos Ghosn, le PDG de Renault et Nissan, a prédit la mise sur le marché des premiers véhicules autonomes dès 2018. « On peut établir la séquence suivante, a-t-il indiqué. 2018, premiers véhicules sur les routes dans les pays pionniers que sont aujourd'hui les Etats-Unis, le Japon et la France ; 2020, début de commercialisation en Europe. »

Il faudra déboursier au départ 10 000 dollars (7 500 euros) de plus pour une voiture autonome que pour un modèle standard

A cette date, Google espère bien que sa Google Car sera fin prête. Fin mai, après cinq ans d'expérimentation et plus de 1,1 million de kilomètres parcourus par une petite flotte de véhicules autonomes, le groupe californien a annoncé sa volonté de produire une centaine de véhicules dépourvus de pédales et de volant... D'ici là, il faudra que ce véhicule puisse comprendre les gestes d'un agent de circulation ou qu'il se repère sous la neige.

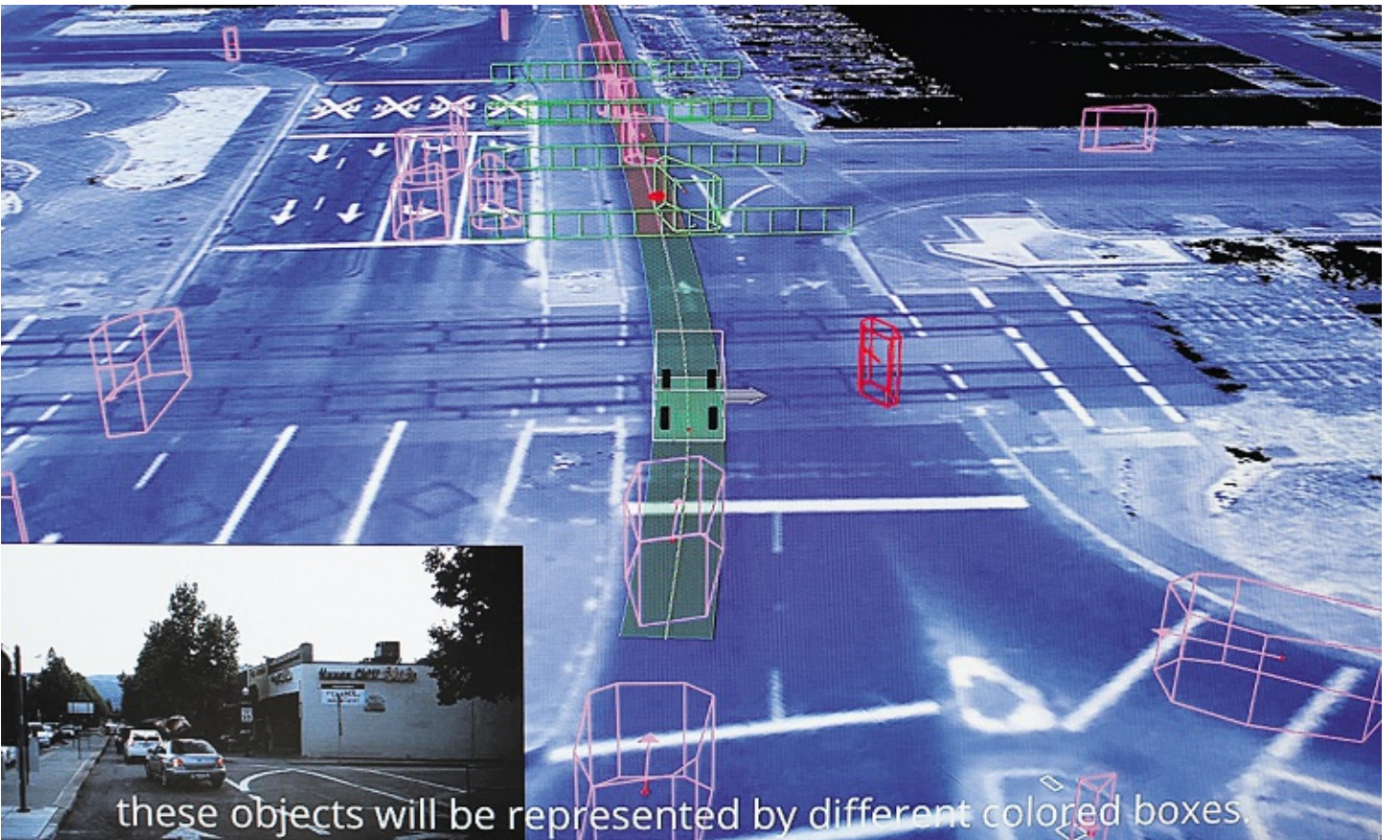
Mi-mai, Volvo a pour sa part

dévoilé son projet Drive Me, qui prévoit le déploiement d'ici à 2017 d'une centaine de voitures autonomes – avec volant et pédales – dans la région de Göteborg... D'ores et déjà, les voitures en test savent adapter leur vitesse et se fondre dans le trafic sans intervention du conducteur.

Avant le constructeur suédois, Audi, BMW, Daimler, Ford, General Motors, Nissan, Renault, Toyota et, de manière bien plus confidentielle, PSA Peugeot-Citroën avaient dévoilé leur prototype de voiture semi-autonome ou totalement autonome...

Si les ingénieurs automobiles poursuivent le Graal de l'autonomie depuis les années 1970, les solutions techniques existent désormais. Et la bascule se fera progressivement. Les véhicules actuels disposent déjà de certains éléments d'autonomie avec le régulateur de vitesse, les systèmes d'assistance de maintien de la trajectoire, de freinage d'urgence ou l'allumage automatique de certaines fonctions comme les phares.

Caméra optique, capteur à infrarouge, radar, GPS, lidar (laser) qui scanne l'environnement et le restitue en 3D, ainsi que les programmes d'intelligence artificielle et les logiciels pour traiter les images et combiner les données... « Toutes les technologies sont disponibles pour permettre de faire rouler de manière sûre et fiable un véhicule sans conducteur », résume Guillaume Devauchelle, le directeur de la



Vues de différents capteurs présents à bord de la Google Car, lors d'une présentation au Computer History Museum, le 13 mai. STEPHEN LAM/REUTERS

recherche et du développement de Valeo, qui travaille sur l'autonomisation des véhicules comme ses grands concurrents équipementiers Bosch, Continental, Delphi ou Autoliv.

Désormais, il faut trouver des solutions abordables pour ne pas trop renchérir les nouvelles autos. Le lidar, une technologie militaire utilisée par Google, est par exemple aujourd'hui hors de prix. « Un lidar, c'est l'équivalent d'une flotte de Twingo ! », sourit M. Devauchelle, soit 70 000 dollars pièce. « Notre objectif est de développer une technologie deux cents fois moins chère, mais aussi fiable. »

Dans une étude récente, la banque Morgan Stanley estime que les équipementiers réussiront à serrer les coûts. Pour le client, il faudra déboursier au départ 10 000 dol-

lars (7 500 euros) de plus pour sa voiture autonome que pour un modèle standard. Et selon IHS Automotive, la demande existe. D'ici à 2035, le cabinet prévoit une part de marché de 5%. Dans certains pays, comme le Japon qui vieillit très rapidement, cet outil pourra rendre des services.

Pour accélérer le déploiement de cette innovation, « le problème n'est pas la technologie, c'est la législation, et toute la question des responsabilités qui va avec les déplacements de ces voitures », estime M. Ghosn. Et, surtout, qui est responsable à partir du moment où il n'y a pas plus personne dedans.

Il faut tout d'abord renégocier la convention de Vienne de 1968 sur la circulation qui stipule dans son article 8 que « tout véhicule en mouvement ou tout ensemble de

véhicules en mouvement doit avoir un conducteur ». Ensuite viendra le moment d'édicter une nouvelle réglementation. « Il faut s'inspirer du droit des robots, des drones et des logiciels », avance M. Devauchelle.

Alors que les autorités américaines et européennes ont lancé la réflexion, les assureurs doivent également se positionner. Car la voiture autonome devrait avoir un réel impact sur leur métier. L'un des avantages de cette nouvelle technologie est en effet de rendre plus sûre la conduite et d'éviter les accidents, notamment mortels. Selon Morgan Stanley, la généralisation de l'auto sans conducteur doit permettre d'économiser 488 milliards de dollars (360 milliards d'euros) rien qu'en évitant les accidents aux Etats-Unis.

Outre la baisse des accidents, l'auto sans conducteur permettrait de gagner en productivité. Quand on ne conduit pas, on peut... travailler (au moins 30 % de son temps en voiture). De même, autonomes, les voitures adaptent le bon régime moteur et baissent ainsi leur consommation d'essence. Enfin, interconnectées entre elles et avec les systèmes de gestion du trafic, les voitures peuvent mieux gérer les itinéraires et donc éviter tout embouteillage. Dans ce monde idéal, où la voiture autonome serait reine, les économies se monteraient à 5 600 milliards de dollars par an dans le monde entier ! Pour les seuls Etats-Unis, ce montant serait de 1 300 milliards de dollars par an. A vérifier à partir de 2020. ■

PHILIPPE JACQUÉ

Le comité pour la fiscalité écologique veut tarifier les nuisances environnementales

Le CFE se défend de promouvoir une « écologie punitive »

La fiscalité écologique est-elle encore à l'ordre du jour du gouvernement ? L'annulation de l'assemblée plénière du Comité pour la fiscalité écologique (CFE), prévue jeudi 5 juin, peut laisser penser le contraire. Depuis la mise en place du gouvernement de Manuel Valls et l'arrivée au ministère de l'écologie de Ségolène Royal, le CFE ne s'est plus réuni en séance plénière, en présence des ministres de tutelle, alors même qu'il avait été installé, en décembre 2012, par les ministres de l'écologie et de l'économie.

Les déclarations de M^{me} Royal contre une « écologie punitive », et en particulier l'écotaxe poids lourds, signent-elles un tournant sur ce dossier pourtant défendu par le chef de l'Etat qui attendait de la fiscalité verte l'équivalent de 3 milliards d'euros, dès 2016, pour financer le Crédit impôt compétitivité emploi des entreprises ?

Christian de Perthuis, président du CFE, a envoyé un courrier, mardi, aux deux ministres de tutelle, Ségolène Royal et Michel Sapin, pour leur demander s'ils souhaitent « poursuivre, réorienter ou abandonner » la démarche du comité. Derrière un ton policé, le professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine craint un nouveau recul.

Sur le fond, M. de Perthuis estime que la transition énergétique ne se fera pas « sans que personne ne paye ». « Mais, précise-t-il, il n'a jamais été question de promouvoir au sein du comité une fiscalité punitive. Il s'agit d'accroître les impôts pesant sur la pollution pour changer nos comportements. La fiscalité écologique qui tarifie les nuisances environnementales doit venir en

substitution d'autres impôts existants. Sur la composante carbone, j'ai recommandé dans mes propositions d'affecter les trois quarts des 4 milliards de recettes attendus à la baisse des charges pesant sur le travail et un quart pour accompagner les ménages en situation de précarité. Où est la punition ? »

Au programme du CFE se trouvaient notamment les questions de l'économie circulaire, annoncée par M^{me} Royal comme un des thèmes majeurs de la prochaine Conférence environnementale, la transition énergétique, la biodiversité ou encore l'artificialisation des sols, sur laquelle un avis était prêt.

La part des taxes environnementales dans le PIB français était de 1,8 %, contre 2,4 % en moyenne européenne en 2011

Sur la transition énergétique, le comité a examiné les incitations environnementales sous deux angles : celui de l'avantage relatif au diesel qui est moins taxé que l'essence, ce qui ne peut pas se justifier sous l'angle environnemental ; et celui de l'absence de taxation des émissions de CO₂, le principal gaz à effet de serre. « Une proposition de réforme pluriannuelle de cette fiscalité a été faite, recommandant la réduction graduelle de l'écart de fiscalité essence-diesel et l'incorporation d'une composante carbone dans la fiscalité de l'énergie, explique M. Perthuis. Le gouvernement n'a retenu que la seconde proposition qui a été votée par le Parlement

lors de la loi de finances qui prévoit que cette composante rapportera 4 milliards d'euros à partir de 2016. »

Pour les représentants des organisations de défense de l'environnement, présentes dans le CFE, l'annulation de la réunion est un « très mauvais signal ». « Alors que le comité avait travaillé sur des mesures de compensation pour les ménages pour la mise en place de la taxe carbone, comme le remplacement des voitures, des chaudières ou l'aide face à la précarité énergétique, cela bloque tout », regrette Denis Voisin (Fondation Nicolas Hulot). « On espère que ce n'est pas l'enterrement de la fiscalité écologique, alors que la France va accueillir la conférence sur le climat en 2015 et qu'elle reste l'un des plus mauvais élèves de l'Europe sur ce point », commente Lorelei Limousin (Réseau Action Climat).

Selon la Commission européenne, en 2011, la part des taxes environnementales dans le PIB français était de 1,8 % contre 2,4 % en moyenne européenne, mettant le pays à l'avant-dernière place des pays de l'Union.

Dans une recommandation « concernant le programme national de réforme de la France pour 2014 », publiée le 2 juin, le Conseil européen considère que « malgré certaines avancées dans le domaine de la fiscalité environnementale (par exemple l'introduction progressive d'une taxe carbone ou contribution climat énergie), la part de la fiscalité environnementale dans le PIB reste faible ». Il recommande de « supprimer progressivement les subventions néfastes pour l'environnement ». ■

REMI BARROUX

Bruxelles bénit la grande alliance entre les champions du transport maritime

Maersk, MSC et CMA-CGM comptent mettre en commun 255 navires

Dans leurs bureaux, au sommet de la tour CMA-CGM qui domine le port de Marseille, les Saadé peuvent pousser un soupir de soulagement. La grande alliance entre géants du transport maritime que cette famille d'armateurs tente de mettre en place depuis un an pour faire face aux surcapacités vient de franchir une étape cruciale.

La Commission européenne a en effet informé, mardi 3 juin, les trois groupes concernés, le danois Maersk, l'italo-suisse MSC et le français CMA-CGM, qu'elle ne s'opposera pas au rapprochement qu'ils préparent dans le transport de conteneurs, ont-ils annoncé.

Muni de ce feu vert, Rodolphe Saadé, fils du patriarche et numéro deux de CMA-CGM, va reprendre son bâton de pèlerin et « poursuivre le processus de validation de l'alliance auprès des autres autorités compétentes », en particulier en Chine. Des pays comme la Corée du Sud scrutent aussi cette alliance, critiquée par certaines organisations de chargeurs. A la mi-mai, les trois partenaires ont d'ailleurs repoussé à l'automne le lancement opérationnel de leur association, prévu initialement en juillet.

L'aval de Bruxelles, après celui des Etats-Unis obtenu le 24 mars, n'allait pas de soi. Certes, il n'est pas question pour Maersk, MSC et CMA-CGM de fusionner. Tout en restant indépendants, les trois leaders mondiaux du transport maritime entendent cependant mettre en commun tous leurs navires qui assurent les liaisons entre l'Asie et l'Europe, entre l'Asie et l'Amérique du Nord, ainsi qu'entre l'Europe et l'Amérique. Soit 255 porte-conteneurs au total !

A travers leur alliance, appelée P3, les trois groupes pourraient disposer d'énormes parts de marché : environ 43 % de celui entre l'Asie et l'Europe, 41 % pour la route transatlantique, et 24 % pour la route transpacifique, selon les estimations des analystes. Le système est

Pour les trois sociétés, il s'agit de réaliser le maximum d'économies d'échelle, et de limiter la concurrence

calqué sur les alliances aériennes. Les clients s'adressent à la compagnie de leur choix, qui fixe elle-même ses tarifs. Mais derrière, la flotte est gérée en commun.

Pour les trois sociétés, il s'agit de réaliser le maximum d'économies d'échelle et de limiter la concurrence, dans un secteur difficile. Ces dernières années, les

grands armateurs ont commandé d'immenses bateaux qui risquent d'accroître encore les surcapacités dont souffre le transport maritime. Donc de provoquer une guerre des prix, et de replonger les opérateurs dans le rouge.

Malgré la puissance de la future alliance, la Commission a jugé qu'elle ne posait pas de problème de concurrence a priori. Elle a également validé, mardi, un accord du même type conclu par six concurrents des trois champions européens, dont Hapag-Lloyd, APL et Hyundai.

Bruxelles suit toutefois le secteur de près. Une enquête est d'ailleurs engagée depuis plusieurs mois sur la façon dont les grands armateurs annoncent régulièrement des hausses de prix. La commission suspecte une possible entente. Maersk et MSC ont engagé des discussions avec les autorités européennes pour éviter d'avoir à payer de lourdes amendes, ont indiqué mardi trois sources proches du dossier, citées par l'agence Reuters. ■

DENIS COSNARD

IL EST TEMPS
DE PARLER D'ÉCONOMIE

8H30 DU LUNDI AU VENDREDI

Le Monde SUR BFM BUSINESS
ÉCO&ENTREPRISE

Le Botox au cœur d'une méga-OPA dans le secteur de la pharmacie

La toxine botulique représente un marché mondial de 3 milliards de dollars

La bataille s'intensifie autour du Botox, et de son fabricant, Allergan, sous la pression du milliardaire américain Bill Ackman. Premier actionnaire du laboratoire américain à 10 % du capital, il agit depuis des semaines en coulisses pour qu'un accord soit conclu avec le canadien Valeant. Alors que le laboratoire offre 53,5 milliards de dollars (39 milliards d'euros) pour acquérir Allergan, il a sommé ses dirigeants lundi 2 juin de s'asseoir à la table des négociations.

De son côté, Valeant joue son avenir. Ce groupe qui affiche une capitalisation boursière de 50 milliards de dollars ambitionne de tripler de taille d'ici 2016. Pour y parvenir, il mise sur des blockbusters comme le Botox, la machine à cash d'Allergan : ce médicament a représenté en 2013 un tiers de son chiffre d'affaires (6,2 milliards de dollars en 2013), soit 11 % de plus qu'en 2012.

Son principe actif est connu de longue date : il s'agit de la toxine botulique, une substance produite par des bactéries et qui paralyse les muscles. D'abord utilisée pour soigner des troubles ophtalmologiques comme le strabisme, elle connaît un vrai engouement dans les années 2000, lorsque des médecins commencent à l'injecter pour effacer les rides du visage.

Approuvée pour cet usage en 2002 par la puissante Food and Drug Administration (FDA), l'agence du médicament américain, elle a depuis été popularisée par les stars d'Hollywood, comme l'actrice Nicole Kidman, 46 ans. Surnommée « Frozen Face » (« visage figé ») en raison de ses multiples injections, cette accro a reconnu en 2013 en avoir abusé. Le marché n'en n'est



Injection de Botox dans un cabinet brésilien, à Rio de Janeiro. ANTONIO SCORZA/AFP

pas moins en pleine explosion, tiré par les ventes outre-Atlantique. « Le marché de la toxine botulique s'élève à 3 milliards de dollars et devrait continuer à croître d'environ 10 % par an, porté par la multiplication des nouvelles indications tant en cosmétique qu'en médecine », estime Mathieu Chabert, analyste chez Bryan Garnier.

Avec près de 2 milliards de dollars de ventes, le Botox d'Allergan est le leader incontesté. Mais il doit affronter une concurrence de plus en plus vive. Son grand rival ? Le laboratoire français Ipsen. Les ventes de son Dysport sont bien plus

modestes (240 millions d'euros), mais il compte rattraper son retard grâce à des applications médicales très porteuses pour lesquelles il a déposé huit demandes de brevets.

« Agent esthétique »

L'acquisition par Ipsen, pour 28 millions d'euros, de la société britannique Syntaxin pourrait aussi changer la donne. Cette start-up possède un portefeuille très riche de toxines. Obtenues par génie génétique, elles peuvent être brevetées, ce qui n'est pas le cas des toxines botuliques naturelles, dont seules les indications sont protégées.

Le géant américain Johnson & Johnson a en revanche annoncé mi-avril qu'il abandonnait ses projets dans ce domaine, pour se concentrer sur l'activité d'implants mammaires, un autre marché en plein boom, sur lequel il est déjà en compétition avec Allergan. Johnson & Johnson avait lancé la guerre du Botox en rachetant pour 1,1 milliard de dollars en décembre 2008 le laboratoire Mentor qui développait le PurTox, présenté comme le futur concurrent du Botox.

L'investissement requis pour fabriquer la toxine botulique

l'aurait dissuadé de poursuivre. « C'est une vraie barrière à l'entrée, car le processus est très délicat, et seul quelques sites au monde ont les autorisations réglementaires pour en produire », souligne M. Chabert. Caren dehors de ses utilisations cosmétiques et médicales, c'est une arme biologique redoutable. Des quantités infinitésimales suffisent à provoquer des troubles neurologiques mortels. L'usine d'Ipsen en Grande-Bretagne est ainsi surveillée en permanence par l'armée.

Dans cette grande bataille, un seul perdant : l'inventeur du Botox, le Dr Alan Scott, qui l'a cédé en 1991 à Allergan pour seulement 4,5 millions de dollars. Dans un entretien accordé au *Times of India* en 2012, il avouait ainsi qu'il regrettait amèrement le jour où il avait vendu les droits de cette toxine botulique. « Si j'avais conservé le Botox, peut-être serais-je milliardaire », se lamentait-il. « Lorsque je l'ai développé, je savais qu'il pouvait faire des merveilles pour les problèmes neurologiques. Mais je n'avais aucune idée qu'il pouvait marcher aussi bien comme agent esthétique. » ■

CHLOÉ HECKETSWEILER

Deux géants de la viande bataillent pour croquer les saucisses américaines Hillshire

Convoité par JBS et Tyson Foods, le fabricant de charcuterie est valorisé à 6,6 milliards de dollars

Les saucisses et les hot-dogs de la société américaine Hillshire font saliver les concurrents. Cette entreprise fait l'objet d'une bataille de titans entre les deux leaders mondiaux de la viande, le champion brésilien JBS et son challenger américain Tyson Foods. Hillshires s'est déclarée, mardi 3 juin, prête à examiner les offres déposées par les deux rivaux, désireux tous deux de la croquer.

L'offensive a débuté mardi 27 mai, quand JBS s'est jeté à l'assaut de Hillshire, par le biais d'une de ses filiales, la société américaine Pilgrim's Pride, grand spécialiste de la volaille outre-Atlantique. Cette dernière a lancé une offre publique d'achat hostile de 5,6 milliards de dollars (4,1 milliards d'euros), fixant le prix à 45 dollars (33 euros) par action. Soit une prime de plus de 21 % par rapport au cours de la société cotée avant qu'elle ne fasse l'objet de cette offre non sollicitée. Une proposition qui a immédiatement fait bondir le titre à ce niveau.

Mais l'affaire n'a pas échappé au grand rival de JBS. Deux jours plus

tard, jeudi, Tyson Foods dégainait à son tour. L'américain proposait alors une surenchère, portant le prix à 50 dollars par action. Il s'est dit prêt à sortir un chèque de 6,2 milliards de dollars pour s'emparer de son compatriote.

La fièvre des enchères est encore montée d'un cran, ce mardi. Pilgrim's Pride a dévoilé une nouvelle offre à 55 dollars par action. Il est disposé à sortir près d'un milliard de dollars supplémentaires de sa poche, ce qui valoriserait le fabricant de charcuterie à 6,6 milliards de dollars.

Produits plus élaborés

Même si les deux sociétés s'affrontent pour décrocher le contrôle de Hillshire, JBS et Tyson Foods s'accordent sur un point. Elles souhaitent qu'Hillshire renonce à son propre projet d'acquisition. En effet, le fabricant de saucisses avait de son côté lancé mi-mai une offre publique d'achat sur le fabricant de surgelés Pinnacle Foods, détenu par le fonds d'investissement Blackstone. Il était prêt à mettre un total de 6,6 milliards de dollars sur la table dans l'espoir de se dévelop-

per sur le marché des surgelés, Pinnacle est connu en particulier pour sa marque Birds Eye Foods.

Dans un communiqué publié mardi, Hillshire se dit prêt à examiner les deux offres concurrentes dont il fait l'objet. Mais ajoute qu'il ne renonce pas pour autant à son projet d'acquisition de Pinnacle.

Si Hillshire excite ainsi les appétits, c'est que l'entreprise dispose de quelques atouts maîtres. L'entreprise est née à la suite de la scission du groupe Sara Lee, il y a deux ans, en juin 2012. L'activité charcuterie, séparée du thé et du café, a été rebaptisée. Or, la force de l'ex-Sara Lee, ce sont ses marques, comme Jimmy Dean pour les saucisses ou Ball Park pour les hot-dogs, et cette présence sur les produits de viande transformés. Un créneau qui fait rêver JBS et Tyson Foods soucieux d'accroître leurs marges et allant vers des produits plus élaborés.

Pour le Brésilien, ce serait aussi le moyen de devenir un acteur de poids sur le marché du porc, après s'être construit sur celui du bœuf et de la volaille. JBS s'est imposé en une décennie comme le leader

mondial de la viande, après une frénésie d'acquisitions. Résultat, dans le classement des groupes de grande consommation établi en 2013 par le cabinet OC&C, il se classe désormais au septième rang mondial, premier représentant des pays émergents.

Soutenu par l'Etat brésilien, il s'est d'abord développé sur le marché bovin, avant de dévoiler ses ambitions sur le marché de la volaille en achetant, en 2009, le spécialiste américain Pilgrim's Pride. Puis il a récupéré les activités brésiliennes du volailler breton Doux placé en redressement judiciaire.

Enfin, il a croqué, mi-2013, les activités de son compatriote Mayfrig, devenant alors numéro un mondial de la volaille. Pour se hisser au premier rang mondial de la « protéine animale », il aurait déboursé en tout près de 17 milliards de dollars.

Dans la bataille qui les oppose, la situation financière respective de JBS et de Tyson Foods et leur capacité à accroître leur endettement seront déterminantes. ■

LAURENCE GIRARD

FINANCE

Adoption de la loi sur les comptes bancaires en déshérence

Le Sénat a voté, mardi 3 juin, à l'unanimité les conclusions de la commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence, rendant ainsi définitive l'adoption de ce texte.

Les députés s'étaient déjà prononcés, fin mai, à l'unanimité en faveur de ce texte du secrétaire d'Etat au budget, Christian Eckert, quand il était député, qui organise le retour des comptes bancaires inactifs ou des contrats d'assurance-vie non réclamés à leurs propriétaires.

Le montant des encours concernés s'élève à 1,2 milliard d'euros pour les comptes bancaires et à 2,7 milliards d'euros pour les contrats d'assurance-vie, avait souligné lors du débat au Sénat le ministre des finances, Michel Sapin. — (AFP) ■

Orange, Total et GDF Suez au capital d'Euronext

Les groupes Total, Orange et GDF Suez se seraient engagés, selon le quotidien *Les Echos* du mercredi 4 juin, à participer au tour de table d'Euronext, en passe de s'introduire en Bourse. Ils devraient prendre une participation de 1 % chacun.

Automobile

+ 11,4 %

C'est la hausse des ventes enregistrées par les principaux constructeurs automobiles américains en mai, selon les données du cabinet spécialisé Autodata, publiées mardi 3 juin. C'est plus qu'en avril (+ 8,1 %). Surtout, il s'agit des meilleures ventes mensuelles de voitures enregistrées depuis six ans. Le marché américain profite de la reprise de la consommation. — (AFP)

Médias Canal+ se dit contraint de demander la gratuité de sa chaîne Planète+

Après LCI (groupe TF1) et Paris Première (M6), Canal+ a plaidé devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel, mardi 3 juin, pour la gratuité de sa chaîne Planète+, tout en affirmant sa préférence pour qu'aucune de ces trois chaînes ne devienne gratuite. — (AFP)

Loisirs Homair Vacances repris par Carlyle

Le fonds Montefiore a annoncé, mercredi 4 juin, la cession à Carlyle d'Homair Vacances, le spécialiste de l'hôtellerie de plein air.

Distribution Casino s'allie avec Bolloré en Afrique

Les groupes Casino et Bolloré ont officialisé, mercredi 4 juin, « la conclusion d'un partenariat stratégique ayant pour objectif le développement d'une activité e-commerce en Afrique ». Dans le détail, Cdiscount Afrique et Bolloré Africa Logistics vont créer une société commune qui lancera cet été un premier site sous la bannière Cdiscount en Côte d'Ivoire.

Assurances Le japonais Dai-ichi prépare une acquisition aux Etats-Unis

Le numéro deux japonais de l'assurance-vie, Dai-ichi Life, a annoncé, mercredi 4 juin, son intention d'acquérir le groupe américain Protective Life pour 5,7 milliards de dollars (4,2 milliards d'euros). L'opération a déjà été approuvée par le conseil d'administration de l'assureur de l'Alabama. — (AFP)

Industrie Michel Rességuier chargé de redresser Altia et Caddie

Les actionnaires d'Altia, dont le fonds public Bpifrance, ont annoncé, mercredi 4 juin, la nomination de Michel Rességuier comme directeur général. Il est chargé de redresser le groupe et ses filiales, dont Caddie. Ce manager de crise s'est notamment occupé de Thomas Cook France et des librairies Chapitre.

Le Monde.fr

CAMPUS

BAC J-12

Encore quelques jours pour réviser votre bac avec les applis Le Monde

Le Monde BAC S 2014

Niveau : réviseur débutant

Parcours pédagogique

Versions intégrales

Trophées

Le Monde BAC S 2014

Egalement disponible, l'appli Brevet 3e

Disponible dans l'App Store

Disponible sur Google play

Le constat sévère des étudiants sur leur université

L'UNEF rend public son premier baromètre des conditions d'études. La déception et les attentes sont grandes

Pour William Martinet, le président de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), « *étudier à l'université est trop souvent un parcours du combattant, surtout pour les jeunes issus des classes populaires* ». Premier syndicat chez les étudiants, l'UNEF a interrogé, début mai par courriel, 10 700 étudiants sur leurs conditions de formation et a retenu 6 500 réponses pour qu'elles soient représentatives des différents cursus et universités. Ce premier baromètre des conditions d'études a été rendu public mercredi 4 juin.

L'UNEF, qui a désormais l'intention de rééditer cette enquête chaque année, a engagé ce questionnaire après avoir « *sentí un fort besoin d'expression au cours des nombreux forums du premier semestre* », poursuit M. Martinet. Le constat est plutôt sévère. De l'encadrement à la pédagogie, de l'insertion professionnelle aux modalités d'évaluation, les étudiants ne sont pas satisfaits. Seuls les instituts universitaires de technologie (IUT) échappent à leurs critiques.

Une orientation trop souvent subie Si 71 % des étudiants de première année déclarent être inscrits là où ils le souhaitent, ce n'est pas le cas des 29 % restants. Parmi ces derniers, 69 % n'ont pas pu accéder à une formation sélective et 21 % en ont été empêchés pour des raisons financières. Cette proportion de mal orientés atteint 34 % des inscrits en lettres, langues et sciences humaines, 35 % de ceux en sciences, mais descend à 18 % des élèves en IUT. Ces chiffres recourent ceux de l'Observatoire national de la vie étudiante, pour lequel 22 % de l'ensemble des étudiants – écoles, classes prépa et BTS inclus – sont orientés par défaut.

Des histoires comme celle de Gaétan, il en existe beaucoup. Avec son bac professionnel, le lycéen s'est vu refuser toute place en BTS et a échoué en cinéma, à l'université de Lille. « *Je suis très déçu par l'université, avec ses cours trop théoriques, parfois très éloignés du sujet... Je compte arrêter net* », témoigne-t-il.

Le droit attire aussi à la sortie du lycée, car c'est une matière nouvelle. Mais il déçoit aussi beaucoup, à l'image de Madeleine. « *J'ai choisi le droit à Montpellier pour le prestige, me voyant avocate, défendant la veuve et l'orphelin, mais les cours arides et théoriques m'ont rapidement découragée* », raconte celle qui est répartie à zéro en se dirigeant vers une hypokhâgne.

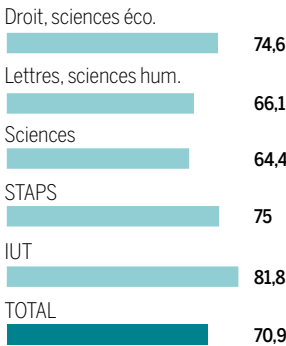
Des universités sourdes aux attentes des étudiants Quelque 62 % des étudiants sondés par l'UNEF estiment que leur réussite

Quatre leçons à tirer de l'enquête UNEF auprès des étudiants français

Données extraites d'une enquête réalisée par courriel entre le 30 avril et le 18 mai 2014. Sur 10 700 réponses, 6 500 ont été exploitées. L'échantillon comportait 57 % de femmes et 43 % d'hommes, 32 % de boursiers et 2,4 % d'adhérents à l'UNEF

1 L'orientation subie reste importante

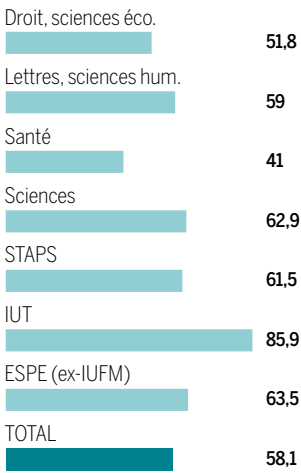
Etes-vous dans la filière que vous souhaitiez quand vous étiez au lycée ?
% de réponses « oui »



1/3 des étudiants interrogés disent ne pas être dans la filière souhaitée lorsqu'ils étaient au lycée

3 L'encadrement est souvent bien perçu

Vous sentez-vous suffisamment encadré (cours en petits groupes, enseignants référents, tutorat) ?
% de réponses « oui »



3/5 des étudiants étudiants se sentent suffisamment encadrés par leurs enseignants

n'est pas la première préoccupation de l'établissement qui les accueille. Le record de mécontentement est battu dans les formations en santé (67 %) et dans les Ecoles supérieures du professorat de l'éducation (79 %).

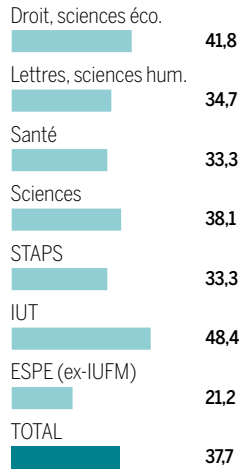
Pis, 77 % des étudiants sont convaincus que leur établissement ne tient pas du tout compte de leur avis. Le fait que l'enquête repose sur le volontariat, qui favorise toujours l'expression des mécontents, peut contribuer à noircir le tableau, mais notre propre appel à témoignages laisse aussi place à ce type de récriminations. « *Le constat est affligeant : Du personnel à la fois formateur, enseignant, secrétaire, conférencier et, enfin, responsable du plus*

important : le service après-vente. Obligé d'arranger des emplois du temps constamment pour pallier le manque d'effectifs. La qualité de la formation en pâtît, la motivation des élèves aussi. Dès lors, nous nous rendons compte que nous ne sommes que de simples pions », raconte Jonathan, qui s'est inscrit à Grenoble en master des métiers de l'enseignement.

Beaucoup d'universités font pourtant des efforts pour aider à la réussite de leurs étudiants. C'est le cas de l'université Paris-Sud, à Orsay (Essonne), qui a ouvert, depuis cinq ans, des ateliers destinés aux étudiants en première année, pour faire le point, en novembre et décembre. C'est d'ailleurs Paris-Sud qui, mardi

2 La fac semble peu concernée par la réussite

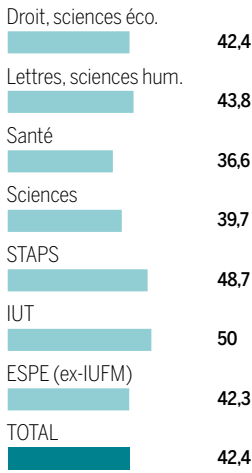
Pensez-vous que la réussite des étudiants est la première préoccupation de l'université ?
% de réponses « oui »



2/3 des étudiants interrogés estiment que leur réussite n'est pas le souci numéro un de l'université

4 La pédagogie est jugée médiocre

Selon vous, les enseignants sont-ils suffisamment formés à la pédagogie ?
% de réponses « oui »



3/5 des étudiants de la filière santé estiment que leurs enseignants sont mal formés à la pédagogie

SOURCE : UNEF

3 juin, a réuni les services d'orientation et d'insertion professionnelles des 17 universités d'Ile-de-France et des enseignants, pour échanger sur leurs pratiques et leurs expériences. « *C'est la première édition de ce forum, après une réunion plus restreinte et informelle, en 2013, qui avait permis de soulever de très nombreuses questions : comment repérer les décrocheurs ? Comment informer les étudiants des nombreux dispositifs d'aide existant au moment où ils en ont besoin ?* », explique Carole Vouille, directrice du Service commun universitaire d'information et d'orientation.

Le défaut d'encadrement Il est souligné par 56,7 % des interrogés, mais beaucoup moins ressenti en

IUT, où les cours en petits groupes de travaux dirigés sont les plus fréquents (dix-sept heures par semaine, contre quatre heures en formation de santé). « *Le manque de proximité entre universitaires et étudiants, qui ne concerne pas que les professeurs mais aussi les personnels administratifs ou les bibliothécaires, pas suffisamment disponibles, est plus cruellement ressenti par les enfants d'ouvriers* », détaille M. Martinet, pour qui « *le ministère doit absolument accorder des postes supplémentaires, réellement pourvus, qui ne soient pas utilisés à des fins autres que la réussite des étudiants* », comme cela se passe parfois dans les établissements. « *L'université regorge de talents, mais les enseignants très motivés*

n'ont ni appui ni moyen », raconte Thomas Hupfer, en master 2 finances des entreprises à Lyon-III. « *On demande à rencontrer un responsable pour créer un annuaire des anciens et une plate-forme d'offres de stages, on n'a aucune réponse.* »

Une pédagogie déficiente C'est sans doute la critique la plus dure adressée par 57,6 % des répondants, qui déplorent le manque de pédagogie de leurs enseignants. Le taux grimpe à 63 % en santé et atteint 50 % en IUT.

Conséquence : 35 % des étudiants désertent les amphithéâtres, 27 % les travaux dirigés, non pas faute de temps mais parce qu'ils trouvent, à 40 %, les cours « *ennuyeux et théoriques* », à 52 %, « *pas assez interactifs* », ou estiment, à 68 %, que « *la présence de l'enseignant n'apporte pas de plus-value* ». « *Ces résultats doivent être perçus comme une alerte. Il faut remettre les étudiants au centre de la mission de l'université et valoriser enfin les enseignants qui s'impliquent à leur service* », avertit M. Martinet.

Sur ce point encore, l'université est pleine de bonnes intentions. A Poitiers, deux journées de réflexion sont consacrées à la rénovation des méthodes d'enseignement, mais les évolutions paraissent trop lentes face aux attentes des étudiants.

Une préparation à l'emploi inefficace Quelque 68 % des étudiants estiment que leur université ne les aide pas suffisamment à s'insérer dans un emploi. Dans ce domaine, les établissements ont pourtant fait de grands progrès. Ainsi, 61 % des étudiants ont suivi un stage, d'en moyenne neuf semaines, qu'ils ont le plus souvent décroché eux-mêmes. Car 44 % des répondants à l'enquête UNEF ignorent qu'il existe un bureau des stages sur leur campus. Ils sont 52 % à déclarer avoir bénéficié des modules de préparation aux entretiens d'embauche ou à la rédaction d'un CV, mais 45 % se disent sceptiques sur leur utilité. Là encore, les IUT montrent la voie puisqu'en leur sein, 82 % des étudiants ont bénéficié du module, jugé à 72 % efficace.

Cette enquête donne une image peu flatteuse de l'université. Même si l'institution évolue rapidement depuis quelques années, l'action gouvernementale n'est pas vraiment reconnue. Ainsi, seuls quelque 18 % des personnes interrogées considèrent que les efforts consentis sur ce poste ont permis d'améliorer leurs conditions d'études. « *C'est un sévère avertissement, les étudiants attendent beaucoup de ce service public, à faible prix, et qui accueille tout le monde* », conclut M. Martinet. ■

ISABELLE REY-LEFEBVRE

Les questions militantes de l'UNEF

Analyse

A première vue, le questionnaire du premier baromètre des conditions d'études rendu public mercredi 4 juin par l'UNEF a pour objet de décrire le quotidien des étudiants à l'université en 2014. Orientation, encadrement, qualité des enseignements et des enseignants... Tous les sujets y sont traités. En y regardant de plus près, c'est à la fois un questionnaire militant et un outil politique qui permet au premier syndicat étudiant de mettre en garde les décideurs.

Premier avertissement : les droits d'inscription. Depuis quasiment dix ans, l'UNEF recense chaque mois de juillet les universités « hors la loi ». Et depuis quelques mois, le syndicat est parti en guerre contre les établissements qui augmentent ces droits. En mars, il a déposé un recours

devant le Conseil d'Etat contre les écoles d'ingénieurs de l'Institut Mines-Télécom et les six écoles des Mines qui lui sont rattachées. Il a dénoncé aussi les velléités de Sciences Po et de Paris-Dauphine.

Les étudiants sont 92,4 % à penser qu'il ne faut pas augmenter les droits d'inscription à l'université. Et 62,4 % à se dire prêts à se mobiliser si une augmentation des frais se généralisait. L'UNEF peut se frotter les mains, les étudiants sont prêts à descendre dans la rue. Or, il n'est rien de pire pour un ministre de l'enseignement supérieur que d'avoir des hordes d'étudiants dans la rue...

Ce scénario est bien celui que Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche, a évité depuis qu'elle est au gouvernement. En promettant notamment de ne pas augmenter les droits, de revaloriser les bourses... elle a obtenu le

soutien étudiant lors du vote de sa loi en juillet 2013.

Autre axe de mobilisation : le rattrapage et le contrôle continu, autant dire les modalités d'évaluation des connaissances sur lesquelles les jeunes s'opposent aux présidents d'université. Sur ce sujet, les réponses sont aussi très claires. A la question « *Estimez-vous que les rattrapages favorisent la réussite des étudiants ?* », 76,5 % répondent « *oui* ». De même, ils affirment à 85,3 % que « *le contrôle continu permet d'améliorer la réussite des étudiants* ».

Dialogue de sourds

Or, depuis quelques mois, certaines universités durcissent les conditions de passage d'une année à l'autre en imposant soit une note-seuil pour accéder au rattrapage, soit en refusant d'instaurer des sessions de rattrapage au motif qu'elles ont mis en place le

contrôle continu intégral. Là encore, l'UNEF veille. En 2013, elle a déposé cinq recours en justice contre des universités. Fin janvier, le tribunal administratif de Strasbourg leur a donné raison. Il a enjoint à l'université de mettre en place une session de rattrapage à la rentrée 2014. L'université a fait appel.

Depuis, c'est un dialogue de sourds entre l'UNEF et la Conférence des présidents d'université. L'instance souhaite une modification des textes, afin de continuer à pratiquer l'évaluation continue intégrale au profit des étudiants. Les présidents des universités agitent le chiffon rouge : si les établissements ne sont pas protégés des poursuites en justice, alors que les textes et la politique ministérielle les incitent à développer ce mode d'évaluation des étudiants, alors elles cesseront de le proposer. ■

NATHALIE BRAFMAN

INSTITUT D'URBANISME DE PARIS MASTER 2 « Urbanisme et Aménagement »

Parcours en formation continue sur :

« **La Maîtrise d'ouvrage des projets urbains** »
conception, ingénierie, financement p/Architectes, Urbanistes, cadres du Développement Local, des SEM, Organismes HLM, Consultants en stratégie urbaine.

500 heures sur 40 semaines comprenant :
- 2 jours d'enseignement en fin de semaine (Ve, Sa)
- Un voyage d'étude
Une journée conférence (12 décembre 2014)

Frais d'inscription : 234 € et de formation 7 000 € TTC
Recrutement entre 1^{er} juin et 30 Novembre au fil de l'eau sur dossier et entretien. (Candidatures maximum retenues 25).

Rentrée : 9 janvier 2015 (Cité Descartes Champs sur Marne)

UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
INSTITUT D'URBANISME DE PARIS – FORMATION CONTINUE
Téléchargez le dossier : <http://urbanisme.u-pec.fr>
Demande d'information : fc-iup@u-pec.fr



ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE | CHRONIQUE

PAR MARYLINE BAUMARD

A bon diplôme beau mariage

Un bon diplôme pour faire un bon mariage ? Politiquement incorrecte, l'assertion n'en est pas moins sociologiquement avérée. En 2014, le diplôme a remplacé la dot des sociétés classiques en devenant la meilleure garantie d'un bon niveau de vie.

Chercheur au pôle économie de l'Edhec, l'Ecole des hautes études commerciales de Lille, et au Centre d'économie de la Sorbonne, Pierre Courtioux a approfondi le sujet avec Vincent Lignon, chercheur associé à l'Edhec et à l'Institut national d'études démographiques (INED). Intitulée « Avoir un bon diplôme pour faire une bonne carrière ou un bon mariage », leur étude (disponible sur le site de l'Edhec) a été rendue publique fin mai. Elle permet de mieux comprendre qui passe la bague à qui.

Si l'on sait depuis longtemps qu'on se marie plutôt avec des gens de son milieu social, les deux économistes ont travaillé leur sujet avec assez de finesse pour comparer les unions des diplômés d'écoles de commerce et d'écoles d'ingénieurs avec ceux des titulaires d'un master de l'université, mais aussi des simples bacheliers... Ils ont passé au peigne fin les comportements de la cohorte née en 1970, – y compris les remariages – et scruté à partir de l'en-

quête emploi de l'Insee comment le coup de foudre ne tombe pas tout à fait au hasard.

En matière d'homogamie, la palme revient haut la main aux titulaires d'un doctorat et aux étudiants d'écoles de commerce. « Ils ont une probabilité d'épouser un titulaire du même diplôme qu'eux au moins 25 fois plus élevée que s'ils prenaient leur conjoint au hasard dans leur cohorte de naissance », résume Pierre Courtioux. Leur résultat est d'autant plus intéressant que des études précises manquaient sur le sujet.

En réalité, on en était resté aux travaux de Milan Bouchet-Valat qui, en septembre 2013, avait mis en lumière une baisse légère et régulière de l'homogamie éducative entre 1969 et 2011. Selon ses mesures faites sur quarante-deux années d'études emploi, la société française se panachait peu à peu. Les sans-diplôme et les diplômés des universités convolaient de plus en plus souvent ensemble au fil des ans.

Un pas vers une société plus mixte, sans doute, mais c'est oublier une partie du travail de M. Bouchet-Valat, qui soulignait déjà l'exception notable des diplômés des grandes écoles. Ceux-ci connaissent une augmentation des mariages culturellement consanguins.

Ce sur quoi se sont arrêtés Pierre Courtioux et Vincent Lignon. En allant en école de commerce, une jeune femme multiplie par 26 les chances d'épouser un diplômé en management qu'elle aurait en s'en remettant aux hasards de la vie. Si elle pousse au bout ses études de médecine, une étudiante multiplie par 60 ses chances d'épouser un médecin. Si elle fait une école d'ingénieurs, elle multiplie par 15 ses occasions de convoler en justes nocces avec un ingénieur... C'est moins vrai quand on descend l'échelle des diplômes, mais le rapport de cote reste toujours supérieur à 1.

Preuve qu'on se marie aussi entre soi chez les diplômés de l'université, et même chez les peu ou pas diplômés. Tout au bas de l'échelle, la moitié des femmes non diplômées se marient avec un homme sans diplôme (49 %) et parmi les titulaires d'un CAP, un homme sur deux se marie avec une femme qui a aussi un CAP.

La France hyperségrégée

Les chercheurs ne s'arrêtent pas sur les lieux de rencontre. Ce n'était pas leur propos. Ils ne montrent pas, parce que les statistiques qu'ils ont épluchées ne le disent pas, que ces mariages – notamment ceux qui ont lieu entre étudiants en management – sont la conséquence de la place démesurée accordée à la vie associative dans les écoles... On attend impatiemment l'étude qui le montrera ! Ce qui est sûr est que la lecture de Pierre Courtioux ramène aux travaux du sociologue Michel Bozon pour l'INED.

En 2013, le directeur de recherche montrait qu'on rencontre désormais son conjoint lors de fêtes privées entre amis, alors que dans les années 1980 les rencontres avaient lieu en dis-

cotehèque, et vingt ans auparavant dans les bals des villages... La différence entre ces lieux étant bien évidemment le degré de brassage des populations. Dans les fêtes privées ou de promotion, l'entre-soi est plus prégnant que dans les lieux potentiellement ouverts à tous les publics. Même s'il faut se demander s'il existe vraiment, aujourd'hui, des lieux festifs qui accueillent toutes les jeunes dans la France hyperségrégée qu'on connaît... Mais ce serait une autre question.

A ces mariages entre soi, on pourrait répondre un fataliste : « Et alors ?... S'ils veulent se marier entre eux, ça les regarde... » Eh bien non, cette consanguinité est mauvaise pour nos finances publiques. L'Etat investit sur les étudiants en contribuant très largement au financement des études supérieures. Si les diplômés se marient entre eux, le bénéfice de cet investissement n'est pas partagé dans la population. Il ne rejaillit pas sur des non-diplômés, alors que les effets collatéraux d'une bonne éducation sont nombreux dans une famille.

Pour être bref, cela permet aussi bien l'amélioration de la prévention médicale que des meilleures études pour les enfants, un meilleur taux de participation aux scrutins ou une plus grande implication dans la vie sociale.

Ainsi, aujourd'hui, 82 % des non-diplômés sont exclus de ce mode de redistribution, alors que, si les diplômés étaient mariés par tirage au sort, ils ne seraient que 67 % à en être exclus... La répartition inégale de l'argent public, on connaissait. Son aggravation par le mariage, un peu moins ! ■

baumard@lemonde.fr

LES INDÉGIVRABLES | PAR XAVIER GORCE

Quoi ?! Rattacher notre région à la leur ?!

Pourquoi nous associer à ce ramassis de dégénérés ?



Nous les avons également questionnés :

Selon eux, vous avez exactement les mêmes qualités.



C'EST TOUT NET ! | CHRONIQUE

PAR MARLÈNE DURETZ

Epingles d'intérêt



Il fut un temps télévisuel, l'homme « valait 3 milliards »... Pinterest, lui, en vaut 5, contre 3,8 milliards de dollars (2,8 milliards d'euros) six mois auparavant. Le réseau social, inauguré en 2010, permet à ses utilisateurs de partager leurs centres d'intérêt en « épinglant » des photos glanées sur Internet et réparties dans des « tableaux » personnalisables.

Ces galeries d'un art nouveau sont prisées par des millions d'« épingleurs », entre 20 à 70 millions dans le monde, selon les sources. Quelque 80 % d'entre eux sont des femmes, à l'origine de 92 % des épinglages, avance une étude de RJMetrics, début mai (lemde.fr/1m5CxqFB). Leur préférence va aux catégories « Cuisine et gastronomie », « Bricolage et loisirs créatifs » et « Décoration intérieure », le site le plus épinglé étant celui de la « Communauté mondiale du fait-main », Etsy.com.

« Mine d'or »

« Autant vous le dire tout de suite, Pinterest a changé ma vie », dit Anouk, sur le magazine féminin en ligne Elleadore.com. « Marre de découper les photos des magazines pour trouver l'inspiration ! (...) Cette merveille rassemble toutes les plus belles images du Web et permet de les organiser dans des tableaux d'inspiration virtuelle. » Cette « mine d'or » est un « must-have

[indispensable] pour toutes les créatives », dit Anouk, qui pratique un intensif « zieutage ».

« Pour optimiser vos épingles et faire en sorte qu'elles soient épinglées à l'infini », elles doivent être « à la fois vastes, personnelles et utiles », explique le blog officiel de Pinterest (lemde.fr/1iLEXba). Et, plusieurs épingles constituant un tableau, en quoi consiste un bon tableau (lemde.fr/1pzS4E6) ? Selon la rubrique « Trucs et astuces » du réseau social, « un bon tableau est tout d'abord un tableau qui vous ressemble ». Il doit couvrir un thème et posséder un titre, voire une description, et entrer dans l'une des catégories prédéfinies.

Un tableau se dessine au fil des jours et des semaines mais, afin qu'il « ne fasse pas trop vide », il doit renfermer au moins 50 épingles : « C'est un bon début », selon Pinterest, qui recommande aussi « d'avoir entre 20 et 50 tableaux pour un profil plutôt bien rempli, ni trop ni trop peu ».

Aucune catégorie Presse ni Actualités sur Pinterest. Créons ce tableau @lemonde dans la catégorie « Autres » et dotons-le, dans la veine créative du réseau social, de la description « Que faire d'un journal ? Le lire... et encore ? » (lemde.fr/1nKd6jv). Et puis, épinglons. Et pique et pique et... ■

duretz@lemonde.fr

Venez grandir avec Elior

DEVENEZ ACTIONNAIRE D'UN LEADER MONDIAL DE LA RESTAURATION ET DES SERVICES EN PLEINE CROISSANCE. Dans 13 pays, ses 105 000 collaborateurs accueillent et prennent soin de 3,7 millions de clients dans le monde de l'entreprise, de l'enseignement et de la santé ainsi que dans l'univers du voyage et des loisirs.

VOUS AVEZ JUSQU'AU 9 JUIN 2014 POUR SOUSCRIRE A L'INTRODUCTION EN BOURSE. LA FOURCHETTE INDICATIVE DE PRIX EST COMPRISE ENTRE 14,35 € et 17,50 € par action.

Le prospectus visé par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), le 27 mai 2014 sous le numéro 14-239 est disponible sur les sites Internet de la société (www.elior.com) et de l'AMF (www.amf-france.org), ainsi que sans frais et sur simple demande auprès de la Société Elior 61/69, rue de Bercy à Paris (75012). Le Groupe attire l'attention du public sur le chapitre 4 « Facteurs de risque » du document de base et de ses actualisations et le chapitre 2 « Facteurs de risque liés à l'Offre » de la note d'opération.

www.elior.com
ipo.elior.com

Un monde d'attentions **elior**

© George Qua-Eno / Cultura / Getty Images - © Delapost Paris